

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PREUVE
EN MATIÈRE DE
REPRISES MATRIMONIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue

PAR

Marcel DESREZ

Président : M. LEBRET, *professeur.*

Suffragants : { MM. GUILLOUARD, { *professeurs.*
DEBRAY, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1902-1903

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (*, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

- MM. DANJON (I. ☉), assesseur du doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.
EDMOND VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.
LAISNÉ DES HAYES (☿, A. ☉), professeur de *Droit civil*.
GUILLOUARD (*, I. ☉, C. *, G. O. ✕, C. I. C. *, O. ✕, L. *), professeur de *Droit civil*.
LEBRET (I. ☉), ancien député du Calvados, ancien Ministre de la Justice, professeur de *Droit civil*.
CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public* et *privé* et chargé du cours de *Législation industrielle*.
BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.
DEBRAY (A. ☉), professeur de *Droit romain* et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.
LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.
ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

AGRÉGÉS :

- MM. DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.
GENESTAL DU CHAUMEIL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.
ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat) et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PREUVE
EN MATIÈRE DE
REPRISES MATRIMONIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 10 Juillet 1903, à 9 h. du matin

PAR

Marcel DESREZ

Président : M. LEBRET, professeur.

*Suffragants : { MM. GUILLOUARD, } professeurs.
 { DEBRAY, {*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Traité du droit civil, t. V.
- BABINET. — Rapport à la Cour de cassation. S. 1887. 4. 161.
- BARTIN. — Des contre-lettres.
- BAUDRY-LACANTINIERE, LE COURTOIS et SURVILLE. — Contrat de mariage.
- BEDARRIDE. — Traité de faillites et banqueroutes, t. III.
- BIDAULT DE L'ISLE. — De la preuve des reprises matrimoniales (Thèse Paris, 1901).
- BOISTEL. — Précis de droit commercial.
- BONNIER. — Traité des preuves, t. I.
- BOULAY. — Répertoire général pratique du notariat, 30 septembre 1897.
- BOYER. — De la preuve en matière de reprises matrimoniales (Thèse Toulouse, 1889).
- BRESSOLES. — La femme du commerçant (Thèse Toulouse, 1887).
- BUFNOIR. — Note S. 1885. 2. 25. 1889. 4. 465.
- CHARMONT. — Examen de jurisprudence (Revue critique, 1901, p. 70).
- COLMET DE SANTERRE. — Traité de droit civil. T. VI.
- DALLOZ. — Répertoire et supplément. V. Contrat de mariage.

INTRODUCTION

Le mariage constitue, sous la plupart des régimes matrimoniaux, une association d'intérêts qui entraîne une confusion entre les biens des époux. Lorsque surviendra la dissolution du mariage ou la séparation de biens, il faudra détruire cette unité de fait et rendre distincts les intérêts de chacun, reconnaître la composition du patrimoine personnel de l'époux apporteur et le reconstituer dans son entier. On procédera au règlement des intérêts pécuniaires des époux et on établira le compte respectif de chacun d'eux : l'époux viendra alors exercer son droit à la *reprise* de ses biens propres. Mais pour cela, il lui faudra établir la preuve de son droit, déterminer le contenu de ses apports. Le problème que nous avons ici à résoudre est précisément de savoir quelles sont les règles de preuve prescrites par la loi pour arriver à établir les allégations qu'implique nécessairement toute reprise.

Il convient de faire observer que les biens personnels des époux peuvent être des *meubles* ou des *immeubles*.

Cette dernière catégorie de biens ne donne pas souvent lieu à difficulté, en ce qui concerne la preuve des reprises, parce que les transmissions s'en effectuent au grand jour et qu'un écrit les constate toujours.

Le problème serait donc facile s'il ne comprenait pas une autre classe de biens, les meubles, de nature instable, aux déplacements fréquents et occultes (1). Jadis la fortune mobilière était très peu importante. Aujourd'hui, les facteurs sont renversés et parler du peu de valeur de la fortune mobilière serait une erreur économique. L'extension de la fortune mobilière donne à ces questions de preuve une importance très grande.

Dans la communauté légale, les reprises mobilières sont peu importantes, car le mobilier présent et futur tombe dans la masse commune. Mais il est des régimes où le mobilier échappe à la communauté, notamment le régime de communauté réduite aux acquêts. C'est le régime normal de ceux qui font un contrat, sauf le régime dotal dans le Midi et en Normandie, et encore l'habitude s'introduit-elle de plus en plus d'y joindre une clause d'acquêts.

Lorsque les époux ont ainsi adopté une clause d'acquêts, la question des reprises est des plus graves, car ces reprises

(1) Pour certains d'entre eux, l'origine peut en être cependant établie avec facilité, par exemple un transfert d'office ministériel. Mais ce sont des cas exceptionnels sur lesquels nous aurons à revenir.

peuvent être nombreuses à exercer (1). En effet, le patrimoine propre de chacun des époux comprendra non seulement les immeubles qu'ils avaient au jour du mariage, ou qu'ils ont recueilli pendant, à titre de succession ou de donation, mais en outre leur mobilier possédé au jour du mariage ou qui leur est échu depuis. Donc, lors de la liquidation, chaque époux fera la reprise, non seulement de ses immeubles propres, mais de ses meubles propres.

Cependant en ce qui concerne le mobilier, il faudra faire état de la distinction entre les meubles *propres parfaits et imparfaits*. C'est qu'en effet, nous le verrons, les propres parfaits ne sont soumis qu'à l'usufruit de la communauté et donneront lieu à une reprise *en nature* ou *revendication*. Pour les propres imparfaits, la Communauté ayant le quasi-usufruit, l'époux sera seulement *créancier* de la *valeur* de ces biens et fera une reprise en valeur ou en deniers (2).

Comment l'époux devra-t-il faire la preuve de son droit sur les immeubles ou les meubles propres parfaits, dont il veut exercer la reprise en nature à titre de propre et aussi comment devra-t-il justifier la reprise en valeur qu'il veut exercer à titre de créancier? La preuve sera-t-elle la même, quelle que soit la personne contre laquelle la reprise s'effectuera (3)?

(1) Le contrat de mariage individualisera les meubles présents, mais il ne peut inventorier par avance les meubles à venir.

(2) Voir le début de notre deuxième partie.

(3) Il est difficile de trouver une direction dans les solutions

Pour donner à cette question de preuve toute sa portée, il faut bien montrer qu'elle se pose sous tous les régimes matrimoniaux, à cause de la confusion qui s'opère de droit ou de fait entre les biens des deux époux (1).

Sous le régime de la communauté légale ou conventionnelle, les reprises sont particulièrement fréquentes à cause de la coexistence entre les mains du mari des trois patrimoines, celui de la communauté et celui de chaque conjoint. Les deux époux, avant de procéder au partage, peuvent avoir des reprises à exercer, partant une preuve à faire.

Mais des reprises s'exercent aussi sous d'autres régimes où n'existe cependant pas de fonds commun.

Sous le régime exclusif de communauté, le mari a la jouissance et l'administration des biens de la femme, quelle preuve devra-t-elle produire pour en obtenir la restitution ?

Sous le régime dotal, le mari a encore la jouissance des biens dotaux, comment la femme qui prétend que les

admisses par l'ancien droit (Tissier, *Revue Bourguignonne de l'Enseignement supérieur*, 1901, p. 103 et s.). On a souvent cherché à rattacher les décisions du Code à celles de l'ancienne jurisprudence des pays de communauté aux cas où les apports mobiliers avaient fait l'objet d'une clause de réalisation. Rien de bien précis ne peut être dégagé, semble-t-il, car il y a eu des tendances différentes suivant les époques et des jurisprudences différentes suivant les contrées.

(1) Cela met à part le régime de la séparation de biens, où chaque époux garde la jouissance et l'administration de ses biens. Nous aurons à en parler.

créanciers du mari agissent sur ses biens, immeuble ou meuble, frappé de dotalité, devra-t-elle en fournir la preuve?

Ainsi posée, la question apparaît d'une grande importance, comme toutes les questions de preuve, puisque *idem est non esse aut non probari*.

L'intérêt du mari pour la question des reprises n'existe que sous les régimes de communauté, et seulement au cas où la femme se porte acceptante. En effet, si elle renonçait, le patrimoine commun resterait au mari et celui-ci n'aurait pas besoin d'en retirer ses propres.

La situation de la femme est plus importante, en ce qui concerne la preuve de ses reprises, car elle peut les exercer tant en cas d'acceptation que de renonciation à la communauté. Son intérêt est même alors plus considérable, car si elle renonce, c'est que, généralement, le mari a fait de mauvaises affaires et que le patrimoine commun ne suffit pas à couvrir toutes les dettes de la communauté. Ses biens propres, qui constitueront souvent ses seules ressources, si elle n'a ni métier, ni profession, lui seront réservés, si elle peut en fournir la preuve pour en exercer la reprise.

De même, sous le régime sans communauté ou le régime dotal, la femme qui ne participe pas aux gains du ménage, a le plus grand intérêt à prélever ses biens personnels intégralement (1).

(1) Remarquons que dans une communauté solvable, lorsque la

On peut ajouter que le problème de la preuve est surtout d'une grande importance pratique pour la femme ; car si le mari peut se ménager tous les moyens de preuve pendant le mariage, il n'en est pas de même pour la femme. S'en remettant au mari pour l'administration de son patrimoine, si celui-ci a négligé de lui assurer des moyens de preuve, elle se trouvera, à la fin du mariage, dans l'impossibilité d'exercer ses droits faute de pouvoir les justifier.

Ne faut-il pas, dès lors, lui donner des facilités de preuves plus grandes qu'au mari ?

Nous venons de voir que c'est surtout au cas où les affaires du mari sont peu prospères que l'intérêt de la femme à exercer ses reprises apparaît le plus vivement.

Or, un autre intérêt antagoniste surgit alors, celui des créanciers du mari ou de la communauté, qui veulent empêcher une exagération frauduleuse du chiffre des reprises de la femme (1) ; il importe donc, en ce qui les

femme accepte, elle aurait au moins droit, à défaut de preuve de ses reprises, à la moitié des biens communs ; elle reprendrait à ce titre moitié des biens propres qu'elle ne pourrait retirer entièrement faute de justification suffisante.

(1) Il s'agira surtout des créances tombées en communauté du chef du mari. Le conflit s'engagera rarement entre le mari et les créanciers communs du chef de la femme, car celle-ci ne peut engager la communauté, durant le mariage. Il ne peut s'agir que de dettes antérieures au mariage et tombées en communauté, et d'une reprise exercée à la fin de la communauté, car, si les créanciers agissaient durant le mariage, ils auraient action contre la communauté et le mari personnellement, et la fraude n'est pas à craindre dès lors.

concerne, que l'on ne puisse prélever du fonds social que les biens qui seront rigoureusement justifiés propres (1).

Si la femme est intéressante, ce n'est pas elle seule donc qui mérite intérêt. Il y a aussi à tenir compte des tiers à l'encontre desquels elle veut exercer sa reprise, tiers qui n'ont souvent prêté au mari qu'en considération des biens divers qui se trouvaient groupés entre ses mains .

Or si l'on donne à la femme de trop grandes facilités de preuve, n'est-il pas à craindre que, d'accord avec son mari, elle n'exagère frauduleusement les apports mobiliers et que par suite elle ne fasse perdre aux créanciers du mari, par cette collusion, un gage sur lequel ils ont dû légitimement compter.

L'intérêt du conjoint demande une preuve facile, l'intérêt des créanciers exige qu'on se montre rigoureux. Il y avait un équilibre à maintenir, c'est par le système des preuves que le législateur établit cet équilibre. C'est en se plaçant au point de vue de l'intérêt des tiers que la loi a créé une *présomption d'acquêts*, aussi bien pour les meubles que pour les immeubles, présomption toute favorable à la

(1) Le conflit s'élèvera aussi bien pendant le mariage qu'à la dissolution de la communauté, par exemple quand les créanciers ayant saisi un bien, la femme s'oppose à la saisie, en arguant que le bien dont s'agit est un propre qui lui appartient, ou encore quand un créancier hypothécaire ayant saisi un immeuble du mari, la femme oppose les droits que lui confère son hypothèque légale ; pour se présenter à l'ordre, elle devra établir le montant de ses apports.

communauté, et par suite à ses créanciers, puisque seront leur gage, tous les biens administrés par le mari, sauf ceux que les époux prouveront leur appartenir en propre. Cette présomption est écrite dans l'article 1402 pour les immeubles et 1499 pour les meubles.

Le mari, étant administrateur unique, la situation juridique apparente est celle d'une propriété commune, c'est donc à celui qui prétend qu'un bien lui est propre à le prouver.

En édictant cette présomption d'acquêts, la loi se montre donc plus favorable aux créanciers qu'aux époux et en particulier qu'à la femme.

Mais cette présomption étant admise en faveur de la communauté et contre l'époux qui exerce la reprise, par quels moyens l'époux pourra-t-il la détruire? Pour admettre la preuve contraire, la loi laisse-t-elle l'époux sous l'application du droit commun, tel qu'il est établi au chapitre vi du titre des obligations?

Apporte-t-elle au contraire des restrictions au droit commun dans le but de protéger les tiers contre les fraudes possibles des époux? S'il y a des restrictions, quelles sont-elles?

Un principe très net sert de point de départ : qu'il s'agisse d'une reprise mobilière ou immobilière, l'époux, qui réclame un propre, est tenu de justifier de sa prétention. (1)

(1) Ce n'est point là une règle particulière au régime matrimonial,

Mais comment va se faire cette justification, cette preuve des apports ?

Si l'on s'en tenait aux principes généraux en matière de preuve, la justification dont s'agit ne pourrait se faire que par écrit ; la preuve testimoniale ne serait du moins admise au dessus de 150 francs qu'autant qu'il existerait un commencement de preuve par écrit (art. 1341 et 1347).

En matière de reprises matrimoniales, il est dérogé au droit commun dans le sens d'un adoucissement des règles ordinaires, et aussi dans le sens d'une plus grande rigueur. Ici la loi exige la production d'un acte authentique ; là elle se contente d'un titre qui paraîtra sincère ; ailleurs, elle va jusqu'à admettre la preuve exorbitante et dangereuse de la commune renommée. Les articles 1415 et 1504 alinéa 3 sont favorables pour la preuve des reprises ; écrit, témoins et commune renommée. D'autres textes sont plus sévères : les articles 1499 et 1504, qui exigent la preuve par inventaire ou acte en bonne forme, et les articles 1510 et 560 C. com. un inventaire, ou à défaut, un acte authentique.

c'est l'application d'un principe extrêmement général posé par l'article 1315 : celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.

Il n'y a donc pas autre chose ici qu'une règle de droit commun reproduite, du reste, formellement tant pour les propres immobiliers par l'article 1402 que pour les meubles propres par les articles 1498 et 1499. Le partage des biens se borne aux acquêts, lorsque chaque époux a procédé au prélèvement de ses apports *dûment justifiés*, dit l'article 1498.

Le doute vient de ce que la loi a établi toutes ces règles sans spécifier suffisamment leur étendue d'application.

La preuve sera-t-elle différente pour les reprises en nature que l'époux fait en qualité de propriétaire et pour les reprises en valeur qu'il fait en qualité de créancier ; pour la reprise d'un meuble et d'un immeuble ; pour la reprise d'un bien apporté en mariage et pour la reprise d'un bien apporté depuis ; pour les reprises exercées par la femme et celles exercées par le mari ; pour les reprises exercées par la femme en face d'un mari solvable et pour celles qu'elle exerce à l'encontre d'un mari insolvable, c'est-à-dire à l'encontre des créanciers de celui-ci ; enfin, dans ce dernier cas, la femme aura-t-elle une situation différente au point de vue de la preuve, si le mari est en déconfiture et s'il est en faillite ?

La question a des aspects multiples et des divergences d'opinion se manifestent dans toutes ces hypothèses. Les systèmes sont divers, mais il y a deux opinions principales, que nous devons dès maintenant caractériser d'un mot.

Les uns s'attachent à *la nature de la réclamation* présentée par l'un des époux. Est-elle en nature ou en valeur ? L'époux veut-il reprendre le bien lui-même ou son montant ? S'agit-il de la reprise d'un propre parfait ou imparfait ?

La jurisprudence considère surtout *quelle est la personne contre laquelle l'époux veut exercer ses reprises*. Il faut se montrer restrictif quand la reprise est exercée en

face de créanciers ; ce n'est plus nécessaire quand la reprise s'exerce par l'un des époux contre l'autre. Cette jurisprudence est fixée depuis longtemps. La controverse relative à la preuve des reprises mobilières peut être considérée comme éteinte en pratique. La Cour de cassation ne s'est pas arrêtée aux objections de la doctrine, elle a rapidement découragé les résistances que certaines Cours d'appel essayèrent de lui opposer ; et ces résistances ont totalement cessé aujourd'hui.

Nous nous efforcerons de démontrer avec soin que cette jurisprudence se justifie amplement et qu'il n'est aucunement impossible de répondre aux objections que certains auteurs lui ont longtemps adressées (1).

Nous venons d'entrevoir les multiples difficultés que soulève cette matière de la preuve des reprises matrimoniales.

La question présente encore un intérêt législatif de tout premier ordre, sur lequel nous aurons à revenir. La communauté de meubles et acquêts, telle que l'a établie le Code civil, soulève de vives critiques et l'on se demande s'il ne serait pas bon de remplacer ce régime légal par celui de la communauté d'acquêts mieux adapté, nous le

(1) Le système de la jurisprudence est admis sans réserve par M. Planiol, III, n° 1239 et s. D'autres auteurs semblent renoncer à la lutte. « Il faut, déclare M. Chaumont (*Revue critique*, 1901, p. 70), considérer cette jurisprudence comme *un fait accompli*, et, comme le dit M. Lyon-Caen, *l'accepter comme point de départ*. » Voir ce que dit M. Lyon-Caen à ce point de vue. S. 1900. 1, 113.

verrons, aux nécessités actuelles. Or il s'agira précisément de savoir si les difficultés de preuves en matière de reprises ne sont pas de nature à s'opposer à l'adoption de la communauté d'acquêts comme régime légal. C'est là un aspect très intéressant du problème complexe de la preuve des reprises matrimoniales (1).

(1) Nous avons cru devoir rejeter l'examen de cette question législative dans notre conclusion parce qu'il ne nous a pas paru possible de la bien envisager dans son ensemble, avant que tout le problème de la preuve des reprises mobilières ait été pleinement élucidé. De cette façon, l'on pourra, tous les aspects de cette question ayant été exposés, se prononcer en pleine connaissance de cause sur cet important problème de la communauté d'acquêts comme régime de droit commun.

PREMIÈRE PARTIE

PREUVE DES REPRISES IMMOBILIÈRES

PREUVE DES REPRISES IMMOBILIÈRES

Pour en effectuer l'étude nous distinguerons suivant que la demande en reprise porte sur un immeuble ou sur un meuble. Dans le premier cas, la question est relativement simple. Elle devient infiniment plus complexe dans le second, et c'est surtout sur cette question que porteront les efforts de notre discussion.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Les immeubles appartiennent en propre aux époux beaucoup plus souvent que les meubles. Le législateur exclut lui-même, en principe, les immeubles de la communauté légale, et les modifications conventionnelles de la communauté ne porte généralement que sur les meubles, qu'il s'agisse de communauté d'acquêts ou de clause de réalisation. Les immeubles restent encore la propriété personnelle des époux sous le régime exclusif de communauté où chaque époux conserve ses biens et sous le régime dotal où la dot est inaliénable et doit être restituée à la femme à la dissolution du mariage.

Ces immeubles se retrouvent ordinairement dans leur individualité, et l'époux les reprendra tels quels, en nature.

Cependant, il y a parfois aliénation au cours du mariage et la valeur du bien tombe dans le patrimoine commun. Mais l'époux conserve un droit de créance pour se faire tenir compte du montant de son bien, la restitution aura lieu en deniers.

Quelle preuve l'époux, qui prétend exercer une reprise immobilière, devra-t-il administrer tant vis-à-vis de son conjoint que vis-à-vis des créanciers?

CHAPITRE PREMIER

REPRISES IMMOBILIÈRES EN NATURE

Pendant sa durée, la communauté a la jouissance des immeubles propres des époux. Ils sont donc dans la main du mari, comme les acquêts de communauté, et il s'agit de savoir par quelles preuves chaque époux reprendra ses biens propres.

SECTION I

PREUVE DES REPRISES ENTRE ÉPOUX

Quelle que soit l'étendue de la communauté, universelle, légale ou réduite aux acquêts, il existe en sa faveur une présomption d'acquêt. *Tout ce que les époux possèdent est réputé commun.* Si l'un d'eux réclame un bien ou une valeur comme lui appartenant en propre, il doit le prouver.

Cette présomption reproduite de l'ancien droit (1) est écrite dans l'article 1402 pour les immeubles : « Tout immeuble est réputé acquêt de communauté, s'il n'est prouvé que l'un des époux en avait la propriété ou possession légale, antérieurement au mariage, ou qu'il lui est échu depuis à titre de succession ou donation. » Comment expliquer cette présomption d'acquêt? Parce que la situation juridique apparente, telle qu'elle résulte de la possession, est celle de propriété commune ; le mari, chef de la communauté, possède tous les biens du ménage. La preuve incombe à l'époux qui veut faire tomber à son profit la présomption dont s'agit. Que devra-t-il prouver? Deux choses : La qualité de propre et son identité.

§ 1. Preuve de la qualité de propre.

Comment établir la *qualité de propre*?

1^o Immeubles acquis antérieurement au mariage.

L'époux peut d'abord soutenir : Que tel immeuble lui est propre parce qu'il en avait la propriété au *moment du mariage*.

Il faudra prouver la propriété ou possession légale antérieure à cette date. Il s'agit donc en réalité d'une question de date à établir. Cette preuve ne doit pas consister seu-

(1) Loysel, n° 222. Pothier, *Traité de la communauté*, n° 203.

lement à démontrer l'existence d'un droit de propriété au profit de l'époux ; il s'agira surtout d'établir que cette propriété n'a pu être acquise à la communauté après le mariage. C'est une preuve négative.

Cette preuve se présente dans les rapports entre les époux, dans des termes tout différents de ceux où elle se pose dans un procès en revendication contre un tiers possesseur de l'immeuble. Dans ce cas, on exige que le revendiquant puisse établir l'existence d'une prescription acquisitive constitutive de droit, parce que les titres d'acquisition ne fournissent en effet qu'une preuve relative de la propriété ; ils prouvent bien la régularité des transmissions successives, mais non l'existence du droit transmis au profit du revendiquant. Voilà pourquoi certains auteurs estiment que toute présomption fondée sur la simple possession antérieure doit être repoussée ; c'est qu'il s'agit de fournir la preuve que l'on est actuellement propriétaire.

La question de preuve en cas de communauté se pose tout différemment ; c'est que la communauté est l'ayant-cause des époux et ne peut avoir d'autres droits que ceux des époux. Il suffit d'établir que l'époux avait un droit quelconque au jour du mariage, fût-ce un simple privilège de fait comme la possession, pour que la communauté ne puisse avoir succédé qu'à la situation juridique des époux. C'est cette situation juridique que l'époux revendique (1).

Une fois cette preuve faite, la présomption de propriété

(1) Saleilles, *Cours professé à Paris en 1899-1900*.

de la communauté est écartée, et il y a présomption de propriété en faveur de l'époux. Les titres d'acquisition antérieurs seront suffisants et même la simple possession suffira à écarter la présomption d'acquêt pour lui substituer la présomption de propre et c'est là le but de la preuve (1).

C'est, du reste, ce qui résulte de l'article 1402 ; l'article 1402 dit qu'il faut que l'époux établisse soit la propriété, soit la possession *légale*, juridique, c'est-à-dire à titre de propriétaire par opposition à une possession purement précaire. Il ne faudrait pas exiger la possession *annale*, laquelle se réfère au conflit sur la question même de possession et l'exercice des actions possessoires. Il suffira que l'époux fournisse la preuve qu'il a obtenu, avant le mariage, sa mise en possession de l'immeuble en exerçant une action en nullité, en réméré, ou en révocation d'un acte translatif de propriété et qu'il avait déjà le droit d'exercer cette action avant le mariage, fût-ce seulement depuis quelques jours. C'est là une application d'un principe général : celui qui a une action pour obtenir un immeuble est censé avoir l'immeuble (2).

(1) Guillouard, II, n^o 563 à 565. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, I, n^o 486.

(2) Il en serait autrement si, durant le mariage, l'époux a exercé une action en résolution pour défaut de paiement du prix, car cette action, qui ne constitue qu'un moyen de faire valoir la créance résultant du contrat de vente, est entrée en communauté comme accessoire de cette créance. Elle ne peut, dès lors, être exercée qu'au nom et dans l'intérêt de la communauté (Aubry et Rau, V, § 507, p. 297, note 4).

Comment fera-t-on la preuve ? La loi est muette, il faut appliquer le droit commun puisqu'aucun texte n'y déroge.

Cela conduit à décider, conformément à l'ancien droit, que la preuve de la propriété se fera non seulement par titres, ce qui sera le cas le plus normal (1), mais aussi par témoins ou présomptions puisque d'après l'article 1353, les présomptions sont recevables dans tous les cas où la preuve par témoins est recevable.

Quant à la possession, c'est un pur fait qui pourra toujours être établi par la preuve testimoniale, ainsi que par des présomptions.

A plus forte raison, l'aveu de l'autre époux serait preuve suffisante.

2^o Immeubles acquis à titre onéreux pendant le mariage.

Quelle preuve fournir lorsqu'il s'agit non plus d'immeubles antérieurs au mariage, mais d'immeubles achetés par la femme *pendant le mariage* par elle ou en son nom ? Cela suppose un régime où la femme a des biens en administration propre.

a) *Communauté*. — La question ne se posera pas sous le *Régime de Communauté*, car les immeubles acquis au

(1) En principe, il ne serait pas indispensable que l'acte destiné à la preuve du mode d'acquisition eût date certaine, même si le conflit s'engageait vis-à-vis des créanciers de l'immeuble, car ceux-ci ne sont pas des tiers au sens de l'article 1328.

nom du mari ou de la femme pendant le mariage forment des conquêts.

Conformément aux principes généraux du droit civil, l'emploi doit être autorisé par le contrat de mariage. En l'absence de cette clause, l'emploi n'est pas permis, car il transformerait la créance en reprise en un droit de propriété sur l'immeuble. Or, ce serait contraire à la règle qu'on ne peut se constituer des propres durant le mariage. Mais la question peut se poser sous le régime de la communauté d'acquêts : une clause du contrat peut autoriser ou imposer l'emploi en immeubles ; alors l'immeuble ainsi acquis en emploi sera propre.

Maïs quelle preuve faudra-t-il faire pour exercer la reprise ?

Lorsqu'il s'agira d'immeubles acquis en emploi au cours du mariage, la preuve se fera suivant les principes de droit commun. Nous supposons en effet que la question de preuve s'élève entre époux et l'article 559 du Code de commerce ne doit pas intervenir ici.

Si un immeuble a été aliéné et remplacé par un autre, il y a alors remploi et la preuve en sera administrée selon les règles fixées par les articles 1434 et 1435.

b) *Régime sans communauté.* — Sous le *régime sans communauté*, il n'y a pas de présomption semblable à celle de l'article 1402. Si le mari est possesseur d'un immeuble, la femme qui voudra le reprendre à titre de propre devra le prouver selon le droit commun.

c) *Régime dotal*. — Quant à la femme mariée sous le *régime dotal*, elle doit, lorsqu'elle réclame la restitution d'immeubles dotaux, aussi combattre la présomption de propriété qu'engendre la possession aux mains du mari. Elle prouvera donc que l'immeuble est dotal, c'est-à-dire compris dans la constitution de dot, ou échangé ou remployé contre un bien dotal. La preuve sera reçue selon les principes généraux (1).

3° *Immeubles échus par succession ou donation.*

Reste le cas d'immeubles échus par succession ou donation, il y aura presque toujours un titre, acte de donation, testament, acte de partage, et la date en est généralement certaine. Cette preuve suffit non seulement entre les époux, mais aussi à l'égard des tiers, nous le verrons.

A défaut de titre, le droit commun s'appliquera pour établir que l'immeuble n'est pas un conquêt de communauté.

Ainsi donc pour les immeubles, on voit qu'il n'y a pas de difficulté. L'origine peut en être facilement établie. Aucun danger de fraude n'est à craindre vis-à-vis des créanciers.

Même pour les immeubles acquis à titre onéreux pendant le mariage, il est aisé de vérifier s'ils l'ont été par une

(1) Cass., 19 déc. 1871.

cause capable de leur attribuer le caractère de propres, comme le remploi ou l'échange contre un propre.

Nous venons de voir comment on peut établir la qualité de *propre*.

§ 2. Preuve de l'identité.

Quant à l'*identité* des immeubles aucune difficulté n'existe en pratique sur ce point, car les immeubles, à la différence des meubles, ont une fixité qui empêche toute confusion.

L'identité est une question de fait pour laquelle toute preuve est recevable. Au reste, les titres d'acquisition fournissent très généralement les données essentielles pour fixer l'identité de l'immeuble : nature, contenance, confronts, numéros de cadastre, etc...

SECTION II

PREUVE VIS-A-VIS DES CRÉANCIERS

La justification de la qualité et de l'identité de l'immeuble est efficace aussi bien dans les rapports des époux avec les tiers que dans leurs rapports entre eux. La

loi n'a fait aucune distinction : les transmissions d'immeubles s'effectuent ouvertement, aucune fraude n'est à craindre de la part des époux. Sur une saisie des créanciers du mari ou de la communauté, frappant un immeuble propre de la femme, celle-ci exercera la demande en distraction à l'aide de tous les moyens de droit commun.

Cette solution est confirmée par l'article 557 du Code de commerce : « En cas de faillite du mari, la femme dont les apports en immeubles ne se trouveraient pas mis en communauté, reprendra en nature lesdits immeubles et ceux qui lui seront survenus par succession et par donation entre vifs ou testamentaire » (1).

Cet article ne contient aucune règle spéciale de preuve vis-à-vis des créanciers du failli et la loi civile ne peut se montrer plus rigoureuse.

1° Cas d'emploi.

Cependant la loi a dérogé à ces règles dans l'intérêt des créanciers d'un failli, lorsqu'il s'agit du cas spécial d'emploi de capitaux mobiliers.

L'article 559 du Code de commerce crée dans cette hypothèse une présomption légale : il décide que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari,

(1) Rapprocher des articles du Code de commerce français les articles 554, 555 et 558 C. comm. belge, articles 783, al. 3 et 787, al. 2 Code comm. italien, article 3 loi anglaise du 18 août 1882.

ou ont été payés de ses deniers. « Sous quelque régime qu'ait été formé le contrat de mariage, hors le cas prévu par l'article 558, la présomption légale est que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers, et doivent être réunis à la masse de son actif, sauf à la femme à fournir la preuve du contraire ».

Comment la femme pourra-t-elle administrer cette preuve contraire ? Par toutes les preuves de droit commun ; elle établira par exemple que les deniers proviennent d'apports matrimoniaux, d'un prêt, de bénéfices réalisés dans une industrie séparée, et elle usera pour ce faire d'acte écrit, ou de preuve testimoniale, ou de présomption s'il y échet.

C'est seulement lorsque la femme du failli revendique un immeuble acquis en emploi de deniers échus par succession ou donation que l'article 558 exige que l'origine des deniers résulte d'un inventaire ou d'un autre acte authentique. L'article 558 exige aussi que la déclaration d'emploi ait été expressément mentionnée au contrat d'acquisition : « La femme reprendra les immeubles acquis par elle et en son nom des deniers provenant de successions ou donations, pourvu que la déclaration d'emploi soit expressément stipulée au contrat d'acquisition, et que l'origine des deniers soit constatée par inventaire ou par tout autre acte authentique. »

Ces précautions ont pour but de protéger les créanciers de la faillite. Il s'agit ici d'un emploi de capitaux et rien

ne serait plus facile que d'attribuer à des sommes d'argent une origine simulée et d'en exagérer le montant. De là les précautions de l'article 558 qui prescrit la réunion de ces biens à la masse, la femme n'ayant été qu'un prête-nom pour en opérer l'acquisition (1).

S'il s'agissait d'un don manuel, comme on ne dresse pas d'acte authentique, il en résulterait que l'emploi des sommes ainsi données ne serait pas opposable à la masse de la faillite.

L'article 558 ne vise aucunement les immeubles dont l'acquisition provient de deniers procédant d'apports matrimoniaux. La preuve sera recevable conformément au droit commun (2).

2° *Cas de remploi.*

La loi des faillites ne vise que *l'emploi* et non le *remploi* ou substitution d'un immeuble à un autre aliéné précédemment ; l'article 558 n'établit alors aucune dérogation au droit commun. C'est que, de droit commun, pour que le remploi soit valable, il faut une déclaration dans l'acte

(1) Thaller, n° 1967.

(2) Cette solution a soulevé des critiques : « Pourquoi la femme déclarerait-elle l'emploi, si dans le cas de succession, donation, l'origine des deniers devait être prouvée d'une manière authentique, tandis qu'en achetant purement et simplement en son nom, elle pourrait prouver cette origine à l'aide de simples présomptions ? » Bédarride, *Faillite*, III, n° 1.006.

d'acquisition, portant que le bien est acheté avec des deniers provenant de l'aliénation de l'immeuble propre (art. 1435).

Pour l'origine des deniers, on n'exige pas l'acte authentique. Il n'y avait pas à craindre ici qu'on substituât un titre d'acquisition à un autre pour léser les créanciers.

En matière commerciale donc, le droit commun de l'article 1402 n'est maintenu que pour les immeubles existant au temps du mariage et pour ceux qui sont acquis à titre gratuit au cours de la communauté (1).

3° Extension en matière civile de la présomption de l'article 559 du Code de commerce.

Faut-il admettre, en matière civile, pour le cas de déconfiture, la présomption de l'article 559 ?

Les deux conditions exigées par ce texte au point de vue de la preuve doivent-elles être appliquées à l'encontre des créanciers *en dehors des cas de faillite* ?

La difficulté vient de ce que l'article 559 reproduit la *présomption mucienne* créée par Quintus Mucius (51. D.

(1) Pour l'emploi des deniers extradotiaux ou paraphernaux, ou les économies réalisées par la femme sur des revenus de même nature, il est évident que la loi n'a pas et ne pouvait pas obliger l'époux à produire une preuve authentique de l'origine des deniers. Lyon-Caen et Renault, II, n° 3044 *in fine*.

de donationibus inter virum et uxorem, 24, 1.) et admise dans les pays de droit écrit.

Des auteurs ont pensé que cette présomption devait être admise sous le Code civil pour le régime dotal et le régime exclusif de communauté, c'est-à-dire que toute acquisition faite au nom de la femme serait présumée, sauf preuve contraire, faite avec les deniers du mari (1).

Cette manière de voir est aujourd'hui abandonnée. Aucun texte du Code ne consacre en effet cette présomption légale (2). Du reste, tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas peuvent acheter (art. 1594). Si la femme, autorisée du mari, achète, c'est elle qui devient propriétaire et non son mari. Peu importe quelle est la personne qui a fourni les deniers, le fait qu'ils ne proviennent pas de l'acheteur ne peut faire naître qu'une question de remboursement. La propriété demeure acquise à celui qui achète et non à celui qui fait à l'acheteur les avances nécessaires pour payer son prix. Ce sera donc au mari (ou à ses héritiers) à prouver qu'il a droit à une récompense, l'immeuble ayant été payé de ses deniers. Mais cette preuve sera facilement recevable. Ainsi l'absence complète de ressources de la femme sera une forte présomption que l'acquisition a été payée par le mari.

(1) Troplong, IV, 4017. Le Code civil allemand a conservé la présomption mucienne d'après laquelle tous les biens acquis pendant le mariage sont considérés comme appartenant au mari, sauf à la femme à prouver le contraire (article 1382).

(2) Labbé, S. 1880. 1. 338. La Cour de cassation adopte cette opinion. 18 mai 1897. D. 1897. 1. 407. Planiol III, n° 1425 et 1659.

Nous sommes par conséquent amenés à la conclusion suivante : les exigences de l'article 559, au point de vue de la preuve, ne doivent pas être étendues en dehors de la faillite ni dans les rapports entre époux, ni à l'encontre des créanciers eux-mêmes.

CHAPITRE II

REPRISES IMMOBILIÈRES EN VALEUR

Jusqu'ici nous avons supposé une reprise d'immeubles en nature, l'époux ayant conservé la propriété individualisée de son bien. Mais il peut aussi y avoir des reprises immobilières en valeur, par exemple quand un propre a été aliéné et que la communauté en a reçu le prix, ou quand il a été échangé avec soulte versée à la communauté.

L'époux peut exercer sa reprise (art. 1433) à charge de prouver qu'il y a droit.

Comment fera-t-il cette preuve ?

SECTION I

PREUVE DES REPRISES ENTRE ÉPOUX

Il faudra établir deux choses : que la communauté s'est enrichie aux dépens de l'époux, et dans quelle mesure elle s'est enrichie.

§ 1. Preuve de l'enrichissement de la communauté.

Pour prouver son appauvrissement, l'époux démontrera d'abord qu'il possédait tel immeuble, et que ce bien a été aliéné, échangé.

Il administrera cette preuve selon le droit commun. Cela fait, lui faudra-t-il établir l'enrichissement de la communauté par le versement du prix aux mains du mari ? Si c'est le mari qui prétend avoir droit à une récompense, il doit faire la justification que les deniers qu'il réclame ont été versés à la communauté. Au contraire, si c'est la femme qui prétend avoir droit à exercer une reprise sur la communauté, on admet généralement (1), tant en jurisprudence qu'en doctrine, que la femme est dispensée de cette preuve, le mari, comme administrateur de la communauté, étant présumé avoir perçu les deniers et les avoir employés au profit de la communauté. C'est donc au mari, s'il veut écarter la reprise en deniers de la femme, à prouver soit que le prix est encore dû par l'acquéreur ou qu'il a été touché par la femme, preuve facile, étant donné qu'il avait pleine facilité de se la constituer au cours des opérations.

En ce qui touche la reprise du prix d'immeubles propres de la femme, vendus au cours de la communauté, il

(1) Sauf Laurent, XXII, 437, dont l'opinion est restée isolée.

importe peu que les quittances, qui constatent le payement du prix aux mains du mari, n'aient pas date certaine. Pour fonder son droit à la reprise du prix, la femme a seulement à prouver que son propre a été vendu pendant la durée de la communauté, et quand cette preuve a été administrée, le mari doit lui restituer le prix ou la créance contre l'acheteur, si le prix n'a pas été payé (1).

C'est qu'en effet, le mari a le droit de recevoir ce prix seul et sans que la femme doive concourir. Dès lors elle ne serait presque jamais apte à produire la preuve du payement par acte ayant date certaine, à moins de vendre au comptant.

Au surplus, selon l'article 1450, quand il y a séparation de biens, le mari répond du défaut d'emploi ou remploi du prix de vente d'un bien appartenant à sa femme, par cela seul que la vente a eu lieu en sa présence et de son consentement. Il en est de même sous le régime de communauté.

§ 2. Détermination du montant de la récompense.

Reste à établir le montant de la récompense. Il ne peut excéder ce qui est entré en communauté, mais doit com-

(1) Cass., 27 décembre 1852. S. 1853. 4. 461. Ce qui forme le titre véritable de la femme, c'est l'acte de vente, dont la date, qui doit alors être certaine, fixe le rang de son hypothèque légale d'après l'article 2135.

prendre tout l'enrichissement de la communauté (art. 1436). L'époux aura droit de reprendre la valeur de l'immeuble, son prix intégral (1), mais non les intérêts du prix, car tant que la communauté dure, elle fait les fruits siens ; les intérêts ne peuvent courir qu'à partir de sa dissolution. Mais s'agit-il du prix réel ou du prix déclaré dans l'acte de vente ? Il se peut en effet que la communauté ait touché plus que le prix porté au contrat, c'est ce prix réel dont elle doit tenir compte à l'époux.

*Que décider au cas de dissimulation d'une partie
du prix ?*

a) *A l'égard de la femme.* — Quand le prix, porté en un acte de vente, est inférieur au prix réel, la femme

(1) Si au lieu de l'aliénation d'un propre moyennant un *prix ferme*, il s'agit d'une aliénation moyennant une *rente viagère*, la question de la reprise est controversée. Voici un bien qui rapportait 6.000 francs par an, et il est vendu moyennant une rente de 40.000 francs. La communauté gagnera donc annuellement une somme de 4.000 francs. L'époux a-t-il droit à une reprise ? La jurisprudence l'admet, conformément à l'ancien droit (Cass., 1^{er} avril 1868. S. 1868. 1. 253. Cass., 8 avril 1872. D. 1872. 1. 108). Certains auteurs ont suivi la jurisprudence (Laurent, XXII, n° 466. Colmet de Santerre, VI, n° 78. Aubry et Rau, V, § 511, note 4). On dit que la communauté a encaissé une valeur propre, depuis que dure la rente, attendu que les arrérages renferment une portion du capital et que l'accroissement du revenu n'est obtenu que par le sacrifice du fonds. *Contra* : Planiol, II, n° 1260. Mimerel, *Revue critique*, 1853, p. 851. Note au Sirey, 1870. 2. 305.

peut prouver cette dissimulation, qui est une fraude, et le prix véritable par toute espèce de preuves, même par simple présomption. Elle peut faire cette preuve par les registres et papiers du mari, sans que les créanciers, nous le verrons, puissent lui opposer l'article 1321, d'après lequel les contre-lettres n'ont point d'effet à l'égard des tiers, car la dissimulation est un quasi-délit que le mari a commis au préjudice de sa femme, et celle-ci peut invoquer l'article 1348, afin de prouver, par tous les moyens, un fait dont elle n'a pu se procurer une preuve littérale. Il n'importe pas que la femme ait concouru au contrat où la dissimulation a été commise, ce concours devant être considéré comme entraîné par l'influence maritale (1).

b) *A l'égard du mari.* — Mais à la différence de la femme, le mari n'est pas recevable, dit-on, à établir par témoins que le prix de la vente de ses propres a été dissimulé dans l'acte, car le mari peut toujours, s'il le veut, se procurer un titre constatant le prix réel de la

(1) Cass., 28 janvier 1875. D. 1876. 1. 159. S. 1876. 1. 5. La Cour de cassation a écarté une objection tirée de l'article 1341, qui défend de prouver par témoins outre et contre le contenu aux actes (Cass., 14 février 1843. S. 1843. 1. 193. Cass., 30 décembre 1857. D. 1858. 1. 39). Il ne s'agit pas, en effet, de prouver outre l'écrit, contre celui qui l'a signé, pour lui réclamer un prix supérieur à celui indiqué dans l'acte, il s'agit seulement de prouver qu'en fait, la communauté a reçu une somme déterminée. Aubry et Rau, V, § 511, note 9. Planiol, III, n° 1262 *Contrà* : Guillouard, II, 713.

vente de ses propres (1); tandis que pour la femme, la dissimulation sera souvent le résultat de l'ascendant marital.

Cette distinction entre le mari et la femme est contestée, à juste raison, par certains auteurs. La dissimulation, d'après ceux-ci, est un pur fait et dès lors la preuve par témoins peut être reçue aussi bien quand c'est le mari que la femme qui en souffre.

Le plus souvent la dissimulation est imposée au mari comme une condition de la vente par l'acheteur en vue de frauder le fisc, et il serait injuste de faire retomber sur le mari la conséquence d'une fraude provenant de l'acheteur. Du reste si l'on refusait au mari le droit de prouver le prix réel, le patrimoine de la femme s'enrichirait aux dépens du mari, ce qui est contraire au principe même des récompenses dont le but est de rétablir le patrimoine des époux dans leur intégralité primitive.

Cette raison juridique nous semble absolument décisive. Aussi admettons-nous, comme conclusion, que le mari comme la femme peut établir le prix réel de son immeuble propre.

(1) Cass., 14 mai 1879. D. 1879, 1, 140. S. 1880. 1. 17.

SECTION II

PREUVE DES REPRISES VIS-A-VIS DES CRÉANCIERS.

Faut-il admettre les mêmes facilités de preuve, lorsque c'est contre les créanciers de la communauté que l'époux veut faire la preuve du prix réel reçu par la communauté?

L'époux va venir en concurrence avec ses créanciers et ils seront tous payés au marc le franc. Il y a donc conflit d'intérêts entre les créanciers de la communauté et l'époux, celui-ci ayant un intérêt (opposé à celui des créanciers) à pouvoir prouver le prix réel reçu par la communauté par les modes de preuves faciles dont il peut user à l'égard de son conjoint.

On a soutenu (1) que, quand les créanciers étaient en cause, l'époux ne pouvait pas établir par tous moyens le montant réel de ses droits. C'est que la loi a déclaré dans l'article 1321 que les contre-lettres, actes secrets dressés entre les parties, ne sont pas opposables aux tiers. Or l'époux veut invoquer, pour prouver le prix réel de vente, les

(1) Labbé. S. 1876. 4. 5.

dispositions d'une contre-lettre contre les tiers, les créanciers du mari, puisque l'article 1321 considère comme tiers tous ceux qui n'ont pas souscrit l'acte argué de dissimulation. Donc l'article 1321 s'oppose ici à cette preuve du prix réel de la vente.

Cette solution est très rigoureuse, car la femme va éprouver un grave préjudice alors que les créanciers du mari s'enrichiront indûment. De plus, c'est le mari qui, en réalité, a fait l'opération, que la femme y ait ou non assisté, et il semble injuste de lui faire subir les conséquences d'une dissimulation qui n'est pas son œuvre.

Il semble, au surplus, possible d'écarter l'application de l'article 1321. La contre-lettre, qui rétablit les véritables conventions des parties, ne peut nuire aux tiers. Mais quels sont ces tiers ? Ce seraient, dit-on, tous ceux qui n'ont pas été parties à l'acte. Ce ne peut être le sens de l'article 1321, car ce texte ne ferait alors que reproduire une règle générale commune à toutes les conventions (article 1165).

L'article 1321 entend par tiers, les ayants cause des parties auxquelles les conventions passées par leur auteur sont, en principe, opposables, par exemple les ayants cause à titre onéreux, créanciers des parties contractantes. Cet article vise le cas où l'on voudrait leur opposer le contenu de l'acte.

Or, dans notre hypothèse, le conflit s'engageant avec les créanciers du mari, ceux-ci ne sont pas des tiers au sens de l'article 1321. En effet, quand l'immeuble a été

vendu les parties en cause étaient l'acheteur, puis la femme autorisée de son mari, ou celui-ci agissant comme mandataire. Les créanciers du mari sont donc des tiers étrangers aux contractants et qui ne peuvent se prévaloir de l'article 1324.

D'autre part, quand il s'agit de régler le montant des récompenses, il ne s'agit nullement d'exécuter le contrat de vente et d'en régler les effets entre les contractants et leurs ayants cause. Il s'agit seulement de rechercher et fixer le taux de la récompense, le profit que la communauté a retiré de l'opération intervenue. C'est là une preuve qui peut s'établir par tous les moyens légaux. Il est bien vrai qu'on va recourir au contrat de vente, mais on ne le considérera que comme un document permettant de connaître l'enrichissement de la communauté et le chiffre de la récompense due à l'époux (1).

(1) Bartin. *Des contre-lettres*. Thèse, 1885, p. 110 et s. Gouyon, p. 96.

DEUXIÈME PARTIE

PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES

PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES

Le Code a posé les principes à propos de la communauté d'acquêts. La question, en effet, est ici particulièrement importante, car tous les meubles sont exclus de la communauté.

Le développement de la fortune mobilière et la fréquence des clauses d'acquêts dans les contrats de mariage ont donné au problème de la preuve des reprises mobilières une haute portée pratique.

La question n'est, du reste, pas limitée à ce régime de communauté réduite aux acquêts et nous la rencontrerons ailleurs.

TITRE I

Distinction entre les propres mobiliers parfaits et les propres mobiliers imparfaits.

En ce qui concerne le mobilier, il nous paraît indispensable d'envisager d'abord dans son ensemble, la question des meubles propres *parfaits et imparfaits*, à cause de sa répercussion sur les questions de preuve.

1° *Position du problème.* — Voici comment le problème se pose : Pendant la communauté, chaque époux peut-il avoir sur les biens mobiliers qui lui sont restés propres, un droit de *propriété* actuelle et individualisée, une reprise en nature, comme en matière d'immeubles (*propres parfaits*). Ou bien, au contraire, n'a-t-il qu'une propriété virtuelle sur une valeur entrée dans la masse commune et qui ne lui donnera, à la dissolution de la communauté, qu'une *créance* en reprise ? (*propres imparfaits*).

2^e Régimes sous lesquels la question se présente. —

Remarquons que cette question des propres mobiliers parfaits et imparfaits est d'ordre général. Elle se pose surtout sous la communauté d'acquêts, mais elle peut aussi se présenter sous d'autres régimes, sous tous les régimes où il peut y avoir des propres mobiliers.

Sous le régime de *communauté légale*, les propres mobiliers sont l'exception, à la différence du régime de communauté d'acquêts. Mais ce n'est pas à dire qu'on n'en puisse jamais rencontrer. En effet, la loi en cite elle-même un cas : celui où le mobilier échu pendant le mariage à titre de succession ou donation a été réservé propre par le disposant (article 1401, 1^o).

Outre ces objets donnés avec exclusion de la communauté, il peut y avoir encore d'autres hypothèses de mobilier propre : ainsi les propres par voie de subrogation, c'est-à-dire les meubles qui se trouvent substitués à un propre ; les propres par voie de réserve légale, ce qui vise les objets mobiliers provenant des propres des époux et qui n'ont pas le caractère de fruits (article 1403), (produits d'une carrière ouverte au cours du mariage, ou d'un bien non mis en coupe réglée) ; enfin les propres par voie de réserve tacite, objets ayant un caractère strictement personnel, titres de famille, portraits, lettres (1).

La question des propres parfaits et imparfaits peut encore se présenter au cas de *clauses de réalisation* (article

(1) Planiol, III, 914 à 924.

1500 et suivants) totale ou partielle. Ce sont alors des restrictions à la communauté d'acquêts (réalisation générale tacite) et qui peuvent être de deux sortes, directes ou indirectes. La réalisation est *directe* ou *expresse* quand les époux ont déclaré expressément dans le contrat de mariage exclure de la communauté, tel ou tel meuble ou une somme déterminée. Elle est *indirecte* ou *tacite* quand elle résulte d'une promesse d'apport faite à la communauté. L'époux fixe la somme qu'il apporte et il s'ensuit, par voie d'exclusion, que tout ce qui excède cette somme est réservé propre (article 1500, al. 2).

S'il s'agit de réalisation directe, comme l'époux s'est expressément réservé propre tel ou tel meuble ou telle valeur, la question de propre parfait peut se poser. Elle ne le peut pas, au contraire, au cas de réalisation indirecte, parce que, au cas de clause d'apport, ce n'est pas tel bien qui est réservé propre, c'est l'excédent de l'apport; au lieu d'être individuelle la désignation des meubles réservés propres est globale, pour ainsi dire, et par suite la question des propres parfaits, ayant pour conséquence une reprise de biens en nature et à titre de propriétaire, ne peut se poser.

Tels sont les cas où peut se présenter la question de savoir s'il existe des propres mobiliers parfaits.

3° *Des meubles pour lesquels le problème se pose.* — Remarquons maintenant que le problème ne se pose pas pour certains meubles parce qu'ils sont forcément la

propriété de la communauté. Ce sont, par exemple, les meubles dont la communauté ne peut jouir qu'en les consommant (argent, etc...), les meubles réservés propres dont la valeur totale a été estimée et indiquée au contrat, avec indication que l'estimation en valait vente (1).

Finalement la question des propres mobiliers parfaits se pose principalement pour les valeurs de portefeuille, de placement et pour les meubles incorporels productifs de revenus, comme les offices ministériels.

4^o *Intérêts pratiques du problème.* — Quant aux intérêts pratiques du problème, c'est d'abord et surtout la question de preuve. Mais il y a d'autres intérêts que nous ne faisons que signaler :

Au point de vue du droit de poursuite des créanciers de la communauté, qui ne peut porter sur les valeurs restées propres parfaits ; au point de vue des risques de fluctuations de valeurs, qui sont à la charge de l'époux s'ils sont propres parfaits, à la charge de la commu-

(1) S'il n'a pas été dit que l'estimation valait vente, deux cas peuvent se présenter :

1^o *On a fait une estimation en bloc* ; alors chacun des objets a perdu son individualité et l'intention des époux a été de ne plus avoir droit qu'à la valeur indiquée et par suite les propres ne sont pas parfaits ;

2^o La question est plus délicate si l'on fait une *estimation spéciale pour chaque objet*. On admet, en général, que, ici encore, l'estimation vaut vente, c'est-à-dire vaut aliénation au profit de la communauté et l'on s'appuie pour le soutenir sur l'article 1551 (*adde* article 1851).

nauté, s'ils sont propres imparfaits ; enfin au point de vue des pouvoirs d'administration et de disposition du mari : on se demande si le mari peut aliéner les propres mobiliers parfaits de sa femme en vertu de ses pouvoirs d'administration, ou si l'on doit lui donner des pouvoirs semblables à ceux résultant de l'article 1428 pour les immeubles.

Nous venons de présenter avec toute son importance et son étendue, la question des propres mobiliers parfaits et imparfaits. Il nous faut maintenant examiner si cette distinction doit être admise ou doit être rejetée.

5° *Démonstration de l'existence actuelle des propres parfaits et imparfaits.* — La distinction des apports mobiliers de chaque époux en propres parfaits et propres imparfaits est aujourd'hui unanimement admise en doctrine et en jurisprudence.

Il est remarquable, au contraire, que dans l'ancien droit tous les biens mobiliers des époux étaient des propres imparfaits.

Pothier en donne cette raison que le mobilier étant destiné à périr par l'usage qu'on en fait, le seul moyen de concilier le droit de jouissance de la communauté sur ces biens avec le droit de propriété de l'époux, est d'abandonner ces biens à la communauté, à la charge d'en rembourser la valeur lors de la dissolution.

Donc, aucun propre mobilier ne restait la propriété des époux, ils avaient seulement une créance à exercer contre

la communauté pour une valeur équivalente à ces biens (1). On voit qu'il ne peut y avoir lieu de faire état aujourd'hui de l'opinion de Pothier, par cette raison qu'il ne prévoyait pas nos valeurs mobilières modernes.

Aujourd'hui, on admet qu'il peut y avoir des meubles propres parfaits et cela pour plusieurs raisons. D'abord une raison de texte : la communauté ne saurait devenir propriétaire de ce mobilier puisqu'il se trouve exclu par l'article 1498 du Code civil et l'article 1503, et, d'autre part, ce principe est consacré implicitement par l'article 1510, car on doit en induire que les créanciers de la communauté n'ont aucun droit sur les meubles propres de la femme, s'ils ont été constatés suivant les exigences de ce texte.

Enfin l'article 560 du Code de commerce est la preuve péremptoire qu'il y a des propres mobiliers parfaits, car il parle *expressément* d'« effets mobiliers » qui n'entrent pas en communauté et en suppose la reprise en nature (2).

Il s'ajoute une raison de fait. Il y a du mobilier qui est destiné à périr par l'usage (comme les denrées), ou dont

(1) Dans le sens de cette opinion. Paris, 21 juin 1837. S. 1837. 2. 305.

(2) Cass., 9 juin 1836. S. 1836. 1. 649. Cass., 16 juillet 1856. S. 1856. 1. 865. Cass., 14 mars 1877. S. 1878. 1. 5. D. 1877. 1. 353. Aubry et Rau, V, § 522, texte et note 26. Laurent, XXIII, 142. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, II, 1299 et s. Guillouard, III, n° 1469. Fuzier-Hermann, Répertoire, V. *Communauté conjugale*, n° 2646 et s.

la communauté ne peut profiter sans l'aliéner (par exemple les produits d'une carrière ouverte au cours du mariage).

Mais il y a aussi des meubles qui ne sont pas sujets à déperissement (rentes, valeurs, offices ministériels) et dont la communauté peut avoir la jouissance sans les consommer ou les user.

Avec l'importance actuelle de la fortune mobilière, il est très vraisemblable que les époux n'ont pas voulu abandonner leur droit de propriété sur des valeurs qu'ils considèrent comme la garantie la plus sûre. La femme a bien, il est vrai, pour assurer l'efficacité de ses reprises, son hypothèque légale, mais le mari peut ne pas avoir d'immeubles. Et alors la meilleure garantie ne consistera-t-elle pas pour elle à s'en réserver la propriété, de façon que les créanciers de la communauté ne puissent les saisir, et à pouvoir dès lors reprendre sa dot mobilière en nature.

Donc, lors de la liquidation de la communauté, l'époux doit pouvoir revendiquer la propriété de cette dernière catégorie de meubles.

En résumé, les meubles réalisés par le contrat de mariage et ceux recueillis par les conjoints à titre gratuit au cours de la communauté constituent des propres parfaits, dont la reprise s'opérera en nature. Seuls les meubles, qui se consomment ou déperissent par l'usage, deviendront des propres imparfaits et l'époux sera seulement créancier de leur valeur.

Ces précisions faites au sujet des propres mobiliers parfaits et imparfaits, abordons maintenant l'exposé du pro-

blème de la preuve des reprises mobilières ; d'abord sous le régime de communauté d'acquêts où il est particulièrement important, puis nous ferons la généralisation aux autres régimes matrimoniaux des règles qui régissent la preuve des apports mobiliers dans la communauté d'acquêts.

TITRE II

De la preuve sous les divers régimes matrimoniaux.

CHAPITRE PREMIER

COMMUNAUTÉ RÉDUITE AUX ACQUÊTS

Considérations générales.

Sous le régime de la communauté d'acquêts, chaque époux conserve en propre ses apports mobiliers, et le mobilier qu'il recueille à titre gratuit pendant le mariage.

L'époux peut avoir droit à la reprise d'un propre mobilier parfait ou imparfait.

En effet, lors de la liquidation de la communauté, il va falloir procéder au règlement de ses droits, il revendiquera la propriété des meubles qui sont restés propres parfaits,

et il réclamera comme créancier, la valeur des propres qu'il ne peut réclamer en nature, c'est-à-dire des propres imparfaits.

La difficulté de la solution sur la question de preuve des apports mobiliers tient à divers ordres d'idées. D'abord tous les meubles propres ou communs sont ordinairement mêlés et confondus. L'individualité de ces meubles est, à cause de leur nature instable et fuyante, très malaisée à établir en fait. La preuve de leur origine est incertaine par la nature même des choses. Tout autre est la situation des immeubles, biens fixes et individualisés par les titres d'acquisition et de propriété qui permettent de discerner aisément l'époux auquel ils appartiennent.

En outre, les transmissions de meubles ont un caractère occulte, et comme l'on ne rédige généralement pas d'acte d'acquisition, la dissimulation de ces valeurs devient aisée ainsi que leur substitution à d'autres.

Toutes ces considérations aboutissent en définitive à cette conclusion que l'origine et l'identité ne paraît guère possible à établir qu'à l'aide d'un acte énumératif et descriptif.

Il y a présomption d'acquêts en faveur de la communauté pour les meubles comme pour certains immeubles. Comment sera-t-il possible de la faire tomber ? Suffira-t-il d'administrer les preuves de droit commun ou exigera-t-on une preuve plus rigoureuse ?

Les rédacteurs du Code n'ont pas donné des textes fort précis sur la matière. Ils ne semblent même pas avoir eu

sur ce point une vue d'ensemble bien nette, et on rencontre seulement des solutions fragmentaires sans idée dominante.

Peut-être cela provient-il de ce fait que nos vieux jurisconsultes coutumiers, habitués à étudier surtout la communauté de tous meubles et acquêts et à ne voir en nature mobilière que les propres imparfaits, n'ont pas insisté sur les modes de preuve (1).

Toujours est-il qu'on se trouve en présence de textes qui ne sont pas d'accord. La loi a prévu la question dans divers endroits différents : d'abord dans l'article 1499 à propos de la communauté d'acquêts ; puis dans l'article 1504 à propos des clauses de réalisation ; et enfin dans l'article 1510 relatif à la clause de séparation de dettes. Or ces différents textes ne paraissent pas donner la même règle : les articles 1499 et 1510 semblent poser une règle générale et sans distinction, tandis que l'article 1504, après avoir formulé une règle en termes un peu différents, y apporte une exception (2).

D'autres textes doivent être examinés. C'est ainsi que les articles 1415 et 2.135 ont été introduits dans la discussion.

Il faut aussi envisager l'hypothèse de faillite, à côté de celle de déconfiture.

Que l'on se trouve ou non en cas de faillite, la même

(1) Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, II, n° 1301.

(2) Planiol, III, n° 1245.

présomption d'acquêt au profit de la communauté existe et les articles 560 et 563 du Code de commerce n'autorisent à reprendre les effets mobiliers que sous certaines conditions de preuve. Ces conditions sont-elles les mêmes au cas de déconfiture et au cas de faillite ?

La question est discutée et il nous faudra l'étudier (1).

On voit que la solution de notre problème exige l'interprétation d'une assez grande quantité de textes.

Quelle preuve les conjoints doivent-ils fournir pour exercer leurs reprises mobilières ?

Deux systèmes se conçoivent. On peut soit considérer quelle est la personne contre laquelle la reprise doit s'exercer, soit s'attacher à la nature de la réclamation présentée par l'époux ?

La reprise a-t-elle lieu contre l'autre époux ou contre un créancier ? Tel est le premier point de vue ; l'époux agit-il comme propriétaire ou comme créancier de ses propres, c'est le second point de vue qui se tire, on le voit, de la distinction des propres parfaits et imparfaits.

La première distinction est admise d'une façon immuable en jurisprudence, la seconde est préconisée par M. Bufnoir et quelques auteurs.

(1) Nous l'examinerons à la section IV. La jurisprudence admet que les conditions de preuve sont les mêmes en cas de faillite ou de déconfiture, mais cette solution est combattue par certains auteurs. Nous prendrons parti lorsque nous discuterons et justifierons le principe de distinction qui sert de base au système de la jurisprudence.

Tous les développements qui vont suivre tendent à discuter le problème dans tous ses détails et discerner la solution qu'il convient d'adopter.

Cette question est délicate, c'est incontestablement la plus difficile du régime de la communauté d'acquêts. La controverse est vive et si la jurisprudence est ferme et bien assise, sauf quelques rares dissidences, il s'en faut que la doctrine ait unanimement suivi son interprétation. Il faut noter cependant que les auteurs les plus récents ont fini par accepter sa doctrine, bien que certains d'entre eux manifestent encore quelques hésitations. Les résistances sont actuellement affaiblies, car la solution définitive, ferme et nette de la jurisprudence, a découragé bien des oppositions.

Le système de la jurisprudence repose tout entier sur une distinction fondée sur les personnes en présence desquelles les époux se trouvent pour l'exercice de leurs reprises : les moyens de preuve par lesquels on pourra faire tomber la présomption d'acquêts écrite dans l'article 1499 serait plus ou moins rigoureuse selon que l'époux exercera ses reprises à l'égard de son conjoint ou à l'égard des tiers créanciers (1).

Dans les rapports avec les tiers, si la femme se trouve en face de créanciers de la communauté ou du mari, elle ne peut faire la preuve de ses apports mobiliers que par

(1) Cette distinction est admise par la législation de l'Italie, des cantons de Vaud et de Fribourg.

inventaire ou acte authentique. La règle s'applique, que ces reprises aient pour objets des biens qu'elle possédait au jour du mariage ou des biens qui lui sont échus depuis; que ces apports soient réclamés par elle en qualité de propriétaire ou en qualité de créancière chirographaire ou hypothécaire.

La règle identique régit le cas où c'est le mari qui veut reprendre ses apports mobiliers.

Dans les rapports entre époux, la preuve est moins sévère, et elle devient même très facile au profit de la femme pour la reprise du mobilier qui lui advient au cours du mariage.

Pourquoi cette distinction ?

C'est, d'un mot, parce que la loi craint les collusions entre les époux pour majorer frauduleusement les apports et léser les créanciers.

Telle est l'idée générale du système qui inspire la jurisprudence. Il importe maintenant d'entrer dans les détails.

Le système de la jurisprudence doit-il être admis, quelles sont les critiques qu'il soulève, quelle est sa justification ?

Toutes ces questions appellent d'amples développements et c'est autour d'elles que nous grouperons nos explications.

Nous nous proposons tout d'abord d'exposer le système de la jurisprudence.

Puis nous aurons à examiner les critiques qui lui ont été adressées.

Nous nous efforcerons enfin de répondre à ces critiques et de montrer que le système de la jurisprudence doit être admis. Il introduit une distinction simple et utile au point de vue pratique et conforme à d'autres dispositions de notre droit (1).

SECTION I

EXPOSÉ DU SYSTÈME DE LA JURISPRUDENCE

Depuis bien longtemps la jurisprudence a pris parti sur cette question de la preuve des reprises mobilières et l'a tranchée dans le sens d'une distinction fort simple et fort nette : la preuve varie quant aux reprises mobilières, suivant que l'époux, qui veut les effectuer, se trouve en présence de tiers créanciers ou seulement en face de son conjoint.

Evolution du système de la jurisprudence. — Cette distinction nette et précise apparaît déjà dans un arrêt de la Cour de Poitiers du 6 mai 1836 (2).

Elle se retrouve dans tous les arrêts postérieurs tant de la Cour de cassation que des Cours d'appel. Cependant

(1) Planiol, III, n° 4230.

(2) D. 1837. 2. 428, S. 1836. 2. 472.

il faut signaler quelques dissidences parmi ces dernières, bien qu'aujourd'hui ces résistances aient disparu.

Dès 1855, la Cour de cassation s'est prononcée en ce sens, et la jurisprudence s'est affirmée en 1872, 1877, 1884 et 1899, sans variante aucune et toujours avec la même fermeté (1).

Les arrêts dissidents sont très peu nombreux, les plus importants sont ceux de Dijon, 4 février 1884, cassé le 22 novembre 1886, Caen, 24 mars 1890 non déferé à la Cour suprême, enfin Dijon, 14 décembre 1896, cassé le 15 mars 1899 (2). Nous retrouverons tous ces arrêts.

Au moment où fut rendu l'arrêt de Dijon, 4 février 1884, on fit de grands efforts (3) pour démontrer que l'arrêt de la Cour suprême du 16 janvier 1877 (4), n'avait pas la portée générale que sa rédaction semblait lui donner : un

(1) Voici les principaux arrêts : Bordeaux, 21 janvier 1853. S. 1853. 2. 243 ; Bordeaux, 9 avril 1853. S. 1853. 2. 423 ; Cass., 19 juin 1855. S. 1855. 1. 506. D. 1855. 1. 305 ; Cass., 30 juillet 1872. S. 1872. 1. 326 ; Cass., 20 août 1884. S. 1885. 1. 426. D. 1885. 1. 312 ; Cass., 22 novembre 1886. S. 1889. 1. 465. D. 1887. 1. 113 ; Caen, 22 juillet 1889. S. 1893. 1. 407 ; Rouen, 9 mars 1898. S. 1899. 2. 165 ; Toulouse, 4 mars 1898. S. 1900. 1. 113 ; Cass. civ., 15 mars 1899 ; Cass. req., 15 mai 1899. S. 1900. 1. 113.

(2) Dijon, 4 février 1884. S. 1885. 2. 125 ; D. 1884. 2. 169, cassé le 26 novembre 1886. S. 1889. 1. 465 ; Caen, 24 mars 1890. D. 1890. 2. 217. S. 1890. 2. 134. ; Dijon, 14 décembre 1896. Cour cassation 15 mars 1899. S. 1900. 1. 113. La résistance apparaît pour la première fois à la Cour d'Angers, 26 mai 1869. D. 1869. 2. 238 et Dijon, 17 juillet 1874. Dalloz, sup. V. *Contrat de mariage*, n° 985.

(3) Bufnoir. S. 1885. 2. 25.

(4) D. 1878. 1. 265.

conflit entre quelques Cours d'appel et la Cour de cassation aurait été ainsi évité. Mais l'arrêt de la Chambre civile du 22 novembre 1886, cassant l'arrêt de la Cour d'appel de Dijon, du 4 février 1884, vint mettre à néant toutes ces tentatives de conciliation.

Le conflit de jurisprudence a semblé s'accuser en 1890, par un arrêt en date du 24 mars (1), où la Cour de Caen reprenait la solution admise par la Cour de Dijon en 1884, malgré la censure que lui avait donnée la Cour de cassation. Aucun pourvoi n'a été intenté contre cette décision, qui aurait, sans cela, été certainement annulée ;

En effet, la Cour de Dijon ayant, le 14 décembre 1896, renouvelé sa tentative de 1884, n'a pas été plus heureuse qu'alors et son interprétation a été critiquée par la Cour de cassation, le 13 mars 1899 (2).

Mais il faut noter que depuis 1890, et sauf cette tentative nouvelle de la Cour de Dijon, toute dissidence a disparu. C'est ainsi notamment que la Cour de Caen, celle-là même qui avait rendu l'arrêt du 24 mars 1890, que nous venons de citer, s'est rangée à la doctrine de la Cour de cassation par un arrêt du 2 mai 1900 (3).

C'est ainsi encore qu'un arrêt de la Cour de Rouen,

(1) D. 1890. 2. 217.

(2) S. 1900. 1. 113. Le tribunal de Dijon (9 septembre 1897. *Gaz. des Tribunaux*) s'est rallié à la jurisprudence de la Cour de cassation.

(3) Recueil des arrêts des cours d'appel de Caen et de Rouen, 1900, p. 120.

9 mars 1898 (1), adopte la thèse de la Cour régulatrice. De même la Cour de Toulouse le 4 mars 1898 (2).

La jurisprudence de la Cour de cassation s'est affermie à nouveau et de la façon la plus nette dans trois arrêts : l'un du 15 mars, l'autre du 15 mai 1899 (3), le dernier du 29 décembre 1902 (4).

Selon la jurisprudence, les moyens de preuve, en matière de reprises mobilières, sont plus difficiles, quand il s'agit pour l'époux de reprendre le mobilier propre à l'encontre des créanciers de la communauté ou des créanciers personnels de son conjoint ; ils sont moins rigoureux quand il s'agit seulement du règlement des reprises des époux entre eux ou entre le conjoint et les héritiers de l'autre époux.

Il n'y a pas à distinguer, suivant que les apports sont réclamés par l'époux en nature, à titre de propriétaire, ou en valeur, en qualité de créancier.

Quand l'époux se trouve en face de créanciers, il ne pourra exercer que les reprises pour lesquelles il aura fourni la preuve par un inventaire ou un état authentique. C'est alors l'article 1499 qui est applicable et il impose cette preuve aussi bien de la part de la femme que de la part du mari, qu'il s'agisse de biens existant au jour du

(1) D. 1898. 2. 43. S. 1899. 2. 465.

(2) S. 1900. 1. 413.

(3) S. 1900. 1. 413. Cpr. Cass., req., 22 juillet 1889. S. 1893. 1. 407.

(4) *Gaz. Pal.*, 13 janvier 1903.

mariage ou échus depuis. La présomption d'acquêts est rendue absolue par l'article 1510.

S'il s'agit du mobilier apporté par les époux en mariage, cet inventaire ou état sera antérieur au mariage ; s'il s'agit du mobilier échu par succession ou donation au cours du mariage, un inventaire ou état authentique le constatera aussitôt, ou du moins avant la dissolution du mariage.

Mais si, au contraire, les époux ne sont pas en conflit avec leurs créanciers, et si la question de preuve s'élève dans leurs rapports entre eux, la jurisprudence leur fait alors application de solutions plus bienveillantes ; la preuve n'est plus aussi rigoureuse, sans pourtant cesser d'être soumise au droit commun, si ce n'est au profit de la femme et dans le cas exceptionnel visé par le texte de l'article 1504.

Envisageons successivement les deux hypothèses de reprises exercées contre les tiers et entre époux.

§ 1. Des reprises exercées directement par les conjoints.

A. — De la preuve vis-à-vis des tiers.

La question se présentera le plus souvent pour la femme, aussi raisonnerons-nous en général vis-à-vis d'elle.

Ce n'est pas que le mari ne puisse avoir des droits à faire valoir dans la liquidation de la masse commune, mais le plus ordinairement, le mari est obligé vis-à-vis des créanciers, et ne se trouve en concurrence avec eux que dans des cas bien plus rares que la femme.

1° Principes posés par la jurisprudence. — Combinaison des articles 1499 et 1510. — L'article 1499 pose en ces termes le principe d'une présomption d'acquêt pour le mobilier :

« Si le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis, n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt. »

Supposons un créancier qui, au cours de la communauté d'acquêts, effectue une saisie sur les effets mobiliers. La femme déclare que la saisie a englobé à tort des meubles qui constituent des propres parfaits et elle en demande la distraction à son profit. Elle ne réussira que si elle établit son droit par inventaire ou état authentique (1).

Cette solution est déjà affirmée dans un arrêt de la Cour de Poitiers du 6 mai 1836 (2).

« On ne peut, dit la Cour, se dispenser d'appliquer à la cause l'article 1499 qui porte que, si le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis, n'a pas été constaté par

(1) La même question ne peut se présenter dans les mêmes termes pour le mari, remarquons-le, car il doit acquitter tant les dettes de la communauté que ses dettes personnelles.

(2) S. 1836. 2. 472. D. 1837. 2. 138.

inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt. »

La Cour de Bordeaux, 21 janvier 1853, et sur pourvoi, la Cour de cassation, le 19 juin 1855, précise la même thèse en des termes qu'il importe de signaler. C'est en effet la doctrine de ces arrêts qui est reproduite dans toutes les discussions ultérieures; « Attendu, qu'aux termes de l'article 1499, quand il existe entre les époux une communauté restreinte aux acquêts, le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis, qui n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, est réputé acquêt ; que, sans doute, vis-à-vis du mari ou de ses héritiers, la femme, qui n'a pas fait inventaire, peut être relevée des conséquences de cette présomption, et autorisée, par application de l'article 1504, à faire preuve, même par commune renommée de la valeur du mobilier qui lui est échu ; mais qu'elle ne saurait avoir le même droit à l'égard des créanciers du mari, parce que autrement la fraude deviendrait trop facile : que ceux-ci, qui ont vu ce mobilier confondu avec l'actif de la société, perdraient un gage sur lequel ils ont dû naturellement compter, et qu'enfin la femme, qui n'a pas pris les précautions exigées par la loi, doit s'imputer les suites de sa négligence ; Attendu qu'en cette matière, *l'esprit de la loi est clairement révélé par l'article 1510*, qui, définissant les droits des créanciers de l'un et de l'autre des époux, porte expressément qu'ils peuvent poursuivre leur paiement, sans distinction sur le mobilier non inventorié par acte authen-

tique, comme sur tous les autres biens de la communauté... » (1).

On remarquera dans cet arrêt, d'une part l'argument tiré de la crainte de fraude envers les créanciers, ce que nous aurons à reprendre plus loin, d'autre part l'intervention de l'article 1510 que certains partisans du système opposé critiqueront, car d'autres concèdent que ce texte doit vraiment jouer un rôle dans la discussion.

L'arrêt de la Cour de Bordeaux fut déferé à la Cour suprême et la Chambre civile donna une pleine et entière approbation.

« Attendu qu'aux termes des articles 1498 et 1499, et plus spécialement de l'article 1499, si le mobilier échu aux époux n'a pas été constaté par un inventaire ou un état en bonne forme, il est réputé acquêt, et que par suite, suivant *l'article 1510 qui est le complément et l'interprétation naturelle de l'article 1499*, les créanciers du mari peuvent poursuivre leur paiement sur le mobilier échu à la femme pendant le mariage, lorsqu'il n'a pas été constaté par un inventaire ou état authentique... (2). »

La jurisprudence part de cette idée que l'article 1499 n'a pas entendu par lui-même et par lui seul définir quel serait le caractère de la présomption d'acquêt (3).

(1) S. 1853. 2. 243. D. 1853. 2. 191.

(2) Cass. civ., 19 juin 1855. S. 1855. 1. 506. D. 1855. 1. 305.

(3) La présomption d'acquêt de l'article 1499 repose sur une confusion des apports des époux dans la communauté. Dans l'incertitude, il n'y a pas de raison d'attribuer les meubles à l'un des époux plutôt qu'à l'autre.

Son seul but est d'établir cette présomption sans en fixer la valeur. La portée en serait établie d'après l'ensemble des règles du Code. Or, il y a un texte qui montre dans quel cas la présomption légale prend une valeur absolue. C'est l'article 1510, selon lequel, à l'égard des créanciers, la preuve du mobilier apporté en mariage ou échu par succession ne peut se faire que par acte authentique.

L'inventaire et l'état authentique est exigé alors même qu'il s'agit de meubles futurs de la femme ; la solution ne sera différente que pour le cas où la preuve interviendra entre époux.

Vis-à-vis du mari, la femme qui n'a pas fait inventaire peut être autorisée, par application de l'article 1504, à faire preuve même par commune renommée de la valeur du mobilier qui lui est échu.

Mais elle ne saurait avoir le même droit vis-à-vis des créanciers du mari, parce qu'autrement la fraude devien-

On a donné aussi une autre explication basée sur un rapprochement avec l'article 2279. Cette présomption d'acquêt reposerait sur l'idée que la communauté ayant la possession des meubles est fondée à invoquer la règle « en fait de meubles, la possession vaut titre ». (Petiet, n° 146 *bis*).

Cette manière de voir semble peu admissible, car d'une part la communauté n'est pas une personne morale et on ne peut pas dire qu'elle possède ; d'autre part, la règle de l'article 2279 a été édictée dans une pensée de protection pour la personne, qui possède et qui n'a pu vérifier si la personne, de qui il tient le meuble, était ou non propriétaire ; or, ce n'est pas la possession en elle-même que la présomption d'acquêts est destinée à faire respecter, son but est de maintenir l'équilibre entre deux intérêts opposés.

draît trop facile, et qu'enfin la femme qui n'a pas pris les précautions exigées par la loi, doit s'imputer les suites de sa négligence. En cette matière, l'esprit de la loi est clairement révélé par l'article 1510, qui, définissant les droits des créanciers de l'un et de l'autre époux, porte expressément qu'ils peuvent poursuivre leur paiement sans distinction sur le mobilier non inventorié par acte authentique, comme sur tous les autres biens de la communauté. En présence d'une disposition si formelle, quand il est question des créanciers et non des époux entre eux, il n'est pas permis de douter que l'article 1504 s'applique seulement pour le cas où ceux-ci ont à régler leurs intérêts respectifs (1).

Cette solution doit donc être admise par application de l'article 1510. Ce texte est bien inséré dans la section IV, intitulée : « De la clause de séparation des dettes ». Mais, l'article 1510 et l'exigence qu'il manifeste, au sujet de la preuve, doit s'appliquer également à la communauté d'acquêts, puisque, sous le régime de séparation de dettes, comme sous le régime de communauté réduite aux acquêts, le mobilier de chaque époux échappe à l'action des créanciers de son conjoint (2).

L'article 1510 est, pour la jurisprudence, le texte capital de la matière. Cette disposition exige toujours, à l'égard

(1) Caen, 2 mai 1900. *Recueil de Caen*, p. 120.

(2) Guillouard, III, 1479. Demante et Colmet de Santerre, VI, n° 162 bis. VI, Rodière et Pont, II, n° 1274.

des créanciers, la production d'un inventaire non seulement en matière de clause de séparation de dettes, mais aussi, lorsqu'il s'agit de soustraire aux créanciers le patrimoine mobilier prétendu propre. C'est ce texte qui donne, à la présomption d'acquêt de l'article 1499, son caractère absolu et pose les principes pour tous les cas de discussions à l'égard des tiers (1).

La jurisprudence dit qu'il faut appliquer cela *a fortiori* aux créanciers de la communauté et ce qui le prouve c'est l'article 560 du Code de commerce qui s'exprime comme l'article 1510.

Qu'on le remarque bien, la jurisprudence impose la même nécessité de preuve par inventaire ou l'état authentique : que l'époux se présente comme propriétaire ou créancier, qu'il revendique un meuble en nature ou en réclame la valeur ; qu'il s'agisse en un mot de propre parfait ou imparfait.

Cette revendication aurait pour but, soit de mettre obstacle à la saisie que voudrait opérer ou qu'auraient déjà même pratiquée les créanciers de la communauté ou de l'autre conjoint, soit d'empêcher ces mêmes créanciers de se faire payer sur les propres du revendiquant (2).

Le 4 février 1884, la Cour de Dijon rendit un arrêt consacrant formellement la distinction des reprises en nature,

(1) On a objecté que, dans l'article 1510, il s'agirait de créanciers spéciaux personnels à l'un des époux, antérieurs au mariage ; nous aurons à revenir plus loin sur cette discussion.

(2) Huc, IX, n° 364.

et en valeur, c'est-à-dire la doctrine de M. Bufnoir (1). La Cour de cassation fut saisie d'un pourvoi contre cet arrêt et elle en rejeta formellement la thèse de droit (2).

« Attendu, dit la Cour de cassation, Chambre civile, dans son arrêt du 22 novembre 1886 (3) que la présomption qui, d'après les articles 1499 et 1510, fait réputer acquêt le mobilier existant lors du mariage ou advenu depuis, lorsqu'il n'a pas été constaté par inventaire ou état authentique, n'est pas absolu quand il ne s'agit que de la liquidation des droits et reprises des époux l'un à l'égard de l'autre et que, dans ce cas, on peut admettre, selon les circonstances, que la femme est recevable à établir, à l'aide d'actes ou de documents autres qu'un inventaire ou un état en bonne forme, la consistance et l'identité du mobilier qu'elle possédait lors du mariage ou qui lui est advenu depuis.

Mais attendu que *cette présomption* doit, au contraire, être appliquée *rigoureusement* lorsqu'elle est opposée à la

(1) S. 1885. 2. 25.

(2) La question avait été résolue dans le même sens par l'arrêt de la chambre des requêtes du 16 janvier 1877 (D. 1878. 1. 285). On a tenté d'écarter l'autorité de cet arrêt en disant qu'il aurait statué sur une question de propriété, non de créance (Massigli, *Revue critique*, 1888, p. 663).

Mais dans l'espèce de cet arrêt, les syndics ayant procédé à la vente des meubles non inventoriés, la femme ne pouvait venir que comme créancière de leur valeur.

(3) S. 1889. 1. 465. D. 1887. 1. 114. Consulter le rapport de M. Maneau : *Gazette du Palais*, 1887. 1. 548 et s. et le mémoire de la défense de M^e Choppart.

femme par les créanciers du mari, et spécialement en cas de faillite de ce dernier ; que l'article 560 Code de commerce l'étend formellement dans ce dernier cas, même aux meubles à l'usage personnel de la femme ; *qu'elle reste applicable alors même que la femme se borne à réclamer la valeur de son mobilier, au lieu de le réclamer en nature* ; qu'elle l'est encore, lorsqu'au lieu de meubles, linges et hardes ou de leur valeur, la femme réclame, en *qualité de créancière*, le montant des sommes ou la valeur des titres au porteur touchés par le mari, et que, comme dans l'espèce l'importance de ces sommes ou de ces titres n'est pas établie par inventaire ou état authentique ; « qu'en effet, les articles 1499 et 1510 du Code civil et l'article 560 du Code de commerce comprennent dans les mots « mobiliers ou effets mobiliers » tout ce qui est censé meuble d'après les règles de la loi. » La Cour de cassation pose en thèse que les articles 1499, 1510 du Code civil et 560 du Code de commerce édictent vis-à-vis des tiers une présomption *juris et de jure*, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre la reprise en nature et la reprise en valeur. Dans un cas comme dans l'autre, la femme ne peut justifier sa réclamation qu'en l'appuyant sur un document authentique.

Si cette jurisprudence a rencontré, ainsi que nous l'avons signalé, quelques résistances dans certaines Cours d'appel, résistances qu'on peut considérer comme disparues aujourd'hui, elle ne s'est jamais démentie, au contraire, à la Cour de cassation. Il serait facile de multiplier les

citations (1). Mais les arrêts signalés suffiront pour étayer nos développements et la discussion qui suivra.

Ainsi donc l'article 1499 est complété et précisé par l'article 1510. L'état en bonne forme, visé par l'article 1499, est un état authentique, comme par exemple les états qu'on trouve annexés à des comptes de tutelle ou à des actes portant donation de meubles.

Seuls des actes authentiques de ce genre peuvent, avec l'inventaire, servir à prouver l'origine et l'identité des propres mobiliers revendiqués et à défaut d'une preuve de ce genre, le mobilier reste dans la communauté et est soumis aux atteintes des créanciers (2).

Mais la preuve authentique de toutes les transformations des propres mobiliers n'est pas nécessaire (3).

(1) Consulter notamment les derniers arrêts de la Cour suprême. Cass., civ., 15 mars 1889. Cass. req., 15 mai 1899. S. 1900. 1. 413. Cass., 29 décembre 1902. *Gazette du Palais*, 13 janvier 1903.

« Attendu qu'aux termes des articles 1499 et 1510, la femme ne peut justifier vis-à-vis des tiers et spécialement des créanciers du mari de son apport mobilier que par un inventaire ou état authentique. » (La femme prétendait être colloquée, en vertu de ses reprises garanties par l'hypothèque légale, de préférence à divers créanciers hypothécaires du mari).

(2) Dans les rapports entre époux, l'article 1510 n'a plus à intervenir et alors il faut revenir au droit commun. Or, le droit commun est que toute présomption peut être combattue par la preuve contraire.

(3) Cass., 1^{er} déc. 1879. S. 1880. 1. 308.

2° *Application du principe posé par la jurisprudence.*

A. *Au cas où la femme revendique son apport.*

a) *Comme propriétaire.* — Cette exigence de l'inventaire et de l'acte authentique est admise par les auteurs, lorsque la femme prétend exercer ses reprises en nature, à titre de *propriétaire*.

On reconnaît qu'à défaut de ces preuves, elle se trouve déchuë du droit de prouver, à l'encontre des créanciers du mari, la consistance de son mobilier.

b) *Comme créancière.* — En est-il de même lorsqu'elle se présente non plus comme propriétaire, revendiquant son apport, mais seulement comme créancière, avec la garantie résultant de son hypothèque légale ?

C'est cette question que soumettait à la Cour de cassation le pourvoi formé contre l'arrêt précité de la Cour de Dijon, 4 février 1884. Dans l'espèce, le mari étant devenu commerçant plus d'une année après le mariage, les règles du Code civil seules pouvaient s'appliquer. La question de principe se posait tout particulièrement pour les reprises à titre de créance, d'effets mobiliers provenant d'une succession ouverte au cours du mariage. Aucun inventaire n'avait été rédigé, il existait seulement un acte de liquidation, sous signatures privées et sans date certaine. D'après l'arrêt attaqué, les modes de preuve

varient suivant la manière dont la femme opère ses reprises : les articles 1499, 1510 du Code civil, et 560 du Code de commerce ne la privent, en l'absence d'inventaire, que du droit de revendiquer en nature, le mobilier qui lui advient pendant la communauté ; mais toutes les fois qu'elle se présente comme simple créancière, elle peut invoquer les dispositions des articles 1415 et 1504, aussi bien à l'égard des tiers qu'à l'égard du mari.

Nous aurons à examiner en détails ce système, qui se refuse à maintenir l'exigence d'acte authentique ou d'inventaire, dans le cas où la femme se présente comme créancière vis-à-vis des tiers ; nous espérons en démontrer l'inexactitude.

La Cour suprême a formellement et à diverses reprises repoussé toute distinction à cet égard.

L'exigence d'un inventaire ou d'un état authentique doit donc exister quand la femme réclame soit la propriété de biens propres mobiliers parfaits, ou la récompense de ceux de ces biens qui ont été aliénés.

On voit donc que si cette exigence d'inventaire ou acte authentique est admise très généralement quand il s'agit de reprises mobilières *en nature*, la controverse naît au contraire pour le cas de reprises *en valeur*.

La difficulté se limite donc en définitive au cas où la femme exerce, vis-à-vis de tiers, ses reprises en qualité de créancière (1).

(1) Lyon-Caen. S. 1900. 1. 113.

B. Au cas où la femme s'est réservé le droit d'établir la consistance de ses apports mobiliers par tous genres de preuve.

Le principe doit-il recevoir son application, même si la femme s'est réservé, dans son contrat de mariage, le droit d'établir, par tous genres de preuve et par commune renommée, la consistance de ses apports mobiliers (1) ?

La clause, par laquelle la femme se serait réservé la faculté d'établir ainsi la consistance de ses apports, serait-elle efficace à l'égard des créanciers ? On pourrait le soutenir. Les époux ne sont-ils pas libres d'insérer, au contrat de mariage, toutes clauses non contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public ? Les créanciers, qui traiteront avec les époux, n'auront qu'à se référer à leur contrat et seront donc prévenus.

Mais cette manière de voir doit être repoussée, car la loi elle-même interdit aux époux une clause de cette nature, quand elle exige rigoureusement l'inventaire vis-à-vis des créanciers. Il n'est pas admissible que les tiers puissent se trouver, par suite d'une clause semblable, à la merci des collusions et fraudes des époux, majorant leurs apports.

(1) Poitiers, 6 mai 1836. S. 1836. 2. 472. Aubry et Rau, V, § 522, texte et note 29, p. 437. Laurent, XXIII, n° 189 ; Guillouard, III, 1480 ; *Contrà* : Poitiers, 16 décembre 1868. S. 1870. 2. 43. D. 1869. 2. 203.

3^o *Conséquences pratiques des règles posées
par la jurisprudence.*

Les règles que nous venons de poser entraînent diverses conséquences.

Tout d'abord, à supposer que la femme veuille revendiquer des meubles à titre de propres contre les créanciers de son *mari*, elle ne sera recevable dans cette prétention qu'autant qu'elle pourra établir son droit par inventaire ou état authentique (1).

Cette solution est applicable en toute hypothèse où les créanciers du mari, voulant saisir et réaliser le mobilier comme dépendant de la communauté, la femme s'oppose à cette manière de faire.

Spécialement, elle doit être adoptée lorsque le mari est en état de faillite (2).

Autre conséquence :

Lors de la dissolution de la communauté, les créanciers de la *femme* sont en droit de saisir et vendre le mobilier existant alors, si on ne leur oppose pas un inventaire ou un état authentique qui justifie de la consistance du mobilier appartenant à la communauté ou au mari.

(1) Cass., 19 juin 1855. S. 1855. 1. 506 ; Cass., 30 juillet 1872. S. 1872. 1. 326.

(2) Cass., 16 janvier 1877. S. 1877. 1. 169.

C'est la solution donnée par l'alinéa 2 de l'article 1510 ; et nous savons qu'à l'égard des créanciers, on doit se référer à l'article 1510 qui détermine, nous l'avons dit, les conséquences de la séparation de dettes tout aussi bien pour le cas où cette séparation résulte virtuellement d'une clause de communauté réduite aux acquêts que pour l'hypothèse où elle a été formellement stipulée (1).

Il n'y a aucune distinction à faire entre les créanciers antérieurs et les créanciers postérieurs à la célébration du mariage ; tous sont recevables à se prévaloir du défaut d'inventaire pour contester l'existence de l'apport mobilier. On a nié que ce droit appartint aux créanciers postérieurs : ils ont, dit-on, connu la situation, ils l'ont acceptée en connaissance de cause.

La Cour de cassation a rejeté cette manière de voir, et avec raison (2). Les textes ne distinguent pas et n'avaient aucun motif de le faire : les raisons de la rigueur de la loi existent pour les créanciers antérieurs ou postérieurs. On prétend bien que ceux-ci ont connu la situation. Mais ce raisonnement est sans valeur, car les créanciers qui ont traité après le mariage n'ont pas l'habitude de demander si les apports ont été ou non inventoriés, ou constatés par état authentique, et on ne peut songer sérieusement à leur adresser un reproche quelconque à ce sujet.

(1) Aubry et Rau, V, § 522, page 457, texte et note 29.

(2) Cass., 15 mai 1899. S. 1900. 1. 113 et note de M. Lyon-Caen.

La même exigence de preuve (inventaire ou état authentique) doit être admise, lorsque les tiers, en présence desquels la femme se trouve, sont non plus des créanciers du mari, mais des tiers acquéreurs d'immeubles vendus par le mari.

La cour de Dijon, dans un arrêt du 14 décembre 1896, avait admis le contraire, mais la Cour de cassation a fort justement déclaré, le 15 mars 1899, qu'il n'y avait aucune distinction à faire, l'article 1499 n'en fait pas et il n'y aurait du reste aucune raison de distinguer (1).

L'acquéreur est en effet exposé aux mêmes fraudes que les créanciers du mari, il y a toujours lieu de craindre un concert frauduleux des époux faisant croire à des apports fictifs, afin de permettre à la femme d'exercer son hypothèque légale contre le tiers acquéreur et l'évincer, ou l'obliger à payer son prix une seconde fois. Ce qui est une sorte d'éviction (art. 2178). L'acquéreur est, en réalité, un créancier du mari. Obligé de délaisser, de subir l'expro-

(1) « Attendu qu'aux termes de l'article 1499, le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis, est réputé acquêt de communauté, lorsqu'il n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, que la présomption établie par cet article a eu pour but de protéger les tiers qui pourraient être atteints par une majoration des apports, qu'elle s'applique donc à l'acquéreur d'un bien vendu par le mari, grevé d'une hypothèque qui garantit le recouvrement des reprises de la femme ; que cet acquéreur est, en effet, exposé aux éventualités d'une fraude et se trouve ainsi au nombre des tiers que protège l'article 1499 ». (Cass. civ., 15 mars 1899. S. 1900. 1. 115). Cpr. Cass., 29 décembre 1902. *Gazette du Palais*, 13 janvier 1903.

priation ou de payer une seconde fois par suite de l'action hypothécaire, le tiers acquéreur est créancier de l'aliénateur qu'il peut poursuivre en garantie (1).

Suivant l'acception la plus commune, le mot *inventaire* s'entend toujours d'un acte authentique dressé par un notaire (2).

Précisons maintenant ce que pourront être ces *états authentiques*. Nous avons déjà signalé l'état contenu dans un compte de tutelle passé devant notaire, ainsi que l'état annexé à la minute d'un acte de donation d'effets mobiliers, en vertu des dispositions de l'article 948. Ce pourra être encore le contrat de mariage, si le conjoint a pris la précaution d'inventorier et individualiser les valeurs (3).

Si le contrat de mariage énumère les meubles qui restent propres, la reprise en est permise, car l'identité peut être prouvée par le contrat de mariage, acte authentique. Mais si le contrat ne contient pas l'énumération et indique seulement que le mobilier est de telle valeur, cette estimation, qui ne transfère pas la propriété à la communauté, laissera subsister la reprise en nature ; seulement l'époux

(1) Lyon-Caen. S. 1900. 1. 114. col. 4^{re}. Charmont, *Revue critique*, 1901. 70.

(2) Un inventaire ferait preuve, a-t-on dit (Rodière et Pont, II, 1264), quoique rédigé sous seing privé, pourvu qu'avant le mariage il eût été enregistré et déposé chez un notaire.

(3) Sur la responsabilité du notaire-rédacteur, en cas d'omission sur ce point. Besançon, 24 février 1897. D. 1897. 2 222.

ne pourra l'exercer, faute d'une description qui permette d'établir l'identité du mobilier.

Mais l'époux ne pourra-t-il du moins reprendre la valeur portée au contrat ? Oui, entre époux, dit la jurisprudence, non vis-à-vis des tiers, car cette déclaration portée au contrat ne prouve point que l'estimation vise une valeur qui ait été versée dans la communauté.

Ce peut n'être qu'une promesse d'apport, et alors la preuve du versement ne devrait ressortir que d'une énumération détaillée, qui permette d'en établir la base en reconstituant l'identité des meubles en communauté, et cette preuve ne peut exister vis-à-vis des tiers que par inventaire détaillé.

L'inventaire est donc nécessaire tant pour les reprises en nature que pour justifier les reprises en valeur et en établir le fondement (1).

Cette jurisprudence se justifie, car l'article 1499 ne fait aucune distinction. C'est le violer que prétendre en exclure l'application, par cela seul qu'il y a eu une estimation acceptée par les deux futurs époux dans le contrat de mariage.

La crainte des fraudes, si elle est légitime, et si elle explique l'article 1499, a la même force qu'il y ait ou non estimation. Même quand les apports mobiliers sont estimés et que l'estimation vaut vente, en vertu de l'article 1551,

(1) Cass. req., 15 mai 1899. S. 1900. 4. 113. Besançon, 24 fév. 1897. D. 1897. 2. 222.

il est à craindre que les époux se soient concertés pour simuler des apports ou augmenter l'importance des apports effectués dans l'intérêt de la femme. Cette simulation ou cette majoration est de nature à nuire aux tiers, tout comme s'il n'y avait pas l'estimation valant vente (1).

En cas de meubles, recueillis dans une succession, l'acte de partage notarié de cette succession pourra suffire. La preuve a été considérée comme faite par acte authentique dans l'hypothèse suivante : un jugement avait autorisé le partage d'une succession encore indivise dans laquelle la femme réclamait sa part de mobilier. En vertu de l'article 883, et par l'effet rétroactif du partage, la femme est alors censée avoir été propriétaire *ab initio* de tous objets compris dans son lot ; et ses droits, remontant au jour de l'ouverture de la succession, sa propriété exclusive sera donc établie par acte authentique (2).

(1) Lyon-Caen. S. 1900. 4. 114, colonne 2. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, n° 1311.

(2) Dijon, 14 août 1872. D. 1873. 2. 166. S. 1872. 2. 132. Dans l'arrêt de Dijon, 4 février 1884. D. 1884. 2. 169. S. 1885. 2. 25 que nous retrouverons à un autre point de vue, la Cour a permis la reprise : La femme réclamait une part de succession qu'elle avait apportée en mariage, composée de droits successifs recueillis dans deux autres successions, dont deux inventaires et une liquidation judiciaire établissaient le montant. Aucun doute ne pouvait dès lors s'élever, grâce au rapprochement de ces titres sur les droits héréditaires de la femme.

De même, pour les sommes formant le reliquat d'un compte d'administration du père, et dont le contrat de mariage faisait mention : Les éléments de ce compte se trouvaient authentiquement

Dans une autre hypothèse :

Une femme voulait justifier de son apport par une quittance sous seing privé, délivrée à ses parents par le mari. A l'égard des tiers, cette preuve est insuffisante et ne peut suppléer l'inventaire ou l'état authentique (1).

4° *Exception et limitations au principe.*

a) *Epoux créancier de son conjoint du chef de son auteur.* — Le principe de l'exigence d'un inventaire souffre exception, quand l'époux est créancier de son conjoint du chef de son auteur. Dans ce cas, l'époux peut établir sa créance suivant le droit commun, il a les mêmes droits qu'aurait eus son auteur.

Peu importe que ce droit soit exercé alors vis-à-vis du conjoint ou de son créancier (2).

Les textes et le désir de protéger les tiers contre une majoration frauduleuse des apports justifie la jurisprudence. Mais son système comporte, par là même, des limitations pour le cas où il s'agit de reprises d'un bien

constatés, puisqu'ils ne portaient que sur les intérêts et revenus des successions précitées. Quant à la réception de ces diverses sommes, elle était prouvée par une quittance sous signature privée d'ailleurs reconnue sincère par les créanciers. Dijon, 4 février 1884. D. 1884. 2. 169.

(1) Douai, 12 février 1897. D. 1898. 2. 140.

(2) Cass., 29 novembre 1853, S. 1854. 2. 250. Dijon, 17 juillet 1874. S. 1874. 2. 250. Aubry et Rau, V, § 522, texte et note 20, p. 452. Laurent, XXIII, n° 180. Guillouard, III, 1490.

meuble qui ne peut être l'objet d'incertitudes et l'occasion de fraudes. L'origine peut en être constatée aussi aisément que celle des immeubles et l'inventaire n'est plus nécessaire.

b) *Offices ministériels*. — On n'impose pas la production d'un état authentique descriptif pour *les offices ministériels* dont le mari était titulaire au moment du mariage, car le droit du mari se trouve suffisamment et amplement établi par l'acte public qui lui a conféré ce titre (1).

Faisant application de ces idées, la Cour de Bordeaux a rejeté la demande d'une femme, qui, invoquant le défaut d'inventaire des apports du mari, prétendait faire comprendre dans la masse à partager la valeur d'un office ministériel, dont le mari justifiait d'ailleurs avoir été titulaire avant le mariage (2).

c) *Titres nominatifs*. — Ce qui est vrai pour les offices ministériels, devrait l'être également pour *les titres nominatifs*, constatés par des actes, par des inscriptions sur les registres des compagnies industrielles ou commerciales. De même *a fortiori* pour l'inscription sur le grand livre de la Dette publique.

(1) Guillouard, III, 1482. Même après le décès d'un notaire, lorsqu'on dresse un inventaire, on n'inventorie pas les minutes, seul élément matériel de l'office, on se borne à un simple récolement (Amiaud, *Traité du Notariat*, V^o Inventaire, II, p. 455).

(2) 19 février 1856. D. 1856. 2. 177. S. 1856. 2. 27.

Il n'est pas admissible qu'en ce cas on puisse craindre un dol, une collusion entre l'époux et la société pour grossir les reprises et léser les créanciers ; et, d'autre part, il ne peut y avoir d'incertitude au sujet de la consistance de ce meuble (1).

« Le transfert au Trésor ou sur le registre d'une compagnie peut passer pour présenter les mêmes garanties de sincérité qu'offre la formalité de l'enregistrement pour fixer l'époque des actes et pour montrer qu'ils sont sérieux, non improvisés en vue de certains résultats. C'est par ce motif que, suivant une règle universellement admise, les transferts font foi de leur date au regard des tiers indépendamment des conditions prescrites par l'article 1328. Cela étant, supposons que la femme justifie de l'inscription de son nom, avant le mariage, ou de l'inscription d'une personne dont elle a hérité, sur le grand livre de la Dette. Du moment que ces inscriptions n'ont pas été décrites au contrat de mariage ou dans l'inventaire

(1) Code de commerce italien, article 784 « la preuve de l'acquisition, de la possession et de l'aliénation des titres de crédit et actions de sociétés commerciales pourra se faire au moyen de registres des établissements publics ou des sociétés par actions ».

Code civil hollandais, article 205 : « En cas d'exclusion de la communauté de biens, l'apport de biens mobiliers, à l'exception des inscriptions au Grand Livre de la dette nationale et autres titres et créances du nom, ne peut être prouvé autrement que par acte détaillé dans le contrat de mariage, ou par un inventaire, signé par le notaire et les parties, annexé à la minute du contrat qui en fera mention. »

après décès, la femme n'a pas vis-à-vis de la faillite, pour la jurisprudence, le droit de revendiquer ces valeurs. Nous ne pouvons pas trouver cette exclusion équitable » (1).

La jurisprudence a jugé récemment que l'inscription de rente sur le grand livre de la dette publique est une preuve suffisante (2).

Ne doit-on pas en dire autant du bordereau de l'agent de change, produit à l'appui des obligations inscrites au nom de la personne dont l'époux a recueilli la succession (3) ?

Cependant il faut noter que pratiquement les notaires n'omettent presque jamais de mentionner, au contrat de mariage, les valeurs nominatives qui appartiennent en propre aux conjoints.

d) *Fonds de commerce*. — Les *fonds de commerce* comprennent des éléments dont la valeur peut beaucoup se modifier.

La jurisprudence les assimile aux autres meubles au point de vue de la nécessité de l'inventaire. La Cour de cassation, le 15 mai 1899, déclare en effet que l'arrêt attaqué, après avoir constaté que le fonds de commerce n'avait pas été inventorié au décès du père, antérieur de cinq ans au mariage de la femme, a décidé avec raison

(1) Thaller, n° 1974.

(2) Cherbourg, 28 juillet 1896. *Recueil de jurisprudence de Rouen et de Caen*. XLII. 2. 1897.

(3) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. II. n° 1307, p. 683.

qu'à défaut d'inventaire, ce mobilier devait être réputé acquêt. (1).

Cette solution a été critiquée : la preuve de droit commun est admise pour cette catégorie de meubles par plusieurs législations (Code civil hollandais, article 205 ; Code de commerce italien, article 784 ; loi norvégienne du 29 juin 1888).

Pour un fonds de commerce, dit-on, l'inventaire est assurément possible, et peut comprendre utilement tout ce qui n'est pas l'achalandage, c'est-à-dire les marchandises et le mobilier industriel. Mais la complication devient extrême, car le contrat de mariage, grossi de l'inventaire d'une maison de commerce, prendra de vastes proportions. Si l'un des futurs époux reçoit en dot une part de fonds de commerce, un dixième, un vingtième, sera-t-on tenu d'annexer au contrat de mariage un inventaire complet de ce fonds social (2).

La Cour de cassation condamne cette solution, il faudrait mieux l'adopter comme l'a fait un arrêt :

Une femme s'était constitué en dot un fonds de commerce avec désignation dans le contrat de mariage ; il a été jugé qu'il demeurerait propre à la femme sans pouvoir servir de gage aux créanciers personnels du mari, bien

(1) S. 1900. 4, 443. Cass., 22 novembre 1886. S. 1889. 4. 465.

(2) Charmont. *Revue critique*, 1901. 70. Guillouard, III, n° 1482. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, n° 1302 *in fine*.

que ce fonds n'ait pas été constaté par inventaire, lorsqu'il est certain qu'il n'a pas changé de nature (1).

Est-il bien exact de prétendre que les fonds de commerce ne devraient pas être soumis à l'inventaire, parce que l'existence de ce meuble ne peut être l'objet d'incertitude ou l'occasion de fraudes ?

Ces fraudes paraissent au contraire à craindre, aussi bien que l'incertitude de la consistance du meuble, raisons qui sont à la base des exigences de la loi dans les articles 1499 et 1510. Les fonds de commerce sont en effet composés d'éléments divers dont l'importance varie beaucoup, surtout en ce qui concerne le matériel et les marchandises (2).

B. — De la preuve des reprises entre époux.

Si à l'égard des tiers, les époux ne pouvaient suppléer par aucune preuve au défaut d'inventaire ou d'acte authentique, il en est autrement lorsque le conflit se limite aux époux entre eux. La présomption d'acquêts de l'article 1499, qui était absolue vis-à-vis des tiers, par suite de l'ar-

(1) Paris, 23 février 1835. S. 1835. 2. 68.

(2) Lyon-Caen. S. 1900. 4. 113. « Les auteurs ou les arrêts qui ont écarté la nécessité d'un acte authentique pour constater la consistance d'un fonds de commerce se sont laissés induire en erreur, selon nous, par une fausse analogie entre les fonds de commerce et les offices ministériels. »

article 1510, devient alors susceptible de preuve contraire, puisque les rigueurs de l'article 1510 n'ont plus à intervenir.

« Si la disposition de l'article 1499 doit recevoir son application littérale et rigoureuse à l'égard des créanciers, qui, aux termes de l'article 1510 peuvent poursuivre leur paiement sur le mobilier non inventorié comme sur les autres biens de la communauté, il n'en est pas de même quand il s'agit de déterminer entre les époux l'existence de leurs propres mobiliers à l'époque du mariage ; que la loi n'a pas entendu dans ce cas établir une présomption *juris et de jure*, et leur interdire de suppléer au défaut d'inventaire ou état en bonne forme par d'autres preuves dont l'appréciation appartient aux tribunaux (1). »

D'autre part, en ce qui touche le mobilier futur, la loi édicte une disposition spéciale, l'article 1504 qui atténue considérablement les exigences de la preuve, au moins en ce qui concerne la femme qui, au regard de son mari, est recevable à administrer par tous moyens, la preuve de la consistance de ses apports échus pendant le mariage.

Les règles, qui régissent la preuve entre les époux, s'appliquent sans distinguer selon que l'époux se présente comme créancier ou comme propriétaire.

Pour la preuve à faire entre époux, il faut donc examiner deux cas : la reprise peut porter — soit sur du mobilier, possédé lors du mariage ; — soit sur des meubles advenus depuis la célébration.

(1) Cass. Req., 30 juillet 1872. D. 73. 4. 241. S. 1872. 4. 326.

I. Mobilier échu pendant le mariage.

Cette situation est visée par l'article 1504 :

« Le mobilier, qui échoit à chacun des époux pendant le mariage, doit être constaté par un inventaire.

A défaut d'inventaire du mobilier échu au mari, ou d'un titre propre à justifier de sa consistance et valeur, déduction faite des dettes, le mari ne peut en exercer la reprise.

Si le défaut d'inventaire porte sur le mobilier échu à la femme, celle-ci ou ses héritiers sont admis à faire preuve, soit par titres, soit par témoins, soit même par commune renommée, de la valeur de ce mobilier. »

L'article 1504 est écrit à propos des clauses de réalisation, mais il doit être étendu à la communauté d'acquêts, et cela pour une double raison : d'une part, les deux régimes sont analogues en ce qui concerne les biens qui restent propres aux époux ; et d'autre part, la faculté d'user des preuves exceptionnelles, dont parle l'article 1504, est la conséquence fort juste de la situation subordonnée de la femme au mari pendant la durée de l'association conjugale, et qui la met dans l'impossibilité de se procurer elle-même la preuve de la consistance des successions qui lui échoient *durante matrimonio* (1).

(1) Cass., 19 juillet 1864. D. 1865. 1. 66. S. 1864. 1. 441 ; Cass., 8 décembre 1874 ; D. 1875. 1. 33. S. 1875. 1. 209 ; Dijon, 4 février 1884. S. 1885, 2. 25 ; D. 1884. 2. 169. Guillouard. III. 1487. Aubry et

Envisageons successivement la preuve exigée du mari, puis celle que doit produire la femme.

1° *En ce qui concerne le mari* (article 1504, al. 2).

Le mari peut prouver son mobilier sans représenter un inventaire.

A défaut d'inventaire du mobilier, la preuve régulière peut résulter « *de tout titre propre à justifier de sa consistance et valeur* » (article 1504, al. 2).

Cela ne veut pas dire que le mari puisse constater l'existence du mobilier par tous modes de preuves, témoins et même commune renommée. Au reste, aucune raison n'existe pour se montrer si facile, car le mari ne doit imputer qu'à lui de n'avoir pas fait constater régulièrement la consistance des successions qui lui adviennent au cours du mariage.

Ce que signifie l'article 1504, al. 2, c'est que la loi n'exige pas une forme déterminée d'acte, pourvu qu'il soit vraiment « *propre à justifier la reprise mobilière* » (1).

Le mari n'est excusable d'avoir négligé de procéder à un inventaire que s'il avait entre les mains ce titre suffisant pour établir la consistance et la valeur de son mobilier.

Quant à la nature du titre exigé, la Cour de cassation abandonne aux juges du fait le soin d'examiner, dans

Rau, V. § 522, note 17. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. II, n° 1310.

(1) Cass., 14 mai 1879. D. 1879. 1. 420. S. 1880. 1. 17. Guillouard, n° 1488.

chaque situation, si l'écrit présenté par le mari satisfait aux conditions de l'article 1504, c'est-à-dire s'il établit « la consistance et la valeur du mobilier, déduction faite des dettes ».

Ainsi il a été jugé que la preuve de l'apport fait par le mari, et provenant d'un legs à lui délivré au cours du mariage, était établi par un bon que lui avaient remis les héritiers du testateur, bon payable à la caisse d'un banquier désigné, ainsi que par le reçu donné par lui aux héritiers. Ces titres fixaient valablement la quotité de la reprise à exercer (1).

Au contraire, la Cour d'Orléans a jugé imparfaite la preuve résultant d'un acte de partage sous-seing privé qui ne contenait pas mention du passif de la succession et ne précisait pas les objets mis au lot du mari (2).

De même la Cour d'Amiens déclare qu'un « acte par lequel plusieurs mois après le décès, les deniers comptants et le mobilier ont été évalués en bloc à telle somme, ne contient pas de description du mobilier, ni état du passif, et ne saurait donc être considéré comme preuve suffisante » (3).

Décision inverse pour des registres domestiques tenus par le défunt dont le mari héritait. « Attendu que l'arrêt attaqué a constaté en fait que les registres de M... père, produits dans la cause, offraient les éléments nécessaires

(1) Chambéry, 25 août 1879. D. 1880. 2. 196.

(2) 22 novembre 1878. S. 1880. 2. 85.

(3) 28 janvier 1881. D. 1883. 2. 36.

pour déterminer, déduction faite des dettes et charges, la consistance et la valeur du mobilier recueilli par M... fils dans la succession de son père dont il a été l'unique héritier... » (1).

Ces registres et papiers domestiques ont été jugés suffisants pour justifier la reprise. Or ces papiers domestiques, mis aussi au rang des titres, ne satisfont pas aux conditions de la preuve écrite, ni même au commencement de preuve par écrit, car l'article 1347 exige que l'écrit émane de celui contre lequel la demande est formée, c'est-à-dire du mari (2).

La preuve testimoniale ne serait cependant jamais recevable, et c'est ainsi que la Cour de Limoges par arrêt du 30 août 1860 a refusé au mari le droit de prouver par témoins ou présomption l'état du mobilier qui lui était advenu durant le mariage (3).

2° *En ce qui concerne la femme. — L'article 1504 introduit dans son dernier alinéa, une exception en faveur de la femme.*

Cette exception se limite, d'après le texte même, au mobilier *échu pendant le mariage*. S'il n'a pas été inventorié, il lui est permis de prouver la consistance des

(1) Cass., 14 mai 1879. D. 1879. 1. 426.

(2) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, n° 1313 *in fine*.

(3) S. 1861. 2. 48.

meubles qu'elle réclame *par tous les moyens possibles*, et même *par commune renommée*.

C'est que le mari est en faute de n'avoir pas fait faire l'inventaire de ce mobilier. Sous le régime de communauté, il est, de par la loi, administrateur des biens de sa femme (article 1428). Et si la femme ne se trouve point munie d'une preuve par inventaire, elle ne doit évidemment pas supporter les conséquences de la faute qui n'est pas la sienne. La loi faisait au mari un devoir de prendre soin des affaires de sa femme, celle-ci ne peut en souffrir.

La preuve par commune renommée est une preuve exceptionnelle, fondée sur des *on dit*, et sur des renseignements de seconde ou troisième main, cette preuve a une tendance à enfler les choses qui la rend extrêmement dangereuse, aussi la loi ne l'autorise jamais qu'à titre de peine (article 1504, articles 1445, 1442) (1).

La preuve par témoins, qui est parfois incertaine, souvent critiquée en tout cas, est beaucoup moins aléatoire ; car elle repose sur la déclaration de gens qui affirment ce qu'ils ont vu ou entendu directement par eux-mêmes, tandis que dans la preuve par commune renommée, les déclarants déposent sur des faits qu'ils connaissent seulement par *ouï dire*.

La femme pourra employer la commune renommée pour établir non seulement la consistance et la valeur du

(1) Planiol. I, n° 1788, note. II, n° 22. III, n° 1248.

meuble à elle échue, mais encore le fait même de l'échéance.

La femme doit être protégée contre la négligence du mari, négligence qui tendrait à enrichir celui-ci aux dépens de l'époux. Il faut éviter qu'elle ne souffre des fraudes du mari, qui aurait intérêt à faire disparaître toute preuve des apports de la femme.

Ainsi s'explique l'interprétation large donnée à l'article 1504 par des arrêts qui ont autorisé la femme à prouver par commune renommée, l'existence de dons manuels, comprenant des chevaux, du bétail, des récoltes, dont elle prétendait avoir été gratifiée au cours du mariage et dont il n'avait pas été dressé d'inventaire (1).

Cependant il faut noter un arrêt en sens contraire (2).

Les juges du fond sont souverains appréciateurs à l'effet de décider, si, d'après l'ensemble des actes et documents fournis au procès, à défaut d'inventaire, la femme a fourni preuve suffisante du mobilier à elle échue pendant le mariage.

Si au lieu de supposer la femme créancière de ses reprises, nous la voyons revendiquer à titre de propriétaire ces mêmes reprises contre le mari, peut-elle user de la preuve par témoins ou par commune renommée pour le mobilier successoral non inventorié et qu'elle soutient exister *in*

(1) Douai, 11 avril 1884. S. 1884, 2. 156.

(2) Bordeaux, 26 janvier 1874. S. 1874. 2. 140.

specie? La Cour de cassation l'admet formellement (1) et cela est absolument logique. Entre les conjoints il importe peu que la femme réclame ses reprises comme créancière ou comme propriétaire. De toutes façons, ses reprises doivent être soldées par préférence à celles du mari sur la masse commune ou même sur les biens personnels de son mari, dit l'article 1472.

Au surplus, le motif qui se trouve à la base de l'article 1504 interdit toute distinction. Dans toutes les situations, c'était toujours au mari qu'incombait l'obligation de dresser l'inventaire, et s'il ne l'a point fait, la femme n'en peut souffrir.

Il est à remarquer que cette solution est reconnue exacte même par un auteur (2) qui, admettant la doctrine de M. Bufnoir, prétend qu'il faut distinguer la reprise en nature et en valeur, et qu'on doit écarter le système de la jurisprudence dans lequel la preuve varie seulement suivant qu'il s'agit de preuves exercées entre les époux ou en face des tiers.

Cette concession importante est à retenir. On s'aperçoit de plus en plus en doctrine que le système de M. Bufnoir prête sur bien des points le flanc à la critique. En voici un cas :

Supposons que le mari ait fait dresser inventaire des

(1) Cass., 8 décembre 1874. D. 1875. 1. 33. S. 1875. 1. 209. Orléans, 26 mars 1897. *France Judiciaire*, 1897. 2. 250.

(2) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. II, n° 1310.

biens échus à sa femme au cours de leur union. Celle-ci prétend que l'inventaire est incomplet. Comment en fera-t-elle preuve? Sera-t-elle recevable à user de la commune renommée? La Cour de cassation l'a reconnu dans un arrêt du 28 novembre 1866 (1). Mais un arrêt du 20 juin 1883 (2) se montre plus exigeant. Non pas que la Cour dénie à la femme le droit de prouver que l'inventaire dressé par le mari contient des omissions, elle l'admet au contraire en déclarant que « l'article 1504, dans le cas où aucun inventaire n'a été dressé par le mari, déroge au droit commun en faveur de la femme contre le mari; il n'entend pas, dans le cas contraire, y déroger en faveur du mari contre la femme. » Mais là où la Chambre des requêtes montre plus de rigueur que dans sa décision précédente, c'est quand elle déclare que la femme « doit se soumettre aux règles ordinaires du Code civil en matière de preuves ». Donc la femme ne peut, pour établir les omissions qu'elle allègue, employer la preuve exceptionnelle de la commune renommée, elle devra produire au moins un commencement de preuve par écrit (3).

(1) S. 1867. 1. 110.

(2) S. 1885. 1. 108. D. 1884. 1. 230.

(3) Cette décision est conforme à la lettre de l'article 1504 qui vise le cas d'absence d'inventaire. Guillaouard, n° 1487 *in fine*. Petiet, n° 91.

II. Mobilier apporté en mariage.

Quant *au mobilier présent*, c'est-à-dire possédé par la femme au moment de la célébration du mariage, on voit immédiatement que la règle de l'article 1504 et l'admissibilité de tous moyens de preuve ne peut s'appliquer, faute du même principe pour la justifier. La femme était alors libre et maîtresse de ses biens, c'était à elle seule qu'il appartenait de se procurer un moyen régulier de preuve, et les dispositions exceptionnelles de l'article 1504, al. 3, ne trouvent plus leur raison d'être.

ARTICLE 1499. PRÉSUMPTION D'ACQUÊTS

Quelle preuve devra-t-on alors exiger du mari ou de la femme? On devra fournir la preuve prescrite par l'article 1499 : le mobilier sera réputé acquêt, s'il n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme.

La présomption est en faveur de la qualité d'acquêts des biens mobiliers.

1^o *Nature de cette présomption.*

Mais cette présomption n'est pas absolue, *juris et de jure* ; elle peut être détruite par la preuve contraire, *juris tantum* ; la loi n'a pas interdit aux parties de suppléer à l'inventaire et à l'état par d'autres preuves, comme elle l'a fait par l'article 1510 au cas de reprise contre des créanciers.

Quand le conflit s'élève vis-à-vis des créanciers, la pré-

somption devient absolue et irréfragable, mais entre époux l'article 1499 énonce simplement la présomption que tout meuble est présumé acquêt. Mais cela admis, comme on ne trouve pas de texte restrictif analogue à l'article 1510 protecteur de l'intérêt des tiers, on reste en présence du principe que toute présomption peut être combattue par la preuve contraire (1).

« L'article 1499 n'est applicable dans ses termes rigoureux et littéraux qu'à l'égard des tiers ; qu'entre époux la présomption qu'il établit n'est pas une présomption *juris et de jure* et il peut être suppléé à l'inventaire ou état dont il parle par d'autres documents d'où résulterait une preuve contraire à cette présomption et qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier à ce point de vue (2). »

2° *Interprétation du mot « Etat en bonne forme ».*

La Cour de cassation déclare que la loi n'a pas entendu

(1) Gouyon. « Des questions de preuve en matière de reprises matrimoniales ». Thèse Paris, 1900, p. 127.

On arrive du reste au même résultat par une autre interprétation. Cette interdiction de suppléer au défaut d'inventaire ou d'état, existe bien lorsque le conflit s'élève entre les créanciers et l'époux qui prétend exercer une reprise. C'est qu'alors la loi, articles 1499 et 1510, exige l'inventaire ou l'état *authentique*. Mais ici, dans le conflit entre époux seulement, un état *en bonne forme* suffit.

L'idée de la loi paraît donc la suivante : prouver par inventaire ou par acte présentant des garanties analogues, que cet acte soit authentique ou sous seing privé (Guillouard, n° 1485. Petiet, n° 75).

(2) Cass. Req.. 22 juillet 1889. S. 1893. 1. 407.

établir dans l'article 1499 une présomption *juris et de jure*, et interdire aux parties de suppléer au défaut d'inventaire ou d'état en bonne forme « par d'autres preuves équipollentes ».

Cette interprétation a toujours été celle de la Cour suprême. On la trouve déjà nettement formulée dans un arrêt de la Chambre des requêtes du 17 août 1825 :

« Attendu que si l'article 1499 répute acquêt tout le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis, qui n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, cet article n'exclut pas les autres modes de preuves de la propriété privée des apports aux termes de l'article 1498, qui admet pour chacun des époux le prélèvement des apports dûment justifiés (1). »

Il est admis par la jurisprudence et aussi en doctrine qu'il peut être suppléé au défaut d'inventaire, relativement au mobilier qui existait au jour du mariage, par d'autres preuves dont l'appréciation appartient aux tribunaux (2).

A. Preuves recevables.

a) *Contrat de mariage.* — Un contrat de mariage

(1) D. 1825. 1. 412. Même langage dans l'arrêt du 14 mars 1877. S. 1878. 1. 5, note de M. Labbé. D. 1877. 1. 353.

(2) Aux arrêts précités ajoutez : Cass., 30 juillet 1872. D. 1873. 1. 241. S. 1872. 1. 326 ; Cass., 22 juillet 1889. D. 1890. 1. 421. S. 1893. 1. 405. Agen. 2 juillet 1869. D. 1870. 2. 185. S. 1870. 2. 43.

serait naturellement un parfait état en bonne forme, s'il détaillait le mobilier apporté par la femme.

Mais le plus généralement, les conjoints se bornent à mentionner d'une façon générale leurs différentes espèces de meubles en les évaluant à un certain taux. En ce cas, la production du contrat de mariage suffit-elle pour permettre à la femme de reprendre le montant de l'estimation portée au contrat ?

La seule déclaration de la valeur du mobilier apporté par un époux, faite dans le contrat de mariage en dehors de toute description, n'autorise pas l'époux au profit duquel elle a eu lieu, à exercer la reprise de ce mobilier en nature. Mais permet-elle la reprise de la somme déclarée comme représentant la valeur du mobilier ?

La question est discutée.

Cette déclaration est trop vague, dit-on (1), pour équivaloir à un état en bonne forme et dès lors le mobilier restera acquêt par application de l'article 1499.

Une autre doctrine estime, et il semble avec plus de raison, qu'entre les conjoints, une pareille clause doit être jugée suffisante pour la constatation des biens mobiliers à l'effet d'en effectuer la reprise (2). Cette déclaration

(1) Cour de l'île Bourbon, 10 mai 1845. D. 1852. 4. 486. S. 1852. 4. 497. Paris, 21 juillet 1871. D. 1871. 2. 231. S. 1872. 4. 304. Laurent. XXIII, n° 491.

(2) Grenoble, 19 juillet 1851. D. 1852. 2. 292. S. 1852. 2. 499. Paris, 14 mai 1853. D. 1855. 2. 68. S. 1854. 2. 729. Orléans, 29 mars 1855. S. 1855. 2. 401. Aubry et Rau, V, § 522, note 15. Duranton. XV, note 49. Rodière et Pont. II. 4272.

n'a-t-elle pas, en effet, été acceptée par l'autre époux et ses parents? Il leur a été loisible de constater, vérifier et discuter cette clause, et son insertion dans le contrat de mariage en établit l'acceptation. C'est un contrat relatif à la preuve et cela explique que la clause est opposable entre époux et non aux créanciers auxquels ce contrat est étranger et qui peuvent exiger que la preuve soit administrée à leur égard selon les exigences de la loi (1).

La déclaration du mari portée dans le contrat que le mobilier est de telle valeur, justifie suffisamment de sa consistance et de sa valeur lors du mariage. C'était à la femme, maîtresse alors de ses droits, ou à ses parents, à ne pas s'en contenter s'ils ont des doutes sur la sincérité de la déclaration à exiger que le mari exhibe ces meubles, ou à stipuler qu'il en justifiera de telle ou telle manière, et cette réserve, comme parfaitement légale et raisonnable, recevrait tout son effet (2).

On a parfois fait intervenir dans le débat l'article 1502, d'après lequel « l'apport est suffisamment justifié quant au mari, par la déclaration portée au contrat de mariage que son mobilier est de telle valeur. Il est suffisamment justifié, à l'égard de la femme, par la quittance que son mari lui donne ou à ceux qui l'ont dotée ». Cet article est bien écrit pour un régime différent, celui où les époux

(1) Voir ce que nous disons plus loin dans l'exposé de la théorie de M. Saleilles au sujet des *Contrats de preuve*.

(2) Duranton. XV, n° 19. Rodière et Pont. II, n° 47.

excluent de la communauté leur mobilier, mais on ne voit pas de motifs pour établir une différence avec le régime de la communauté d'acquêts (1).

Mais il semble inutile de justifier la solution précitée en la basant sur l'article 1502, car la raison que nous avons invoquée suffit pour cela. L'article 1502 s'occupe de la constatation du mobilier à un autre point de vue que le nôtre. Il s'agit dans cet article de savoir si un conjoint a suffisamment justifié qu'il a réellement fait entrer dans la communauté, ce qu'il a promis d'y faire figurer, tandis que la question en discussion est autre et se réfère à la constatation des biens à l'effet d'en exercer la reprise (2).

Une distinction s'impose donc entre l'apport, c'est-à-dire le versement effectif du mobilier, et son quantum du chiffre de sa valeur. L'estimation peut être considérée comme établissant suffisamment ce chiffre. Mais le fait du versement réel de la communauté n'est pas prouvé par cela, cette justification devra être faite (3), et elle pourra

(1) Guillouard, III, n° 1486.

(2) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. II, n° 1311.

(3) « Attendu que, sans examiner la question de savoir si, sous le régime de la communauté d'acquêts, la déclaration du mari insérée au contrat de mariage qu'il possède un mobilier de telle valeur, suffit pour constater l'existence du mobilier, il résulte de l'arrêt attaqué la preuve que le père avait, par son contrat de mariage, constaté que ses biens consistaient entre autres valeurs : en créances, titres, billets et argent disponible, sans indiquer la quotité de l'argent, qu'il résulte du même arrêt que L... n'avait ni prouvé, ni offert de prouver que ces billets, titres et créances aient été payés, ni qu'une quotité de deniers ait été versée dans la communauté, qu'en décidant qu'en

l'être par tous les moyens, une quittance émanée du mari par exemple : article 1502.

Cette quittance ne pourrait-elle pas être donnée dans le contrat de mariage? Les notaires insèrent souvent dans le contrat une clause selon laquelle « la célébration du mariage devant l'officier de l'état civil vaudra quittance de la dot ».

Quelle est la valeur de cette clause?

Est-elle licite et fait-elle preuve du payement?

La Cour de cassation l'admit d'abord par arrêt du 14 décembre 1875 (1).

Mais la Chambre des requêtes est revenue sur cette jurisprudence ou du moins en a limité le domaine.

La clause portant que la célébration du mariage vaudra quittance de la dot ne fait point preuve complète du payement effectif.

L'arrêt du 7 mars 1884 estime « que la preuve d'un payement réel ne découle point de cette stipulation et qu'on ne saurait y voir autre chose qu'une disposition attribuant à l'événement prochain du mariage la force d'une simple présomption libératoire, qui peut céder à la preuve contraire (2). »

cet état, il ne pourrait y avoir lieu à reprise de la part des héritiers du mari, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi. Rejette.... » Cass., 8 mars 1882. S. 1882. 4. 477.

(1) D. 1876. 4. 455.

(2) S. 1885. 4. 28. Planiol. *Revue Critique*, 1883, p. 670, 1886, p. 609.

La Cour décide que les tribunaux auront à juger souverainement en fait s'il résulte des circonstances que la dot n'a pas été payée. C'est donc que de simples présomptions pourront servir de preuve contraire.

Supposons qu'il n'y ait pas d'inventaire et que le contrat de mariage soit insuffisant. La Cour de cassation déclare qu'il dépend des juges du fait de décider quand les apports mobiliers pourront être considérés comme dûment justifiés : « C'est aux tribunaux et aux cours, dit-elle, qu'il appartient d'apprécier les preuves supplétives qui pourront être fournies pour juger les demandes des époux en prélèvement de leurs apports respectifs » (1).

Voyons quel usage les tribunaux ont fait de leur pouvoir.

b) *Inventaires sociaux*. — Il a été jugé que « si, au moment du mariage, le mari était intéressé dans une maison de banque, dont les bénéfices s'établissaient à la fin de chaque année, on pouvait reconnaître que, malgré le silence gardé par le mari dans le contrat de mariage, quant à l'existence et à l'importance des bénéfices acquis alors, il n'y avait pas renoncé et que ces bénéfices constituaient un propre, dont la valeur pouvait être fixée par appréciation des inventaires sociaux » (2).

(1) Cass. Req., 3 août 1831. D. 1831. 4. 285; Cass., 20 juillet 1864. D. 1865. 4. 66.

(2) Cass., 30 juillet 1872. S. 1872. 4. 326.

De même, l'on pourrait admettre, comme établissant d'une manière suffisante entre les époux la consistance du mobilier existant lors du mariage, un état signé des parties, soit un acte de partage dressé à une époque voisine du mariage.

c) *Actes sous seing privé.* — Entre époux, sauf le cas de dol ou de fraude, un acte sous seing privé, émanant du mari, a « le caractère d'une preuve juridique suffisante pour constituer à la demanderesse un titre de créance propre à justifier sa réclamation » (1).

Un acte de partage d'une succession, à laquelle le mari était appelé avant le mariage, servirait de justification au prélèvement en nature des meubles ainsi individualisés (2).

d) *Etat dressé après la célébration du mariage.* — La preuve des apports mobiliers peut-elle être faite par état dressé même après la célébration du mariage ?

Par exemple au moyen d'un inventaire ou état signé des deux époux et constatant que le mari possédait, au moment du mariage, telle somme d'argent. On l'admet,

(1) Cass., 8 juillet 1877. D. 1877. 4. 37.

(2) Les règles ci-dessus établies au sujet de la preuve des apports mobiliers entre époux, ne sont pas applicables au cas où l'un des époux est créancier de l'autre du chef de l'auteur dont il a recueilli la succession. La preuve s'effectuera alors selon les règles ordinaires de la preuve des obligations et non pas selon les règles spéciales aux reprises matrimoniales. Cass., 29 novembre 1853. D. 1854. 4. 89. S. 1854. 4. 461. Guillouard, II, n° 1490.

cette preuve ne peut être contestée à raison seulement de sa date par les héritiers de la femme, sauf à eux à contester la sincérité de cet état à l'aide de présomptions résultant des circonstances de la cause.

Cet acte est l'équivalent de l'état en bonne forme de l'article 1499, dit la Cour de Poitiers, 15 novembre 1865(1), car cet article n'exige point comme condition de validité de l'état qui peut suppléer l'inventaire, qu'il ait été dressé avant la célébration ; il ne résulte expressément ou virtuellement d'aucune disposition de la loi que, pendant la durée de l'union conjugale, la femme n'ait point capacité suffisante pour reconnaître, au profit du mari, la nature et l'importance des objets mobiliers, qui pouvaient appartenir à ce dernier au moment où elle a été contractée.

B. Preuves non recevables.

Cependant, il ne faudrait point croire que toute preuve soit recevable et que les règles ordinaires de preuve, qui restreignent tant la preuve testimoniale que celle qui résulte de présomptions (articles 1341 et 1347) cessent d'être applicables à la preuve des apports entre époux.

La Cour de cassation s'est prononcée nettement sur ce point dans son arrêt du 20 août 1884.

« Attendu que si l'article 1499 ne reçoit une application

(1) D. 1866. 2. 68. S. 1866. 2. 198.

littérale et rigoureuse qu'à l'égard des créanciers et que si, entre les époux, la loi n'a pas entendu établir une présomption *juris et de jure*, ni interdire de suppléer au défaut d'inventaire ou d'état en bonne forme du mobilier par d'autres preuves dont l'appréciation appartient aux tribunaux, *l'administration de ces preuves n'en est pas moins soumise au droit commun*, sans autre exception que celle qui résulte de l'article 1504 au profit de la femme ; attendu en fait que C... offrait de prouver par témoins que le mobilier garnissant la maison de P.. existait et était sa propriété au moment du mariage, mais qu'il ne rapportait aucun titre et ne justifiait pas qu'il fût dans aucun cas d'exception justifiée par la loi (1). »

Il faut un acte écrit, et ni le mari, ni la femme ne peuvent recourir à la preuve par témoins (2), ni surtout par commune renommée, en ce qui concerne le mobilier possédé au moment du mariage.

La commune renommée est un mode de preuve tout exceptionnel, il est impossible d'en concéder par analogie l'exercice même à la femme, en dehors des cas où la loi l'a formellement autorisé. Les textes, qui le lui accordent,

(1) D. 1885. 1. 372. S. 1885. 1. 426. Cass. Req., 22 juillet 1889. D. 1890. 1. 421. S. 1893. 1. 405. Orléans, 26 mars 1897. *France Judiciaire*, 1897. 2. 250.

(2) La femme munie d'un commencement de preuve par écrit, peut administrer par témoins la preuve de la consistance du mobilier non inventorié qui se trouvait garnir, au jour du mariage, une maison à elle propre.

doivent être interprétés restrictivement (art. 1415, 1442 et 1504) (1).

§ 2. Des reprises exercées par les héritiers du conjoint. De la preuve tant à l'égard des tiers qu'à l'égard du conjoint survivant.

Les héritiers du conjoint doivent, d'après la jurisprudence, être assimilés à l'époux et obligés de fournir les mêmes preuves qui lui sont imposées. C'est qu'en effet, les héritiers ne sauraient avoir plus de droits que leur

(1) Paris, 3 avril 1884. S. 1884. 2. 420. On a essayé de soutenir le contraire (Rodière et Pont, II, n° 1273). On se base d'abord sur un passage de Pottier (*Traité de la Communauté*, n° 300). « Lorsqu'il n'y a aucun acte, par lequel on puisse justifier la qualité du mobilier que les conjoints ou l'un des conjoints avaient lors du mariage, on en admet la preuve par commune renommée : on laisse à la discrétion du juge, de fixer, sur les enquêtes faites de la commune renommée, la quantité de ce mobilier. » On ajoute encore qu'il serait dur de déclarer sans effet, sous prétexte de défaut d'inventaire, des clauses loyalement arrêtées entre les époux.

A quoi l'on peut répondre que cette théorie de Pothier a été écartée par l'article 1499 qui exige un inventaire ou état en bonne forme, et ne se contente pas de la commune renommée.

Il serait en outre bizarre que cet article, qui paraît limiter les modes de preuve, les admit tous au contraire, et surtout le plus dangereux, la commune renommée. Enfin, rationnellement, la loi a pu exiger ces preuves que les époux pouvaient se procurer facilement, et l'on évite ainsi tant les fraudes que les contestations entre les époux (Guillouard, n° 1484). La jurisprudence a repoussé l'opinion précitée.

auteur et ils ne peuvent dès lors être admis à une preuve qu'il ne pourrait faire lui-même.

Il a été jugé en ce sens que, le mobilier échu au mari pendant le mariage et non constaté par inventaire ou état en bonne forme est réputé acquêt; sans que ses héritiers, à moins qu'ils n'exercent un droit personnel, soient autorisés, pour établir la valeur et la consistance de ce mobilier, à suppléer à l'inventaire par la preuve testimoniale ou les présomptions ordinaires (1).

La solution paraît évidente; elle se tire fort simplement des principes. Cependant, il faut signaler que, si la question est résolue en ce sens par les arrêts, des auteurs ont prétendu, à tort, semble-t-il, que les héritiers du *mari* pouvaient, à la différence de celui-ci, être admis à prouver par témoins et même par commune renommée, la valeur du mobilier échu à leur auteur et non inventorié. Cette opinion se base sur ce que l'article 1504 s'exprime d'une façon différente dans ses deux paragraphes.

Il place la femme et ses héritiers pour la preuve du mobilier échu pendant le mariage sur la même ligne, tandis qu'il est muet sur les héritiers du mari.

On ajoute que cette différence a sa raison d'être, car si le mari a commis une faute en ne dressant pas l'inventaire, les héritiers n'ont rien à se reprocher à ce point de vue, et ils doivent pouvoir faire preuve par tous moyens de l'atteinte portée à leurs droits (2).

(1) Limoges, 3 août 1860; D. 1861. 2. 48. S. 1861. 2. 241.

(2) Rodière et Pont, II, 1268.

Cette opinion n'a pas recueilli beaucoup d'adhésions. Elle interprète les textes d'une façon trop étroite. Le législateur ne s'est pas expliqué formellement, mais la solution se supplée très facilement par un appel aux principes généraux, « les héritiers ne peuvent pas avoir plus de droit que leur auteur », et ils sont soumis aux mêmes exigences de preuve. La jurisprudence est en ce sens et la doctrine généralement aussi (1).

Cependant quelques auteurs estiment qu'une restriction doit être apportée au profit des héritiers *réservataires*. Tous les moyens de preuve seront recevables de leur part; c'est qu'en effet, ils n'agissent pas comme représentant leur auteur, mais en vertu d'un droit propre et personnel que la réserve leur confère. L'omission de l'inventaire n'a été peut-être qu'un moyen détourné pour excéder la quotité disponible. Il est de règle que l'atteinte portée à la réserve peut être prouvée par toute espèce de moyens. Toutefois, même pour les héritiers réservataires, on ne peut jamais les autoriser à user de la preuve par commune renommée. Cette preuve a un caractère trop exceptionnel pour être admise en dehors des cas où la loi l'autorise expressément : Or aucun texte ne l'accorde aux héritiers du mari (2).

(1) Guillouard, n° 1489. Laurent, XXIII, 486. Aubry et Rau, V, § 522, texte et note 19.

(2) Guillouard, II, 1489 *in fine*. Aubry et Rau, V, § 522. Texte et note 19.

Résumé. — En résumé, la jurisprudence adopte les solutions suivantes :

Quand des *tiers créanciers* sont en cause, tout meuble est réputé acquêt en vertu d'une présomption qui ne peut être contredite que par un inventaire ou un autre acte authentique, qu'il s'agisse d'une reprise en nature ou en valeur, que la reprise ait pour objet des biens possédés au jour du mariage ou advenus depuis.

En ce qui concerne les rapports *entre époux* ou leurs héritiers, la jurisprudence admet :

1° Que l'article 1499, en réputant acquêt le mobilier des époux existant lors du mariage ou échu depuis, n'établit qu'une présomption simple, susceptible d'être détruite par la preuve contraire ;

2° Cette preuve contraire est abandonnée à l'appréciation des tribunaux ;

3° Elle reste cependant gouvernée par le droit commun des articles 1344 et 1347 (preuve *écrite* en principe) ;

4° Cependant cette règle est adoucie en ce que le mari peut invoquer comme titres, les registres et papiers domestiques des parents, dont il a recueilli les successions ;

5° Pour le mobilier échu à l'épouse durant le mariage, celle-ci peut le revendiquer en nature et en réclamer la valeur à l'aide de tous les moyens de preuve, même la commune renommée (article 1504).

Tel est le système de la jurisprudence (1) ; il est simple, net et précis.

A ce mérite, il en joint un autre essentiel : concilier tous les intérêts en présence. N'est-il pas juste, en effet, et légitime que la loi se montre exigeante quand les intérêts des créanciers sont en jeu, et atténue ses sévérités quand le conflit se limite aux époux, puisque les fraudes ne sont à redouter que dans le premier cas. Et cependant ce système si simple et si pratique a soulevé des critiques au moins sur quelques points.

SECTION II

SYSTÈMES QUI REJETTENT LA DISTINCTION ADMISE EN JURISPRUDENCE

Trois systèmes refusent d'admettre la théorie de la jurisprudence :

1^o Celui de M. Laurent, qui est resté exclusivement personnel à son auteur ;

2^o Celui de M. Bufnoir, qui a été accepté par divers auteurs et même par quelques arrêts en petit nombre ;

(1) M. Labbé. S. 1876. 4. 7, admet cette distinction des époux et des créanciers en ce qui concerne la preuve des reprises.

3° Le dernier enfin, celui de M. Saleilles, qui a été développé en 1899-1900 à son cours de doctorat à la faculté de droit de Paris.

Exposons ces divers points de vue, nous en ferons l'examen critique dans le prochain chapitre.

§ 1. Système de M. Laurent.

Ce système n'a recueilli aucune adhésion (1).

Appliquant ici comme ailleurs sa méthode d'interprétation rigoureuse et exégétique, M. Laurent déclare qu'il faut s'en tenir strictement au texte de l'article 1499. Il ne parle que de l'inventaire et de l'état en bonne forme; c'est donc que la preuve des reprises mobilières ne sera jamais recevable d'autre manière. C'est une présomption légale qui n'admet aucune autre preuve contraire que celles strictement visées par le législateur dans l'article 1352.

M. Laurent écarte la distinction faite par la jurisprudence française, suivant que le conflit reste limité aux époux, ou met des tiers en cause. L'article 1499 se suffit à lui-même. Il est net, précis, impératif, et il doit régir la question de la preuve en matière de reprises, toutes les fois qu'il s'agit d'une communauté réduite aux acquêts.

(1) XXIII, n° 181.

La doctrine cherche en général à compléter cette disposition par d'autres textes de la communauté conventionnelle. M. Laurent n'admet pas cette manière de voir. C'est ainsi notamment qu'il se refuse à faire entrer en ligne l'article 1504. C'est un texte relatif à la clause qui exclut de la communauté le mobilier, en tout ou en partie, et non pas à la communauté d'acquêts.

Si donc la femme revendique sous la communauté d'acquêts, le mobilier échu pendant le mariage, la femme ne pourra pas user des preuves faciles prévues pour les clauses de réalisation dans l'article 1504. En effet, dit-il, le législateur lui-même ne permet pas cette extension puisque l'article 1499 ne distingue point, suivant qu'il s'agit du mobilier présent ou futur. Bien mieux, il repousse même cette distinction, car l'article 1499 répute acquêt le mobilier *existant lors du mariage* ou échu depuis, s'il n'a été constaté par inventaire ou état en bonne forme.

M. Laurent prétend que la jurisprudence a tort de voir, dans l'article 1499, une présomption légale de propriété en faveur de la communauté, car ce qui est visé par ce texte, c'est seulement une question d'apport ; il s'agit simplement de savoir si tels meubles ont été apportés par l'époux ou acquis à titre onéreux pour le compte de la communauté. Qu'un inventaire ne soit pas dressé et la preuve de cet apport faisant défaut, les époux ne peuvent reprendre leur mobilier, même si la valeur en est fixée par le contrat de mariage. La communauté ne doit récom-

pense en effet que si elle s'est effectivement enrichie aux dépens d'un époux, or le versement de l'apport ne peut être justifié que par un inventaire, lequel n'est pas représenté.

Si l'article 1499 ne doit pas être complété par d'autres articles empruntés aux dispositions réglementant les clauses autres que la communauté d'acquêts, on ne doit pas non plus l'étendre en dehors de ce régime. Aussi, en l'absence d'un texte exprès, les autres clauses de communauté conventionnelle resteront régies par les règles de preuves de droit commun.

Reste à déterminer ce qu'il faut entendre par inventaire et état en bonne forme, les deux seules preuves possibles des reprises mobilières. L'inventaire doit évidemment être authentique car l'intervention d'un notaire est nécessaire pour éviter toutes contestations sur la consistance du mobilier. Le même motif doit faire interpréter le mot « état en bonne forme » dans le sens « d'acte authentique ».

Ainsi donc, qu'il s'agisse de mobilier présent ou futur, de conflit entre les époux ou vis-à-vis de créanciers, jamais on ne pourra se contenter d'un acte sous seing privé, ou d'un acte de partage ou d'un compte de tutelle non notarié, ni à plus forte raison de la preuve par témoins ou par commune renommée.

Cette théorie étroite n'a rencontré aucun succès en doctrine : celle de M. Bufnoir a reçu un meilleur accueil.

§ 2. Système de M. Bufnoir.

Ce système appelé généralement ainsi n'a pas en réalité été créé par M. Bufnoir. On le trouve déjà dans un arrêt (1).

Mais M. Bufnoir a exposé et développé cette thèse dans toute son ampleur, soit à ses cours soit dans deux notes qui figurent au Sirey de 1885 et 1889 (2).

I. Idée générale de la théorie admise par M. Bufnoir.

Distinction qu'il propose.

Le système de M. Bufnoir part d'une distinction très nette. Tandis que la jurisprudence admet des modes différents, suivant qu'il s'agit des rapports des époux entre eux, ou avec les tiers, M. Bufnoir pose les termes de la distinction entre les reprises en *nature* et les reprises en *valeur*.

1^o Art. 1499. *Reprises en nature*. — L'article 1499 viserait les reprises en nature, c'est-à-dire la revendication des propres parfaits ; l'article 1504, les reprises en valeur

(1) Angers, 26 mai 1869. 2. 239.

(2) Sirey, 1885. 2. 25. 1889. 1. 465.

ou créances relatives aux propres imparfaits, et les deux textes s'appliqueraient aussi bien dans les rapports des époux entre eux que dans leurs rapports avec les tiers.

La seule question dont s'occupe l'article 1499, dit-il, c'est une question de *propriété*. Il s'agit de savoir, parmi les effets mobiliers confondus aux mains du mari, quels sont ceux qui sont restés propres aux conjoints, quels sont ceux qui au contraire appartiennent à la communauté.

L'article 1499 serait donc le pendant de l'article 1402 pour les immeubles. Ces derniers sont réputés communs, sauf preuve inverse à administrer de la part du conjoint réclamtant. De même pour les meubles, l'article 1499 établit une présomption de communauté, aggravée cependant par cette exigence que la preuve ne semblerait pouvoir être fournie que dans une certaine forme. Au reste, la preuve serait la même pour l'origine et l'identité du mobilier.

2^o *Article 1504. Reprises en valeur.* — L'article 1504 prévoit le cas où un époux a stipulé qu'il apportait du mobilier à concurrence d'une certaine somme, alors il s'agit d'une reprise en valeur au titre de créance.

En effet, dans tous les textes depuis l'article 1500, il n'est question que de *valeurs* qui sont entrées dans la communauté, et l'article 1504 tranche donc une question de reprise en valeur.

Pour appuyer la distinction entre les reprises en nature et en valeur, il invoque ce qui suit :

Dans l'article 1499, l'époux exerçant sa reprise comme propriétaire va *primer* les créanciers, on doit donc se montrer rigoureux pour la preuve.

Dans l'article 1504, l'époux étant créancier va *concourir* avec les créanciers, on peut donc se montrer plus facile pour la preuve.

Telle est l'idée générale de son système. Voyons-en les développements.

II. Développement de ce système.

M. Bufnoir écarte d'abord l'article 1510, fondement de la thèse jurisprudentielle, puis il s'attache à déterminer la portée d'application des articles 1499 et 1504.

1^o *Rejet de l'article 1510.* — Suivant lui, l'article 1510 doit être écarté de toute cette discussion. Il règle les droits des créanciers antérieurs au mariage auxquels on oppose la clause de séparation de dettes, et d'autre part, les biens à l'égard desquels il prescrit l'inventaire sont ceux du conjoint, leur débiteur, tandis que, dans le cas de l'article 1499, il s'agit de constater par inventaire le mobilier dont on prétend les écarter.

« Il n'est question dans l'article 1510, que du *droit de poursuite* des créanciers des époux sur le mobilier qu'ils

possèdent en commun, et des conditions auxquelles l'un des époux est admis à revendiquer comme lui appartenant, les meubles saisis par les créanciers de l'autre. L'article 1510 est donc étranger à la question qui nous occupe (1). »

L'article 1510 traiterait une question de *poursuite* et non une question de reprises. Donc ce ne serait pas, comme le dit la jurisprudence, le complément naturel de l'article 1499, il prévoirait une situation toute différente.

Examinons, en effet, ce texte de l'article 1510 : « La clause, par laquelle les époux stipulent qu'ils payeront séparément leurs dettes personnelles, les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté, réciproquement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté à la décharge de celui des époux qui en était débiteur.

Cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inventaire ou non ; mais, si le mobilier, apporté par les époux, n'a pas été constaté par un inventaire ou état authentique antérieur au mariage, les créanciers de l'un et de l'autre des époux peuvent, sans avoir égard à aucune des distinctions qui seraient réclamées, poursuivre leur paiement sur le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté.

Les créanciers ont le même droit sur le mobilier qui serait échu aux époux pendant la communauté, s'il n'a

(1) Aubry et Rau, III, p. 220, § 264 *ter*, note 17.

pas été pareillement constaté par un inventaire ou état authentique. »

L'article 1510 déclare que la clause de séparation de dettes oblige les époux à se faire respectivement raison des dettes que la communauté aurait payées à la décharge de l'un d'eux, et que cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inventaire ou non.

« Le droit à la récompense, dit M. Bufnoir, existe donc même en l'absence d'inventaire, ce qui implique le droit d'en poursuivre le paiement sur les biens du conjoint débiteur, en concours avec les autres créanciers ou par préférence, si le conjoint créancier est la femme et qu'elle soit dans les conditions voulues pour se prévaloir de son hypothèque. La suite de l'article 1510 ne dit rien de contraire, et le droit qu'il reconnaît aux créanciers « sur le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté », en quelque sens qu'on veuille l'entendre, n'implique aucune restriction à celui de l'un ou de l'autre des conjoints considéré comme créancier d'une récompense ; il y a là deux droits qui se concilient sans peine, et le seul fait qu'ils sont consacrés parallèlement montre qu'ils ne sauraient s'exclure (1). »

De même, les articles 1414 et 1415, réservent à la femme son droit à récompense, tout en tirant au profit des créanciers des conséquences légitimes du défaut d'inventaire » (2).

(1) Bufnoir. S. 1889. 1. 465.

(2) Ce texte détermine la façon dont la femme appelée à une suc-

Ici, comme dans l'article 1510, le droit à récompense, la créance de la femme est le correctif équitable et nécessaire de la mesure édictée pour la protection légitime des créanciers.

L'article 1510 vise donc uniquement les créanciers exclus de la communauté antérieurs au mariage, qui n'ont jamais été des créanciers communs, puisqu'il y a séparation de dettes.

Mais leur gage initial, le mobilier présent devenant commun, la loi, par faveur, les autorise à poursuivre sur ces biens le payement de leur créance (1).

Une fraude était à redouter : une collusion des époux prétendant que les meubles saisis étaient acquêts, afin de réduire les garanties que la loi accorde aux créanciers ; aussi pour déjouer ce calcul possible, le Code exige une preuve par inventaire ou état authentique ; à défaut de quoi les créanciers auront action sur tous les biens de la communauté et du mari.

Donc opposition nette entre ces créanciers antérieurs et ceux de la communauté. Il y a un système de preuves exceptionnel lorsqu'il s'agit de créanciers dont la communauté a pris le gage, et la situation est différente de celle

cession est admise à prouver la consistance du mobilier héréditaire ; lorsque le mari n'a pas fait d'inventaire, elle peut user de tous les moyens de preuve, même la commune renommée, pour poursuivre sa récompense de droit.

(1) Gouyon, p. 146.

des créanciers qui ont contracté avec le mari et sont devenus créanciers de la communauté.

2^o *Reprises en nature. Sphère d'application de l'article 1499.* — Au point de vue des conditions d'application de l'article 1499, ces conditions sont générales en ce qui concerne les personnes, mais sont spéciales en ce qui concerne la nature de l'action, puisqu'il ne s'agit que de la reprise en nature.

L'article 1499 se référant exclusivement à une question de *propriété*, requiert une preuve suffisante pour la constatation de l'identité de l'objet. La loi prend plus de précautions que dans l'article 1504, parce que l'exercice du droit de revendication est plus nuisible aux créanciers que celui de l'hypothèque légale et parce que, d'autre part, l'exagération des propres est plus à craindre que celle des reprises en valeur (1).

Contre la jurisprudence, M. Bufnoir objecte que l'article 1499 indique très nettement deux procédés de preuve pour écarter la présomption d'acquêt : inventaire et état en bonne forme.

Tout état en bonne forme est donc suffisant pour combattre la présomption dont il s'agit. Et cette force probante existe sans distinction entre les rapports entre époux et ceux vis-à-vis des créanciers.

(1) Fuzier-Hermann, *Répertoire*. V. *Contrat de mariage*, nos 2641 à 2645.

Dans l'article 1499, par état de bonne forme, M. Bufnoir entend non plus un acte authentique, comme le fait la jurisprudence en complétant l'article 1499 par l'article 1510, mais un simple état descriptif et détaillé, même sous seing privé.

M. Bufnoir admet aussi, par exemple, que si la femme apporte en dot ses droits indivis dans une succession mobilière *non inventoriée*, le partage fait pendant la communauté, avec la présence du mari, fixe le montant de la reprise contre le mari, et assure en même temps à sa créance le bénéfice de l'hypothèque légale d'une manière absolue, ou sous réserve de la date certaine, si l'article 563 intervient.

De même, pour une succession mobilière échue au cours de la communauté, que le mari a omis de faire inventorier, la preuve même par commune renommée est recevable et suffit pour lui assurer la garantie hypothécaire, toujours sous réserve de l'article 563.

De même encore, sera suffisante la constatation d'une créance par un billet sous-seing privé ayant date certaine antérieure au mariage, ou encore des actions au porteur, si la femme prouvait sa propriété antérieure au mariage, au moyen de papiers portant les numéros de ces titres (1).

Mais s'il faut se montrer assez large dans l'interprétation de l'article 1499 cependant il importe de se garder d'un

(1) Petiet, n° 106 et 107.

extrême et d'admettre toute preuve quelle qu'en soit la nature. Jamais la preuve par témoins ne serait recevable, même si elle était soutenue d'un commencement de preuve par écrit. C'est qu'en effet les mots « état en bonne forme » de l'article 1499 ne peuvent viser qu'une preuve spéciale, écrite.

L'article 1499 conserve donc une certaine rigueur, mais il ne s'applique qu'aux reprises en nature, sans distinguer du reste encore une fois si elle s'exerce dans les rapports des époux entre eux ou dans leurs rapports avec les créanciers.

M. Bufnoir déclare que les textes n'autorisent pas à appliquer la distinction jurisprudentielle et à soumettre la preuve de la femme aux dispositions rigoureuses de l'article 1499 interprété par l'article 1510, quand elle ne prétend pas *revendiquer* comme propres des effets mobiliers dont elle aurait conservé la propriété.

3° *Reprises en valeur.* — a) *Sphère d'application de l'article 1504.* — La femme doit être considérée comme créancière de son mobilier propre toutes les fois que la propriété de ce mobilier est perdue pour elle, non seulement quand la communauté en est devenue propriétaire à charge de récompense par l'effet régulier des conventions matrimoniales, mais même quand elle n'a réalisé cette acquisition que grâce à une faute comise par le mari, telle que l'omission de l'inventaire. Dans ce cas, la femme trouve le principe de son action contre la communauté

dans la faute commise par son mari administrateur de ses biens et cette action est garantie par l'hypothèque légale.

Il est conforme à la raison de se montrer moins sévère à l'égard de la femme, quand elle n'invoque qu'un droit de créance et non un droit de propriété. Elle est, durant le mariage, dans l'impossibilité morale d'exiger de son mari l'accomplissement des formalités qui garantissent ses intérêts d'une manière absolue, on doit lui en tenir compte lorsque la fraude aux droits des tiers est moins à craindre et le préjudice qu'ils peuvent souffrir plus limité (1).

Les intérêts sont sauvegardés, si l'on applique l'article 1504 aux reprises en valeur.

Or si l'article 1510 doit être mis hors de cause, l'article 1504 est applicable à la communauté d'acquêts quand le mari ou la femme réclame une reprise en valeur, puisque ce texte vise le cas où un époux prêteur exerce une reprise *en valeur* à raison du mobilier qui a été par lui versé à la communauté en cas de clause de réalisation.

La place dans le Code de l'article 1504 s'explique ainsi:

(1) Massigli, *Revue critique*, 1888, p. 657. Cpr. Caen, 24 mars 1890. D. 1890. 2. 217. « Attendu que la femme est une incapable qui n'a même pas le droit d'agir dans ses intérêts et à laquelle la loi accorde une protection spéciale, que l'article 1414 oblige expressément le mari à dresser inventaire des valeurs échues à sa femme, qu'il est inadmissible que, sans faute aucune de sa part, alors qu'aucune fraude n'est alléguée, la femme fût privée des garanties attachées en général à ses créances, et qu'elle fût traitée plus rigoureusement que tout autre créancier et placée en dehors du droit commun. »

Il est inséré dans les dispositions relatives aux clauses de réalisation indirecte, parce que les époux s'y présentent toujours comme créanciers, et non à propos de la communauté d'acquêts où il y a surtout lieu à des reprises en nature.

Quand la femme est créancière de ses reprises, déclare M. Bufnoir, alors même que le conflit s'élève vis-à-vis des créanciers, elle peut faire preuve, par la commune renommée, du mobilier successoral non inventorié, à moins que l'article 563 du Code de commerce, ne lui soit opposable au cas de faillite du mari. L'article 1504, en effet, ne porte aucune trace de distinction et il peut recevoir son application que la femme soit en conflit avec le mari seul ou avec les créanciers de celui-ci.

La femme pourrait même user de son hypothèque légale pour l'exercice de son droit de reprise ainsi établi.

La femme, qui a le droit d'exercer une reprise en valeur à titre de créancière, jouit donc de certaines facilités de preuve qui ne lui sont pas offertes quand elle se présente comme propriétaire pour exercer une reprise en nature de son mobilier.

« L'article 1510, dût-on lui donner la signification que lui attribuent les monuments de la jurisprudence et la généralité des auteurs, ne subordonnerait à la représentation d'un inventaire que l'action tendant à soustraire à la saisie des créanciers du mari des effets mobiliers dont la femme serait demeurée *propriétaire* et dont il lui faudrait démontrer également et l'origine et l'identité. Mais

il est manifestement étranger au cas où la femme, sans contester sur aucun bien, même provenant de ses apports, le droit de saisie des créanciers du mari ou de la communauté, se bornerait à se prétendre *créancière* d'une valeur qu'elle a mise dans la communauté, en s'en réservant la reprise. » A ce point de vue, ni l'article 1499, ni l'article 1510 ne peuvent être invoqués pour limiter les moyens de preuve dont elle peut user, car la question rentre alors dans le domaine exclusif de l'article 1504. Cet article vise le cas spécial d'une clause d'apport impliquant réalisation tacite du mobilier non compris dans cet apport, et assurant au conjoint une reprise non pas en nature, mais en valeur de cette portion (article 1503). Ici, il n'y a que des propres imparfaits, la communauté étant devenue propriétaire de tous les meubles, et chaque époux ayant seulement « le droit, dit l'article 1503, de reprendre et de prélever lors de la dissolution de la communauté, la valeur de ce dont le mobilier qu'il a apporté lors du mariage, ou qui lui est échu depuis, excédait sa mise en communauté ».

La preuve à faire porte alors, non plus sur l'identité de tels ou tels biens mobiliers, mais sur la consistance en actif ou en passif d'une masse mobilière versée en fait dans la communauté, pour assurer en argent la reprise du conjoint : « L'article 1504 organise la preuve à faire pour l'exercice du droit de reprise dans les termes de l'article 1503. »

Donc l'article 1504 n'envisage que la preuve à fournir

au cas de reprise en deniers, il ne fait allusion qu'aux reprises en valeur et il s'applique toutes les fois que les reprises ont ce caractère.

Or, qu'il s'agisse du mobilier apporté par la femme au moment du mariage ou échu depuis, M. Bufnoir estime que la preuve de l'article 1504 vaut contre tout le monde : créanciers ou conjoint.

Par rapport au mari, l'article 1504 exige un inventaire ou du moins un acte propre à justifier de la consistance ou valeur de ce mobilier. Mais par rapport à la femme, il lui accorde une complète liberté de preuve, même par commune renommée. Et cette preuve large et facile, elle pourrait en user tant contre le mari que contre les créanciers, même lorsqu'elle invoque son hypothèque légale.

La Cour de cassation ne donne de valeur à l'article 1504 que dans les rapports des conjoints entre eux. C'est une chose singulière et difficilement admissible, dit M. Bufnoir, qu'un droit de créance, qui, reconnu à l'égard du débiteur, ne pourrait pas être invoqué (hors le cas de fraude prouvée), à l'égard des autres créanciers du débiteur commun (1).

« Comment expliquer en bonne justice qu'on refuse à la femme le bénéfice du droit commun et qu'on l'assujétisse à des conditions de preuve plus rigoureuses que les autres créanciers pour l'admettre à concourir à la masse comme créancière chirographaire. »

(1) S. 1889. 1 463.

Que la femme soit privée de la propriété de ses apports en l'absence d'inventaire omis par la faute du mari, c'est déjà fort rigoureux, mais si l'intérêt de la protection des tiers justifie cela, du moins faut-il, pour ne pas être injuste, réserver le recours de la femme contre son mari, recours qui sous la forme d'une action en reprise n'est au fond qu'une action en indemnité, à raison de la faute dont le mari s'est rendu responsable dans la gestion des biens de sa femme (4).

L'interprétation de l'article 1504 élucide le sens de l'article 1499. Ce texte n'est point aussi général qu'on se le figure au premier abord : il ne vise qu'une question de propriété et s'applique au cas de reprise en nature contre la masse de la communauté. Sa présomption est bien absolue, mais n'existe qu'au cas de revendication par l'un des époux.

Aucune antinomie donc entre les articles 1499 et 1504, car les deux textes ont chacun leur sphère d'application bien nette et distincte : reprise en *nature* ou en *valeur*.

Dès lors le système de la jurisprudence a tort de distinguer selon que le débat met en conflit les époux entre eux, ou l'un des époux et les tiers.

b) *Bases de justification distinctes pour les reprises en valeur. Opinions divergentes de M. Bufnoir.* — Une reprise en valeur peut avoir deux bases de justification distinctes, ou un apport initial d'objets individualisés

(4) Planiol. D. 1890. 2. 217.

(*apport en propriété*), ou un apport initial en deniers (*apport en valeur*).

Supposons qu'un époux, la femme, renonce à exercer la reprise en nature, faute de preuve suffisante, et demande à en retirer la valeur en argent, usant alors de preuves plus faciles.

La femme aurait dû fournir en principe un inventaire pour retirer les objets en nature, et parce qu'elle a demandé la valeur, c'est-à-dire la réclame par voie hypothécaire, ce qui peut parfois revenir au même, on lui permettrait d'utiliser tous moyens de preuve.

Est-ce admissible? M. Bufnoir a sur ce point spécial soutenu les deux opinions :

Dans sa note de 1885, M. Bufnoir admettait que, lorsque la reprise en valeur exige d'abord la preuve d'apports en propriété, cette preuve ne pourra se faire que par les moyens admis pour la preuve en nature.

Voici comment il apportait à sa doctrine cette restriction. Il déclarait que la Cour de cassation n'avait pas, jusque-là, fait l'application de la distinction entre les conjoints et les tiers relativement à la preuve, dans le cas où la femme, en présence de la faillite de son mari, ne fonde pas sa réclamation sur un droit de propriété.

L'auteur prétendait que les arrêts antérieurs (19 juin 1855, 30 juillet 1872 (1), appliquant littéralement l'article 1499

(1) S. 1855. 4. 506 et 1872. 4. 326.

pour régir la preuve à l'égard des créanciers n'avaient en vue qu'un débat sur la propriété.

Restait cependant l'arrêt du 16 janvier 1877 (1), déniaut à la femme le droit de se présenter comme créancière, faute de prouver son apport selon l'article 1499.

Dans l'hypothèse de l'arrêt de 1877, dit-il, la réclamation de la femme, bien que se traduisant sous forme d'un droit de créance, avait en réalité son fondement sur l'affirmation d'un droit de propriété. La femme reprochait aux syndics d'avoir aliéné des biens mobiliers qui lui auraient appartenu d'après le contrat de mariage, et elle leur demandait de leur en restituer le prix. Elle ne pouvait réussir qu'à la condition de prouver, conformément à l'article 560, Code comm., qu'elle en était propriétaire (2).

Généralisant, M. Bufnoir admettait que, si la femme se prétendait créancière de la reprise du prix d'un meuble propre parfait, elle ne serait recevable à exercer de ce chef son hypothèque légale qu'à la condition de prouver d'abord, dans les termes de la loi, que ce mobilier lui était demeuré propre.

Tel est le tempérament qui limitait la théorie de M. Bufnoir. Mais l'auteur même, dans une nouvelle note (3), a déclaré qu'il abandonnait ce tempérament

(1) S. 1877. 1. 169.

(2) Bufnoir, note S. 1883. 2. 28 *in fine*. L'interprétation donnée à l'arrêt du 16 janvier 1877 n'a pu tenir devant l'arrêt du 22 novembre 1886, cassant l'arrêt de Dijon, du 4 février 1884 dont M. Bufnoir approuvait et s'efforçait de justifier la doctrine.

(3) S. 1889. 1. 463 *in fine*.

« après mûre réflexion, dit-il, ce tempérament me paraît impliquer une certaine contradiction avec la donnée fondamentale de la thèse elle-même ».

Partout où la reprise se fera en valeur, la femme pourra user des preuves larges de l'article 1504 que la reprise ait lieu entre époux ou contre les créanciers, qu'elle soit fondée sur un propre parfait ou imparfait ; qu'elle ait sa base dans un apport initial ou dans un apport échu au cours du mariage (1).

4^e Argument tiré des articles 560 et 563 Code de commerce. — Il y a donc d'un côté la preuve des reprises en nature, de l'autre, celle des reprises en valeur. La distinction proposée est fortifiée par la comparaison avec les textes du Code de commerce, articles 560 et 563. Ces dispositions, en effet, règlent indistinctement la revendication par la femme de ses effets mobiliers (article 560), et le cas où elle invoque son hypothèque légale pour la garantie de la reprise qu'elle exerce comme créancière (article 563).

Or, précisément, les preuves sont différentes dans les deux cas.

L'article 563 se montre plus exigeant que le droit commun, mais seulement dans certaines conditions déter-

(1) Lebrun et Pothier admettaient toujours la femme à faire preuve par commune renommée ; la doctrine de M. Bufnoir, l'autorise aussi d'abord entre les époux, ensuite même dans les rapports avec des créanciers, lorsque la femme invoque son hypothèque légale.

minées où il faut alors la date certaine de la quittance donnée par le mari ; ces conditions tiennent à l'époque où le mari a embrassé la profession commerciale, en dehors de ces conditions il n'est pas question de preuve spéciale (1).

S'il s'agit de reprises de la femme d'un commerçant l'article 563 contient une disposition exceptionnelle et rigoureuse, motivée par les dangers de fraude : la femme est toujours créancière du mobilier à elle échu pendant le mariage, à titre de succession ou donation, et sa

(1) Art. 560: « La femme pourra reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat de mariage, ou qui lui sont advenus par succession, donation entre-vifs ou testamentaire, et qui ne seront pas entrés en communauté, toutes les fois que l'identité en sera prouvée par inventaire ou tout autre acte authentique.

« A défaut par la femme, de faire cette preuve, tous les effets mobiliers tant à l'usage du mari qu'à celui de la femme, sous quelque régime qu'ait été contracté le mariage, seront acquis aux créanciers, sauf aux syndics à lui remettre, avec l'autorisation du juge commissaire, les habits et linges nécessaires à son usage. »

Art. 563. « Lorsque le mari sera commerçant au moment de la célébration du mariage, ou lorsque n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, il sera devenu commerçant dans l'année, les immeubles qui lui appartiendraient à l'époque de la célébration du mariage, ou qui lui seraient advenus depuis, soit par succession, soit par donation entre-vifs ou testamentaire, seront seuls soumis à l'hypothèque de la femme :

« 1^o Pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apportés en dot, ou qui lui seront advenus depuis le mariage par succession ou donation entre-vifs ou testamentaire et dont elle prouvera la délivrance ou le paiement par acte ayant date certaine ; 2^o pour le remploi de ses biens aliénés pendant le mariage ; 3^o pour l'indemnité des dettes par elle contractées avec son mari. »

créance est garantie par l'hypothèque légale, mais à la condition que la délivrance ou le paiement des objets mobiliers soit établi par un acte ayant date certaine, authentique ou non.

La loi des faillites permet plus facilement à la femme de se présenter comme créancière (article 563), munie de son hypothèque légale que comme propriétaire exerçant une revendication pour soustraire à la masse une part d'actif (article 560) (1).

Dira-t-on que les articles 560 et 563, qui font cette distinction nette des reprises en nature et en valeur sont des textes spéciaux, écrits pour la faillite et qu'il ne faut pas étendre au droit civil? Mais ces articles en réduisant notablement les droits que la femme possède, de droit commun, permettent par cela même de déterminer la situation qui lui serait faite à l'état normal.

En dehors de ces conditions spéciales de l'article 563, la femme est régie par le droit commun de l'article 2121, qui lui confère hypothèque légale pour ses droits et créances contre son mari.

C'est seulement quand il s'agit du rang, qu'il peut être question d'une preuve spéciale à l'égard des créanciers : la date de l'acte doit être certaine alors.

Mais cette question de rang mise à part, la qualité de créancière acquise à la femme entraîne, si la loi ne dit pas le contraire, comme dans l'article 563, le bénéfice de

(1) Planiol. D. 1890. 2. 217.

l'hypothèque légale, ce qui n'a de sens qu'à l'égard des tiers.

Au surplus, l'article 2135 dit que la créance de la femme et l'hypothèque légale qui la garantit, datent du jour de l'ouverture des successions à elle échues, par conséquent *avant* tout inventaire ou acte en bonne forme qui ne peuvent être établis que plus tard. Donc elle peut prouver par tous moyens.

5° *Argument historique.* — On a encore dit que la distinction des reprises en deniers et en nature, l'une prévue par l'article 1504, l'autre par l'article 1499, jetait une vive lumière sur l'historique de la question, et expliquait comment le législateur du Code civil paraît s'être écarté ici de son guide habituel, Pothier. Il ne s'en écarte pas, à vrai dire, il le complète seulement. En effet, dans l'ancien droit, il n'y avait que des propres imparfaits, donc des reprises en valeur, et les solutions des auteurs, Pothier et Lebrun, qui ne visaient naturellement que cette hypothèse, ont été conservées par l'article 1504 (1).

Mais le Code civil ayant admis la possibilité de propres parfaits, s'est trouvé conduit à admettre des reprises en nature de ces meubles ainsi individualisés et il a pu légitimement se montrer plus rigoureux pour la preuve de ces reprises qu'il venait ainsi de créer, sans

(1) Gouyon, p. 143.

abandonner en rien l'ancien droit, qui n'avait jamais statué sur ce point.

Il n'est pas sans intérêt de noter que cette explication historique a été produite par l'arrêt de la Cour de Caen du 24 mars 1890 (1), l'un des arrêts dissidents de la jurisprudence. La Cour commence par distinguer les reprises en nature et en valeur, puis elle ajoute : « Attendu que s'il s'agit de la revendication de meubles, l'article 1499 est applicable; que cet article a eu pour but unique de régler une question de propriété en modifiant la législation antérieure; qu'avant le Code civil dans les pays de communauté, ainsi que l'atteste Pothier, la clause de réalisation qui avait pour effet d'exclure de la communauté, les biens mobiliers échus pendant le mariage de succession et de donation, ne créait jamais un droit de propriété autorisant la revendication des meubles en nature, mais une simple créance de reprise contre la communauté, dans laquelle les meubles réalisés réputés acquêts, s'étaient confondus; que le Code civil innovant, a voulu, au contraire, consacrer un droit de propriété; qu'il y a mis une condition, celle d'une justification par inventaire ou état en bonne forme, à défaut de cette justification connue sous la coutume de Paris, le mobilier est réputé acquêt avec les conséquences de droit... »

(1) S. 1890. 2. 134. D. 1890. 2. 217.

III. Sort du système de M. Bufnoir.

1^o *En doctrine.* — La solution préconisée par M. Bufnoir avait été aussi proposée par MM. Aubry et Rau : « La femme se présentant, non comme propriétaire de meubles saisis sur son mari, mais comme créancière de ce dernier, doit être admise à justifier de sa créance, au regard d'autres créanciers, par tous les moyens à l'aide desquels elle peut l'établir vis-à-vis du mari lui-même (1). » Donc en l'absence d'inventaire, elle peut en justifier le montant à l'égard des créanciers par témoins ou même par commune renommée.

Notre éminent maître, M. Guillouard, donne la préférence, dans ce débat, au système de M. Bufnoir : « L'argumentation si juridique et si saisissante de M. Bufnoir nous a convaincu, et nous croyons que la femme n'a pas besoin d'inventaire ou d'état authentique même vis-à-vis des tiers, lorsqu'elle invoque non pas un droit de propriété sur certains objets, mais une créance résultant de ses apports, ou des successions et donations par elle recueillies (2). »

D'autres auteurs ont aussi suivi la même doctrine (3).

(1) Aubry et Rau, III, p. 220, § 264 *ter*, note 17. L'arrêt de la Cour de cassation du 18 janvier 1877, qui consacre la doctrine opposée, fut rendu sur le rapport de M. Rau (S. 1877. I. 169).

(2) Guillouard, *Contrat de mariage*, III, n^o 1481.

(3) Massigli, *Revue critique*, 1888, 657. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. II, n^o 1306.

2° *En jurisprudence.* — La même distinction admise par M. Bufnoir a été acceptée par certaines Cours d'appel.

Voici d'abord un arrêt de la Cour d'Angers du 26 mai 1869, qui pose nettement cette distinction.

« Attendu que, suivant les dispositions des articles 1499 et 1510, combinés avec l'article 1415, lorsque la femme, même après avoir renoncé à la communauté d'acquêts, prétend exercer *en nature* la reprise du mobilier qui lui est échu durant le mariage, elle ne peut, au regard des tiers, en prouver l'identité autrement que par un inventaire, un état en bonne forme ou un acte authentique; mais que ces dispositions spéciales, édictées comme conditions d'un privilège sur les autres créanciers, et destinées à prévenir un concert frauduleux entre les époux, ne sont plus opposables à la femme lorsqu'elle se présente comme simple *créancière chirographaire*, que les articles 1415 et 1504 autorisent la femme à prouver par titres, par témoins et par commune renommée, la consistance du mobilier qui lui était échu au cours de la communauté; que cette faculté constitue le droit commun de la femme, en présence des héritiers, comme au regard des créanciers du mari, que pendant le mariage, elle ne peut contraindre son mari à faire inventaire; que les dons manuels ne comportent pas une preuve authentique, et que ses droits seraient paralysés si elle devait les établir au regard des tiers par un genre de preuve qu'elle n'a pu se procurer; que d'ailleurs, la loi sur la faillite, commentée par la ju-

risprudence, ne contient à cet égard aucune exception et qu'il est ainsi démontré que l'article 1504 est applicable même au regard des créanciers du mari....(1). »

La même solution a été donnée par la Cour de Dijon, sous l'arrêt de laquelle M. Bufnoir a inséré sa note de 1885. Quelle est la nature des preuves à exiger de la femme, mariée sous le régime de la communauté d'acquêts, lorsqu'elle vient comme créancière invoquant son hypothèque légale, exercer à l'encontre des créanciers de son mari, la reprise des apports mobiliers ? Telle est la question résolue par l'arrêt de Dijon (4 février 1884). La Cour décide en droit, que la preuve à faire par la femme à l'égard des créanciers n'est pas soumise à d'autres règles qu'à l'égard du mari.

Il s'agissait d'une femme, mariée sous le régime de la communauté d'acquêts venant exercer ses reprises dans la faillite de son mari, en tant que créancière avec la garantie de son hypothèque légale (2).

(1) Angers, 26 mai 1869. D. 1869. 2. 239. *Adde* : Dijon, 17 juillet 1874. Dalloz, sup. Vo *Contrat de mariage*, n° 985.

(2) Dans l'espèce soumise à la Cour de Dijon, la femme a été considérée comme ayant fourni preuve suffisante de ses apports au jour du mariage, bien qu'il n'y eut pas d'inventaire spécialement dressé *ad hoc*, parce que ses apports comprenaient seulement une certaine part d'une succession non encore liquidée, ni partagée; et en outre le compte d'administration qui devait lui être rendu par son père à compter du jour où la jouissance légale avait pris fin. Or la succession dont s'agit, se composait uniquement de deux autres successions, dont la consistance se trouvait établie par deux inventaires et par un acte de liquidation judiciaire. De même, le compte d'administration

Seulement, le mari n'était pas commerçant à l'époque du mariage et il ne l'était devenu que plus d'une année après. La question devait donc se résoudre uniquement d'après les règles du droit civil et abstraction faite des règles de l'article 563 du Code de commerce en ce qui concerne les restrictions apportées à l'exercice de l'hypothèque légale.

En ce qui concerne la reprise des valeurs mobilières provenant d'une succession échue pendant le cours de la communauté d'acquêt, aucun inventaire n'avait été dressé.

Il y avait seulement un acte de liquidation et partage, intervenu à une époque très rapprochée de l'ouverture de la succession, avec participation du mari, mais fait sous signatures privées et n'ayant pas reçu date certaine.

Dans ces conditions, la femme pouvait elle exercer la reprise contre les créanciers du mari?

La Cour de Dijon a donné une solution favorable à la femme :

« Attendu que lorsque la femme se présente comme créancière, lorsqu'elle ne réclame que la situation commune à tous les créanciers de son mari ; sauf l'application de l'hypothèque légale, qui dans un intérêt supérieur, est accordée pour sauvegarder, dans une certaine mesure, les droits

était constaté authentiquement par le contrat et ce compte ne portait que sur les revenus des successions dont la consistance était authentiquement constatée et le quantum en était fixé par acte ayant reçu date certaine par la mort de l'une des parties. Sur ce point, la note de M. Bufnoir. S. 1885. 2. 25.

des femmes mariées, on ne peut se montrer plus rigoureux à l'égard de l'époux qui ne lutte en réalité que pour éviter une diminution de patrimoine qu'à l'égard des autres créanciers, alors même que le mari est tombé en faillite.

Attendu, il est vrai, que les articles 1499, 1510 du Code civil et 560 du Code de commerce, exigent des preuves authentiques par inventaire ou état en bonne forme, mais seulement lorsque la femme réclame une situation privilégiée, *en revendiquant* en nature le mobilier qu'elle dit avoir été apporté par elle, soit au moment du mariage, soit par succession, donation entre vifs ou testamentaire, à elle advenues dans le cours de la communauté (1). »

Cet arrêt a été cassé le 22 novembre 1886 par un arrêt dont nous avons déjà relaté la teneur.

Signalons en dernier lieu l'arrêt de la Cour de Caen du 24 mars 1890 (2), arrêt qui n'a pas été déféré à la Cour suprême. Les termes de cet arrêt sont fort nets et intéressants à connaître.

« Attendu que pour apprécier les droits de la femme mariée à l'égard des tiers, il y a lieu de distinguer l'action en revendication par laquelle la femme réclame la *propriété* d'objets mobiliers, c'est-à-dire un droit exclusif, avec l'action que la femme exerce comme simple *créancière* et pour laquelle elle vient sur le mobilier en concours avec les créanciers du mari, que cette distinction résulte

(1) Dijon, 4 février 1884. S. 1885. 2. 25.

(2) D. 1890. 2. 217. S. 1890. 2. 134.

clairement de la comparaison des articles 1415, 1499, 1504 du Code civil et des articles 560 et 563 du Code de commerce.

Attendu que l'article 1499 est muet en ce qui concerne les créances de la femme et qu'il n'avait pas à s'en préoccuper, alors que d'autres textes, dont c'est le but principal, règlent avec soin tout ce qui concerne l'exercice du droit de créance de l'un ou de l'autre des époux, les conditions différentes pour la femme et pour le mari, le mode de preuve et de recouvrement. Attendu que, faisant application de la règle écrite dans l'article 1499 à la femme du commerçant, l'article 560 du Code de commerce dispose de même qu'elle ne pourra reprendre en nature que le mobilier constaté par inventaire ou état authentique.

Attendu que lorsqu'il s'agit pour la femme d'exercer ses reprises comme simple créancière, c'est un cas tout différent prévu et régi par les articles 1415, 1504 et 2135 du Code civil qui autorisent dans tous les cas et sans distinction la femme à faire preuve de la valeur du mobilier par elle recueilli, en d'autres termes, du montant de sa créance, pour laquelle elle vient en concours avec les autres créanciers sur le mobilier, et qui, sur les immeubles, est garanti par l'hypothèque légale. »

Résumé du système. — En résumé, M. Bufnoir aboutit aux distinctions suivantes :

Quant aux reprises en *valeur*, les époux sont régis, en tout cas, par l'article 1504, et la femme pourra, le cas

échéant, user de tous les moyens de preuve, même la commune renommée, à moins que l'article 563 du Code de commerce ne lui soit opposable en cas de faillite du mari.

S'il s'agit d'une reprise en *nature*, l'article 1499 sera toujours applicable et l'on se conformera à ses dispositions en acceptant à défaut d'inventaire toute preuve offrant des garanties aussi sérieuses que l'inventaire, à moins que la faillite du mari n'impose l'application de l'article 560 du Code de commerce.

§ 3. Système de M. Saleilles.

Une nouvelle théorie a été proposée en 1899-1900 par M. Saleilles (1) en ce qui concerne la question de preuve des reprises mobilières.

I. Exposé général du système.

1^o *Rejet de la distinction admise tant en jurisprudence que par M. Bufnoir.* — M. Saleilles écarte à la fois et la distinction admise par la jurisprudence et celle qui fait le fond de la thèse de M. Bufnoir.

(1) Cette théorie a été exposée par M. Saleilles dans son cours à la faculté de droit de Paris, en 1899-1900. Elle est reproduite dans la thèse de M. Gouyon, p. 171 et s.

Il faut repousser toute distinction entre les preuves des reprises entre époux ou vis-à-vis des tiers, car cette théorie de la jurisprudence n'est pas contenue dans les textes du Code. L'article 1499, ni l'article 1504 ne font aucune distinction, et quant à l'article 1510, il doit être écarté du débat. Ce texte est relatif à la clause de séparation de dettes. « M. Bufnoir a fait remarquer avec beaucoup de justesse, dit-il, que l'inventaire qu'il prescrit uniquement afin de limiter le droit de poursuite des créanciers antérieurs du mariage, a trait aux meubles du conjoint, leur débiteur : quand on n'a pas inventorié ceux de la femme, ses créanciers peuvent poursuivre le mari sur tous les biens de la communauté et aussi sur ses apports personnels même régulièrement constatés. Cette disposition est donc étrangère à la question, et la théorie qui se fonde sur elle doit être repoussée. »

Mais il faut aussi rejeter la distinction de M. Bufnoir entre les reprises en nature et les reprises en valeur. Les articles 1499 et 1504 n'envisagent pas deux situations différentes, l'un se référant à l'hypothèse d'une action en revendication, l'autre envisageant le cas d'un époux qui se prétend créancier. L'article 1499 ne vise pas exclusivement les reprises en nature et l'article 1504 ne pose pas les principes généraux applicables à tous les cas de reprises en valeur.

2^o Article 1499. Règle générale. Article 1504 : Exception. — En présence de ces distinctions qui se combattent,

il n'y a qu'un seul parti à prendre ; interpréter les textes du Code tels qu'ils se présentent, et ne pas distinguer quand ils ne le font pas.

La vérité est, dit M. Saleilles, que le Code civil pose une règle commune à toutes les hypothèses, c'est l'article 1499 qui ne comporte aucune distinction. Puis il apporte une exception à la règle générale en ce qui concerne les meubles échus au cours du mariage, c'est l'article 1504.

Or cette exception ne se justifie ni par les intérêts en cause, comme le fait la jurisprudence, ni par le caractère des reprises, comme le déclare M. Bufnoir, mais seulement à raison de l'espèce en question, parce qu'il s'agit de successions échues à la femme, *durante matrimonio*, c'est-à-dire à une époque où elle n'a pas la possibilité de se ménager la preuve de son apport par elle-même, au refus de son mari.

Lorsqu'il s'agit de successions échues pendant le mariage, la femme peut faire la preuve par tous moyens, même par commune renommée, qu'elle exerce une reprise en nature ou en valeur, il n'importe. Il faut donc aller sur ce point au delà de M. Bufnoir qui n'admet ces preuves que quand la femme agit comme créancière ; elle pourra user de l'article 1504, même si elle veut reprendre en nature le mobilier de la succession. C'est qu'en effet, tout d'abord, le texte ne distingue pas, et d'autre part, il n'y a aucune raison de distinguer. Il serait absurde de lui refuser les facilités de preuve de l'article 1504 pour reprendre ses

meubles en nature. Ces meubles sont dans le patrimoine, et l'identité en peut être reconnue, en sorte que la preuve est plus facile à se procurer même que pour les reprises en valeur, où il en faut donner le détail et l'énumération du mobilier, afin de déterminer l'étendue de la valeur à reprendre.

M. Saleilles s'éloigne également de la jurisprudence et admet l'application de l'article 1504 que les reprises aient lieu entre époux ou à l'égard des créanciers. Sinon, la femme serait entièrement sacrifiée aux tiers, et ne serait pas assez protégée.

Si le but de la loi est de garantir la femme contre les négligences de son mari, dans les cas où elle n'a pu, par elle-même, se ménager la preuve de ses apports, on ne doit pas refuser cette protection dans le cas où elle se trouve en face de créanciers.

Au surplus, dit M. Saleilles, lorsque la femme veut exercer une reprise en valeur, contre la masse de la faillite, l'article 563 Code commerce, se contente d'un acte ayant date certaine. Or la loi se montre en général d'une grande rigueur en cas de faillite. C'est donc que la femme, en droit civil sera plus favorablement traitée, et précisément l'article 1504 du Code civil est bien en ce sens.

Entre les reprises en nature et les reprises en valeur, une distinction s'impose, à raison non pas des textes, mais des faits, *et de la nature même des choses*. Pour les reprises en nature, il y aura une preuve d'identité à faire ;

pour les reprises en valeur, il suffira de faire la preuve d'une valeur en bloc, touchée par la communauté.

La preuve de l'individualité des meubles pourra se faire par tous moyens. A ce droit commun, l'article 560 apporte une exception en cas de faillite, puisque pour les reprises en nature, même du mobilier advenu par succession, il exige que l'identité en soit prouvée par inventaire ou état authentique.

Il restera à la femme la ressource de faire preuve de la valeur présumée de la succession et de la réclamer à titre de créancière, c'est le cas de l'article 563, qui déroge aussi aux facilités de preuve de droit commun : la femme devra prouver par acte ayant date certaine que cette valeur a été touchée par le mari. S'il n'y a ni quittance certaine, ni acte de reconnaissance du mari, alors aucune preuve ne pourra suppléer cet acte ayant date certaine. La jurisprudence, en cas de faillite, exigerait, nous l'avons vu, un état authentique du mobilier.

Telle est la situation exceptionnelle prévue dans l'article 1504.

La règle générale, qui réglemente tous les autres cas, est posée par l'article 1499. Ce texte établit, en dehors des modes de preuve qu'il admet, une présomption d'acquêt qui est absolue, sans distinguer en principe entre les époux et les tiers, entre la reprise en nature et en valeur.

On voit en quoi ce système se distingue de celui de la jurisprudence qui admet, lui aussi que la présomption est

absolue, quand les époux sont en conflit avec les créanciers.

Contre cette idée de présomption absolue, on oppose l'article 1402, qui admet la preuve contraire pour les reprises immobilières, mais il faut remarquer qu'entre les deux textes la différence de rédaction est considérable. L'article 1499 limite à deux les modes de preuve, tandis que l'article 1402 n'établit aucune limitation.

Ainsi donc, comme M. Laurent, M. Saleilles admet qu'il ne faut pas établir de distinction dans la portée d'application de l'article 1499 ; mais ces deux théories ne se confondent pas, car les divergences apparaissent en ce qui concerne les résultats. C'est le point de départ seul qui est le même.

Comment se justifie cette portée absolue de la présomption de l'article 1499 sans distinction, ni réserve, sauf le cas d'inventaire ou état en bonne forme ? La loi a considéré que du moment que les époux font un contrat de communauté d'acquêts, c'est à eux d'individualiser leur mobilier ; notamment la femme était alors maîtresse de ses droits, et devait se réserver la preuve de son apport. Si les époux évitent d'énumérer au contrat leurs apports et d'en établir la valeur, le Code civil voit là un procédé suspect. La preuve n'aura-t-elle pas été dressée par les époux, au cours du mariage, et pour frauder les créanciers ? La justification des apports doit donc résulter d'une preuve qui ne soulève aucune suspicion : un inventaire ou un état en bonne forme.

Mais M. Saleilles déclare que le mot « état en bonne forme » ne veut pas dire acte authentique, car cela se confondrait alors avec l'inventaire.

Ce qui rend la théorie de M. Laurent inadmissible, c'est qu'elle exige dans tous les cas un acte authentique, même dans les rapports entre époux. La jurisprudence, elle aussi, impose la même preuve, mais seulement dans les rapports avec les créanciers, cela provient de l'intervention de l'article 1510. Mais l'article 1510, dit M. Saleilles, doit être écarté du débat, comme l'a fait M. Bufnoir, dont il faut, sur ce point, approuver la théorie.

La vraie définition de l'état en bonne forme est donnée par l'article 1504 par rapport au mari. Ce texte veut un inventaire ou « tout titre propre à justifier de la consistance et valeur du mobilier ».

C'est-à-dire un titre justificatif quelconque sans qu'il soit soumis à aucune forme, et surtout sans qu'on impose l'authenticité. Mais il faut que ce soit un *titre*, c'est-à-dire un acte écrit, qui en vertu des usages juridiques soit dressé en vue de la preuve par les intéressés ; tel sera par exemple un inventaire sous seing privé antérieur au mariage, un compte de tutelle ou d'administration, une créance constatée par écrit, un titre nominatif, etc... Le juge appréciera, suivant la pratique courante.

En un mot, la loi aurait eu simplement pour but de repousser en cette matière l'admission de la preuve testimoniale.

L'article 1499 n'est donc pas si restrictif qu'il le paraîtrait,

car l'état en bonne forme qu'il prévoit peut revêtir des aspects divers.

II. Distinction entre les reprises en nature et les reprises en valeur
« à raison des faits et de la nature même des choses. »

Cependant, dit M. Saleilles, il faut distinguer dans l'article 1499 entre les reprises en nature et en valeur comme pour l'article 1504. Cela ne résulte pas des textes, comme le prétend M. Bufnoir, mais c'est une distinction imposée par la nature des choses.

a) *Reprises en nature.* — S'agit-il de reprises en nature, il est nécessaire de prouver l'identité, l'individualisation des meubles, et cette justification ne peut résulter que d'un inventaire ou état descriptif et énumératif qui permette de reconnaître, dans la masse de la communauté, les meubles qui s'y trouvent confondus.

b) *Reprises en valeur.* — Pour les reprises en valeur, il y a trois hypothèses à envisager.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *La créance de reprises est fondée sur l'apport d'objets individualisés, non estimés au contrat et qui ont disparu à la dissolution du mariage.* — Le montant de la créance dépend alors d'une preuve d'identité à faire selon l'article 1499 et c'est en ce sens seulement qu'il n'y a pas à distinguer entre les

reprises en nature et les reprises en valeur. La femme qui ne peut retirer son mobilier en nature faute de preuve suffisante, ne peut donc pas, comme le voulait M. Bufnoir, en reprendre cependant la valeur grâce à son hypothèque légale, en usant des facilités de preuve de l'article 1504.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *La valeur représente non des objets individualisés, mais des sommes figurant au contrat.* — Il y a alors le texte de l'article 1502 qui statue dans le cas analogue d'une clause de réalisation indirecte ou promesse d'apport. L'article 1502 distingue entre l'apport dû par le mari et celui constitué au nom de la femme. Pour le mari, la déclaration portée au contrat que le mobilier est de telle valeur, équivaut à une quittance (car le mari étant chef de la communauté, ne peut se donner quittance à lui-même). Pour la femme, c'est le mari qui lui délivrera quittance.

Or, on a soutenu que l'article 1502 s'applique à notre question de preuve des apports mobiliers (1).

Mais M. Saleilles estime que l'article 1502 n'a rien à voir dans notre hypothèse, car il s'occupe des apports promis à la communauté et non de ceux qui doivent rester propres.

Cependant, l'auteur arrive aux mêmes solutions que l'article 1502, mais par le jeu de principes généraux. C'est

(1) Aubry et Rau, V, § 523 note 15. Rodière et Pont, II, n° 1273. *Revue critique*, II, p. 258.

qu'en effet il s'agit simplement de prouver que la somme d'argent portée au contrat a été versée, et le mode normal de preuve d'un versement est une quittance. La femme devra en produire une; quant au mari, la déclaration portée au contrat suffira, puisqu'il ne peut se délivrer quittance à lui-même.

Ce n'est pas seulement un intérêt théorique qui fait écarter l'article 1502, ainsi qu'il apparaîtra dans un instant.

TROISIÈME HYPOTHÈSE. — *La valeur a pour fondement des objets individualisés, dont l'estimation était portée en bloc au contrat.* — On énumère et décrit souvent les valeurs et titres, mais pour les objets mobiliers, corporels, on les estime en bloc sans inventaire.

Parfois aussi on fait une estimation d'ensemble qui comprend tout : meubles et valeurs.

Les époux déclarent se réserver propres tous les meubles dont la valeur monte à telle somme; telle est la clause ordinaire. Quand les époux veulent reprendre la valeur indiquée au contrat, quelle preuve doivent-ils fournir? Doivent-ils faire la preuve du versement selon l'article 1502?

La jurisprudence se refuse ici à appliquer l'article 1502 contre les tiers; elle ne se contente ni d'une quittance sous seing privé, ni de l'estimation portée au contrat, elle exige l'inventaire ou l'état authentique (1). Ce n'est

(1) Cass., 15 mai 1899. S. 1901. 1. 113 et note Lyon-Caen.

que dans les rapports entre époux qu'elle admet la quittance.

Sur cette question, M. Bufnoir a varié d'opinion, et il admit finalement la femme à user de toutes les facultés de preuve de l'article 1504 (1).

M. Saleilles propose une autre solution :

La valeur d'estimation n'est qu'une valeur représentative et elle représente des effets de natures très diverses ; la véritable preuve du versement serait de détailler les différents objets que cette somme représente, afin qu'on en pût constater l'identité et le versement effectif.

C'est pour cela que la jurisprudence vis-à-vis des créanciers ne se contente pas d'une quittance et exige un inventaire ou état authentique, selon l'article 1499.

Mais M. Saleilles croit devoir repousser l'article 1499, car il ne vise qu'une présomption d'acquêts, c'est-à-dire une preuve d'identité.

Or, ce qui est en jeu dans l'hypothèse que nous examinons, ce n'est pas une preuve d'identité, puisque l'époux créancier avoue que tous les meubles en la possession du mari sont à la communauté ; il reconnaît donc la présomption d'acquêt et l'on est en dehors du cas prévu par l'article 1499, qui ne vise qu'une question d'identité.

Ce qu'il faut établir, c'est que la valeur portée au contrat a été touchée par le mari et versée dans la communauté. Puisque l'on ne peut appliquer l'article 1499, une seule

(1) S. 1885. 2. 25 ; 1889. 1. 465.

solution est possible : se référer aux principes généraux en matière de preuve. C'est à celui qui invoque un droit à en fournir la preuve.

Ici, comme tout à l'heure, en vertu des principes généraux, la preuve par quittance sera suffisante. Le mari ne peut se donner quittance à lui-même, mais il peut du moins établir un état descriptif de son mobilier et ce sera suffisant. Donc, on s'éloigne des solutions de l'article 1502 qui ne se réfère pas à la question des reprises.

QUATRIÈME HYPOTHÈSE. — *Quittance dans le contrat par le fait de la célébration du mariage.* — Souvent le contrat porte que la célébration du mariage vaudra quittance. M. Saleilles admet que cette clause fera preuve entre les époux du versement des apports, mais qu'elle ne constituera, à l'égard des créanciers, qu'une simple présomption de paiement susceptible de preuve contraire. Du reste, même la quittance délivrée à la femme ne ferait pas non plus preuve absolue, à l'égard des créanciers, du paiement de l'apport au mari.

M. Saleilles arrive donc ici à distinguer les époux et les créanciers, mais sans se baser pour cela sur une prétendue distinction dans les textes de la loi elle-même, comme le fait la jurisprudence.

Cette distinction répond à une théorie importante en ce qui touche la théorie de la preuve.

Il y a, dit-il, deux sortes de procédés de preuve : d'abord, les *modes de preuves proprement dits*, supposant

une concordance entre le fait réalisé et le fait allégué ; puis les *contrats de preuve*, appelés encore *contrats de reconnaissance*, lesquels impliquent l'engagement de tenir pour établi le fait allégué et reconnu par eux, même s'il ne correspondait pas à la réalité. C'est un forfait contractuel et l'exemple le plus fréquent est précisément la clause du contrat de mariage, portant que la célébration vaudra quittance. Pour prouver le contraire, il faudrait alléguer le dol ou l'enrichissement sans cause.

Il faut en dire autant de la quittance délivrée à la femme ; cet acte prouve sa libération, le mari reconnaît avoir reçu le paiement et s'engage à ne pas réclamer.

Mais il en est autrement à l'égard des créanciers, car, en ce qui les concerne, on ne peut invoquer que les modes de preuve proprement dits, et le contrat de preuve intervenu entre les époux est sans effet pour eux, car ils n'y ont pas été parties. Ainsi, la clause du contrat portant que la célébration vaut quittance, ou la quittance elle-même, n'a que la valeur d'une présomption pouvant être combattue par la preuve contraire (1).

D'autre part, en aucun cas, la simple déclaration d'estimation, sans indication qu'elle vaut quittance, ne vau-

(1) Il ne résulte point de cette clause, suivie de la célébration du mariage, la preuve d'un paiement effectif de la dot, mais une simple présomption de libération qui peut céder à la preuve contraire. Cass.. 22 août 1882. S. 1883. 1. 25 et Planiol, *Revue critique*, 1883, p. 670. Cass., 7 mai 1884. S. 1885. 1. 28 et Planiol, *Revue critique*, 1886, p. 609.

draît preuve absolue vis-à-vis des créanciers, ni même présomption de paiement. Il y aurait peut-être une reconnaissance tacite entre les époux, mais ne liant pas les créanciers.

Nous avons supposé jusqu'ici la preuve des versements résultant d'une quittance; mais puisqu'on applique le droit commun, il n'y aurait pas d'impossibilité à admettre la preuve par témoins sur un commencement de preuve par écrit. Et ce serait un mode de preuve absolu, établissant le paiement de la dot même au regard des créanciers.

M. Saleilles admet enfin que cette théorie des contrats de preuve pourrait encore étendre considérablement, dans les rapports entre les époux, l'interprétation déjà large, donnée par lui à l'article 1499. Car il y a des procédés de preuve qui, jugés insuffisants contre les tiers au sens de cet article, pourraient être allégués entre époux en tant que contrats de preuve impliquant une convention tacite qui les lierait. Ainsi un inventaire, dressé un certain temps après le mariage, serait inefficace vis-à-vis des créanciers. Mais ne pourrait-il pas valoir entre époux, car c'est une convention qui les oblige à tenir pour vraie l'énumération et la description des meubles?

Donc, en matière de reprises en nature, M. Saleilles en arrive à établir une distinction suivant que le conflit s'élève entre époux ou vis-à-vis des créanciers.

Résumé de ce système. — Nous voici arrivés au terme

de l'exposé de la théorie présentée par M. Saleilles. Ce système, dit-il, est très simple en son principe, car il ne distingue pas, mais très souple et très nuancé dans ses applications, car il s'adapte à des situations fort distinctes.

Cette théorie fait à la femme une situation avantageuse vis-à-vis des créanciers.

En principe, il n'établit aucune distinction entre les époux et les tiers, mais en fait, il y a des nuances nombreuses qu'impose la théorie des contrats de preuve.

De même, en principe, il ne distingue pas entre les reprises en nature et en valeur, mais en fait il y a des nuances nombreuses correspondant à des différences quant à la nature de la preuve. Lorsqu'on veut retirer des meubles en nature, l'identité doit en être établie, et elle ne peut l'être que sous les conditions de l'article 1499 ; lorsqu'il s'agit d'une reprise en valeur, cette preuve de l'identité ne se présente que s'il n'y a pas eu d'estimation au contrat et s'il est nécessaire, par suite, d'identifier le mobilier pour connaître le taux de la reprise. Mais s'il y a eu estimation, la justification ne porte plus alors sur l'identité, mais sur le payement et elle reste soumise aux principes généraux.

Le point caractéristique du système, c'est que tout revient, sauf le cas de l'article 1504, à interdire la preuve par témoins. Cette rigueur apparente tient à ce que l'on se trouve dans un cas où les époux font un contrat de mariage (portant clause d'acquêts), et qu'il ne tenait qu'à eux de se ménager la preuve écrite de leurs apports.

SECTION III

CRITIQUE DE CES SYSTÈMES

Nous estimons que les trois systèmes, dont nous venons de faire l'exposé, doivent être tous trois écartés et que la thèse de la jurisprudence et la distinction, qui lui sert de base, contiennent la véritable règle du Code en ce qui concerne la preuve des reprises mobilières.

§ 1. Critique de la théorie de M. Laurent.

Le système soutenu par M. Laurent paraît inadmissible. On peut dire qu'il est universellement repoussé.

Au point de vue doctrinal, il donne une interprétation beaucoup trop stricte des articles 1499 et 1504. On peut dire que, sous couleur de respecter la loi, il la viole en réalité, car il ne paraît point douteux que le système du législateur en ce qui concerne les preuves des reprises mobilières, ne peut être sainement compris qu'en combinant les textes divers qui sont relatifs aux clauses de communauté conventionnelle.

Spécialement l'intervention de l'article 1504, en matière de régime de communauté d'acquêts, semble l'évidence même, puisque le régime n'est, en réalité, rien autre chose que la communauté légale avec adjonction des deux clauses de réalisation pour exclure de l'actif le mobilier présent et futur des deux époux, et de séparation de dettes pour en écarter, quant au passif, les dettes présentes et futures (art. 1498).

Au surplus, l'observation que nous venons de présenter est tellement exacte, que, au début du xix^e siècle, les notaires, conformément à des habitudes séculaires, ne faisaient jamais stipuler aux époux l'adoption nette et formelle du régime de la communauté réduite aux acquêts. Ils commençaient par insérer au contrat le régime de la communauté légale, et le complétaient aussitôt par l'intervention des deux clauses de réalisation et de séparation de dettes ; ce qui revient identiquement au régime des articles 1498 et suivants.

Or, dans ces cas, l'adoption formelle de la clause de réalisation impose évidemment l'application de l'article 1504.

On se demande vainement pourquoi l'application du même texte n'aurait point lieu, quand au lieu d'employer le détour que nous venons de signaler dans l'habitude notariale du commencement du siècle, les époux stipulent nommément la clause d'acquêts (1) ?

(1) Petiet, n° 65. Gouyon, p. 123.

D'autre part, il n'est pas sans intérêt d'observer que M. Laurent, dans la logique de sa méthode, n'aurait pas dû l'interpréter en dehors de ses termes, et traduire le mot « état en bonne forme » de l'article 1499 par « état authentique », puisque le texte ne s'exprime pas ainsi.

Voici donc condamné en doctrine le système de M. Laurent.

Ce n'est pas tout. Ses conséquences pratiques seraient, à elles seules, de nature à écarter sa manière de voir. En effet, supposons que du mobilier vienne à échoir à la femme, au cours du mariage, la femme serait sans défense devant la négligence du mari ou sa fraude, et elle pourrait souffrir de l'absence d'inventaire que le mari aurait dû dresser? C'est inadmissible. L'article 1504 remédie à cette situation dangereuse pour la femme et son intervention s'impose.

Exiger en toute hypothèse, l'inventaire ou l'état authentique, est bien rigoureux. Dans les rapports des époux entre eux, elle ne se comprend nullement, puisque si le Code a entendu déroger au droit commun, c'est uniquement dans l'intérêt des tiers.

En un mot, le système de M. Laurent ne soutient pas l'examen.

Tout autre, au contraire, est le système de M. Bufnoir, et l'on comprend qu'il ait été accueilli avec une certaine faveur dans la doctrine. Cependant nous espérons démontrer qu'il doit aussi être écarté, et que la thèse de la jurispru-

dence ne succombe pas sous les critiques adressées par l'éminent auteur et ceux qui l'ont suivi.

§ 2. Critique de la théorie de M. Bufnoir.

La doctrine de M. Bufnoir soulève des critiques très vives. Il est impossible d'admettre cette théorie ingénieuse; cette distinction entre les reprises en nature et en valeur ne peut être mise d'accord avec les textes du Code civil, ni avec le but de la loi et les nécessités de la pratique.

A. — Réfutation de la distinction proposée par M. Bufnoir.

I. Distinction en opposition avec les textes.

1^o *Article 1504 ne vise pas uniquement les reprises en valeur.* — On ne trouve dans les textes aucune trace de la distinction proposée. Rien dans l'article 1504 ne permet de dire qu'il se réfère exclusivement par opposition à l'article 1499 au cas où la femme se prétend créancière. Le dernier alinéa de l'article 1504 parle, sans doute, de reprise en valeur, mais ces expressions n'ont rien de limitatif, car, à défaut d'inventaire, la femme peut certainement exercer ses reprises en nature vis-à-vis de

son mari, lorsqu'elle parvient à en établir la consistance (1).

Dès le premier abord, il paraît bien que l'article 1504 embrasse le cas de reprise en nature aussi bien que celui des reprises en valeur. L'article 1504 ne dit pas qu'à défaut d'inventaire, l'emploi des modes qu'il autorise, ne permettra d'opérer qu'une reprise en valeur. Si une succession échoit au mari, il peut exercer la reprise en nature, s'il est muni en fait d'un titre propre à justifier de sa consistance ou valeur. Cela rentre bien dans les termes de l'article 1504.

D'autre part, les preuves, dont l'article 1504 permet l'emploi, montrent assez qu'il ne s'occupe que des rapports respectifs des époux. Parmi les moyens énumérés par l'article 1504, alinéa 3, figure la commune renommée, et comme il faut, si l'on applique l'article 1504, le prendre en son entier, on arrive à autoriser cette dernière preuve même à l'égard des créanciers, ce qui est difficile à soutenir. La preuve par commune renommée est dangereuse

(1) Guénée. D. 1887. 4. 113. L'article 1504 parle non seulement de la valeur du mobilier, mais de sa consistance. Le mot « consistance » signifie ce en quoi consiste une succession, ce dont elle est composée ; ce mot éveille l'idée d'énumération, de description matérielle plutôt qu'une évaluation en argent. La loi a donc pu dire sans pléonasmе consistance et valeur (Petiet, note page 65, n° 114).

L'article 1504 après avoir visé d'une façon générale dans son premier alinéa le mobilier futur des époux, parle dans son alinéa 2 de la consistance et de la valeur de ce mobilier, termes employés à dessein pour correspondre aux reprises en nature et aux reprises en valeur (Flaud, p. 90).

entre toutes, puisqu'elle ne porte que sur de simples ouï-dire ; aussi le législateur ne l'a-t-il admise que dans des circonstances exceptionnelles, et cela, à titre de peine, lorsque celui contre qui on veut en faire usage, est au moins coupable de négligence (1).

Les créanciers n'en ont aucune à se reprocher ; au mari seul incombait l'obligation de procéder à l'inventaire.

L'article 1504 a évidemment voulu restreindre la preuve dangereuse incertaine de la commune renommée à l'hypothèse où le mobilier provient de succession ou donation, *au cours du mariage*.

Quand le mobilier est ainsi échu pendant le mariage, la femme peut par exception user de tous moyens de preuve. Nous en avons déjà vu la raison : C'est que le mari est en faute de n'avoir pas fait dresser l'inventaire.

Administrateur des biens de sa femme, c'était un devoir qui lui incombait. Si l'inventaire n'a pas été dressé, la femme ne doit pas avoir à souffrir d'une faute qui n'est pas la sienne.

Mais ces raisons ne trouvent plus leur application pour le mobilier apporté en mariage, aussi la faveur exceptionnelle de la preuve par commune renommée cesse pour la femme. Libre et maîtresse de ses droits avant le mariage, il lui était loisible de se procurer un moyen régulier de preuve de son mobilier présent.

(1) Troplong, III, n° 1883-1886. Rodière et Pont, n° 1274. Colmet de Santerre, VI, n° 142 bis. 6.

Donc l'article 1504 n'autorise la preuve par commune renommée que dans une situation particulière et rien ne permet d'étendre son application aux autres cas de reprises en valeur et de donner à cette disposition une portée générale pour toutes les reprises en valeur, qu'il s'agisse de mobilier présent ou futur. Il faut véritablement forcer les termes de l'article 1504 pour l'appliquer par voie d'analogie, aux apports originaires au mobilier présent.

D'ailleurs l'article 1504 règle la question de preuve des reprises sans distinction pour tous les cas où il y a un mobilier propre, puisqu'il fait partie de la même section que l'article 1500 où se trouve prévue la clause expresse de réalisation qui réserve la propriété du mobilier à l'époux (1).

Le rapprochement des articles 1503 et 1504 n'est nullement probant. Y a-t-il entre eux une corrélation tellement étroite qu'on doit conclure que ce dernier régit exclusivement les reprises en valeur parce qu'il en est ainsi du précédent ? Cette interprétation purement exégétique n'est pas recevable, car on peut lui en opposer une autre de même nature. N'est-il pas aussi soutenable de prétendre que l'article 1504 se réfère autant sinon plus à l'article 1500 aux termes duquel les époux peuvent exclure de la communauté tout le mobilier présent et futur.

(1) Planiol. III, n° 1203, n° 996 et suiv. Cass. Req., 5 nov. 1860. D. 1861. 4. 81. S. 1861. 4. 49.

L'article 1504 vise ainsi toutes les clauses de réalisation et non pas seulement la clause d'apport de tout le mobilier présent et futur jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

2^e Article 1499 ne vise pas uniquement les reprises en nature. — M. Bufnoir prétend que si l'article 1504 ne vise que les reprises en valeur, l'article 1499 ne vise que les reprises en nature. Cette interprétation de l'article 1499 n'est pas recevable ; elle repose uniquement sur cette constatation que, sous le régime de communauté d'acquêts, des propres parfaits existent souvent. Les termes de l'article 1499 n'autorisent pas cette restriction dans la portée du texte. Il semble bien que l'article 1499 pose le principe général pour la preuve des reprises, mais sans distinction aucune entre les reprises en valeur et en nature.

Supposons une femme titulaire d'une reprise en nature, elle n'a pas d'inventaire, ou d'état authentique pour justifier de l'identité de son mobilier. Dans la théorie de M. Bufnoir, la femme va se retourner d'un autre côté, et comme on lui permet d'user de la commune renommée, elle va alors se présenter comme créancière. Or, on oublie l'article 1471 qui fait apparaître les inconvénients de la théorie que nous combattons. Cet article autorise, en effet, la femme à se faire payer de ses reprises tant sur les biens de la communauté que sur ceux du mari, et il établit un ordre pour les prélèvements. Ils s'exercent pour les biens qui n'existent plus en nature, d'abord sur l'argent comp-

tant, puis sur le mobilier, enfin et subsidiairement sur les immeubles. Or l'argent comptant est rarement suffisant pour couvrir les reprises de la femme. En fait donc, la femme choisirait ces mêmes objets mobiliers qu'elle réclamait en nature et qu'on lui avait refusés sous prétexte de preuve insuffisante. Donc, en réalité, on aboutit à attribuer en nature, à la femme, ces mêmes objets mobiliers qu'elle réclamait en propriété, et il lui suffit de fournir une preuve par commune renommée, c'est-à-dire une preuve prohibée par l'article 1499. Le résultat sera donc le même en fait que si elle avait repris son mobilier en nature.

Il en serait ainsi dans les rapports entre époux, et même vis-à-vis des créanciers, si du moins on admet que la femme exerce ses prélèvements à titre de propriétaire (1).

Puisque, en pratique, à l'égard de la femme, la différence entre la reprise en nature et en valeur n'existe à peu près pas, il en résulte qu'il n'y a pas lieu d'établir de différence dans la difficulté de la preuve, suivant que la reprise s'exerce en nature ou en valeur (2).

Il n'y a donc pas, en ce qui concerne les tiers, à restreindre par l'article 1504 la portée de l'article 1499; la présomption d'acquêts qu'il établit, subsiste avec son caractère absolu.

(1) Sur cette question. Planiol, III, n° 1274 et suiv.

(2) Gouyon, p. 163. Cet auteur reproduit sur ces points les idées du cours de M. Saleilles de 1899 à la Faculté de Droit de Paris.

Les principes conduisent à ces conclusions. Lorsque les textes sont incomplets, c'est au droit commun qu'il faut recourir en l'absence de dérogation formellement édictée. Dans la théorie générale des preuves, le législateur se préoccupe de l'importance pécuniaire du débat, il tient compte de considérations puisées soit dans la personne du demandeur (article 1348, al. 1^o), soit dans celle du défendeur (article 1347 et 1348, 1^o), mais il n'a nullement égard à la nature des droits réclamés quand il n'y a qu'un intérêt pécuniaire en jeu (1).

La théorie générale des preuves n'offre pas d'exemple d'une différence faite dans les conditions de la preuve d'un droit pécuniaire, suivant que ce droit est un droit de propriété ou un droit de créance.

Tandis qu'au contraire, il est fréquent de voir telle preuve suffisante entre les parties et non opposable aux tiers.

II. Distinction en opposition avec le but de la loi et les nécessités pratiques.

Si cette distinction est contraire aux textes et aux réalités des faits, elle est encore plus en opposition avec le but de la loi et les nécessités pratiques.

Il est, dit-on, conforme à la raison, d'exiger une preuve plus rigoureuse de la femme qui invoque son droit de

(1) Guénée. D. 1887. 1. 113.

propriété. car l'entente frauduleuse entre les époux pour léser les créanciers est plus à redouter, lorsque la femme se présente comme propriétaire et exerce la revendication que lorsqu'elle met en œuvre son hypothèque légale. L'hypothèque ne porte que sur les immeubles, et si le mari n'en possède point, la femme subira la loi du concours et viendra au marc le franc sur le mobilier. Même si le mari a des immeubles, l'hypothèque légale de la femme lui sera peut-être inutile : par exemple, s'il existe, armés d'un droit de préférence, des créanciers antérieurs au mariage ou à la succession échue à la femme.

Nous aurons à revenir sur cette argumentation. Il nous suffira pour le moment de dire ceci :

Tout ce raisonnement est peu probant, car il ne se place que dans des hypothèses bien exceptionnelles, et il est normal que la femme, garantie par son hypothèque légale, exclue les créanciers ; le résultat sera le même pour elle que si elle retirait les meubles en nature, et les créanciers en souffriront autant. A l'égard de ceux-ci, il y a autant de danger à ce que la femme exerce sa reprise en propriété, ou, par hypothèque, se paye en nature ou en valeur.

La théorie de M. Bufnoir reçoit la femme dans la preuve par commune renommée, pour la créance du mobilier échue au cours du mariage. Mais si la reprise doit se faire en nature, elle n'y est plus admise. Ce n'est pas là protéger la femme mariée, car une pareille théorie la met dans l'impossibilité presque absolue de recouvrer son mobilier futur. N'est-ce pas aller directement contre la

volonté du législateur traduite dans l'article 1504, qui accorde à la femme le bénéfice de cette preuve exceptionnelle pour lui assurer de ne point souffrir des négligences de son mari à dresser l'inventaire.

L'article 1504 vise aussi bien les reprises en nature que les reprises en valeur du mobilier échu au cours du mariage. Qu'il s'agisse de l'une ou l'autre reprise, la situation de la femme reste toujours la même ; l'autorité maritale entrave sa liberté d'action et cela nécessite certaines mesures de protection.

B. Réfutation par ses conséquences du système proposé par M. Bufnoir.

1. — Pour les reprises en valeur, le système de M. Bufnoir autorisera la femme à utiliser tous les moyens de preuve, y compris la commune renommée, contre les créanciers du mari, même lorsqu'elle se prévaut de son hypothèque légale.

Or il est difficile d'admettre une telle solution, et une telle liberté de preuve pour le cas où elle aura ainsi une situation privilégiée. Elle pourrait user de la commune renommée de l'article 1504 et se présenter comme créancière munie d'une hypothèque, et, nous venons de le voir, l'exercice de ce droit aboutit au même résultat qu'une reprise en nature.

Que la femme ne puisse pas reprendre son mobilier en

nature, faute d'état en bonne forme, il lui importe assez peu, si elle a la possibilité de se retourner d'un autre côté et prouver sans difficulté la valeur de son apport, selon l'article 1504 et prélever ces sommes en vertu de son hypothèque.

Aussi faut-il constater le revirement d'opinion de M. Bufnoir lui-même, comprenant que sa théorie prêtait ici fort vivement le flanc à une critique justifiée.

Visiblement embarrassé par les conséquences extrêmes de sa théorie, il admettait d'abord (note de 1855) que quand la reprise en valeur est fondée sur un apport initial en propriété, cette preuve ne pouvait se faire que par les moyens admis pour la preuve en nature (article 1499) (1).

On ne revenait à l'article 1504 que dans les cas où la reprise en valeur est fondée sur des apports devenus immédiatement la propriété de la communauté, c'est-à-dire des propres imparfaits.

Cette restriction à la portée de l'article 1504, l'auteur s'est vu obligé de l'abandonner, sous peine d'admettre une contradiction dans son système.

En effet, pour justifier la distinction des reprises en nature et en valeur, M. Bufnoir admet (2), chose que nous contestons formellement, que le droit de créance a un

(1) « Si la femme se prétend créancière de la reprise du prix d'un meuble propre parfait, elle doit de toute nécessité, à l'égard des créanciers, établir au préalable son droit de propriété, en se conformant aux dispositions de la loi qui régissent cette preuve. » S. 1885. 2. 25.

(2) S. 1885. 2. 25.

caractère moins menaçant que le droit de propriété, même lorsqu'il y a garantie hypothécaire légale, car elle constituerait un droit de préférence moins complet et moins dangereux que l'exercice d'un droit de propriété.

Or si la distinction des modes de preuve dépend de la nature de l'action, la doctrine de M. Bufnoir, telle qu'il l'avait énoncée en 1885, renfermait la contradiction suivante : Puisqu'il faut s'attacher exclusivement à la nature de l'action exercée par la femme, revendication ou créance, une distinction, suivant que la reprise en valeur de la femme implique à sa base la preuve préalable d'un apport en propriété, n'avait aucune raison d'être, puisque la femme se présente actuellement comme créancière. Puisque le droit personnel de créance est considéré comme moins dangereux pour les tiers qu'un droit réel de revendication, il est logique d'appliquer l'article 1504 en toute hypothèse de reprise en valeur.

Remarquons que la restriction à l'article 1504, proposée par l'auteur quand il s'agit de reprises en deniers fondée sur un propre parfait, aurait pu trouver un fondement, sans contradiction aucune, s'il avait été possible de soutenir que la preuve d'un droit de créance, d'une reprise en valeur est plus facile et moins suspecte que celle d'un droit de propriété et que la loi pouvait dès lors se montrer plus favorable à la femme, en cette hypothèse. En d'autres termes, la distinction entre les deux sortes de reprises en valeur, l'une fondée sur un propre parfait, l'autre sur un propre imparfait, se serait

expliquée si l'on pouvait s'attacher non plus à la nature de l'action exercée par la femme (revendication ou créance), mais à la nature du fondement de la reprise.

Mais cette explication ne soutient pas l'examen. Car supposons la femme apportant de l'argent, et ayant droit à une reprise en valeur ; il est bien évident que les modes de preuve du versement dans la communauté ne sont pas moins suspects que la démonstration d'une propriété sur ces objets individualisés. Bien au contraire, la preuve de cette propriété serait même plus facile et plus sûre, car l'objet se retrouvant en nature dans la masse commune, il paraît logiquement plus facile de recueillir la preuve que la femme possédait déjà cet objet au moment du mariage. Pareille preuve n'est jamais possible pour une valeur en argent.

Que si l'on suppose une succession ouverte au cours d'une union conjugale, régie quant aux biens par une clause de réalisation indirecte, et donnant lieu à reprise en valeur pour la femme, lui sera-t-il plus commode d'établir le montant de ce qui lui revient que si elle avait à prouver la consistance et l'identité du mobilier successoral ? Il ne le semble pas ; il leur faudra toujours, comme pour une reprise en nature, reconstituer l'actif de la succession, démontrer que la valeur, dont elle sollicite la reprise, provient d'objets mobiliers compris dans la succession (1).

(1) Gouyon, p. 156 et 158.

L'explication d'une preuve plus facile et plus sûre en cas de reprise en valeur, ne pouvait donc pas servir à justifier le tempérament apporté par M. Bufnoir à sa thèse. D'autre part, l'idée d'une distinction entre les modes de preuve, basée sur la nature de l'action de la femme (créance ou revendication) impliquait une contradiction que nous avons relevée tout à l'heure.

Aussi M. Bufnoir, reconnaissant que le tempérament proposé impliquait une certaine contradiction avec les données fondamentales de sa thèse elle-même, abandonna-t-il ce tempérament en 1889 (1).

2. Le système admis par M. Bufnoir accorde une importance exagérée à la façon dont se fait la reprise.

La femme ne peut en effet se présenter comme *créancière* qu'à la condition d'avoir été *propriétaire* du mobilier à reprendre (2).

Cette doctrine exagère singulièrement l'influence du mode d'exercice des reprises quand on veut en faire dépendre le genre des preuves à fournir.

La femme ne peut pas faire abstraction de sa qualité de propriétaire. Elle a droit à récompense parce que des effets mobiliers qui lui appartenaient ont été touchés par la communauté ; au fond c'est toujours comme étant ou ayant été propriétaire qu'elle se place en présence de créanciers. Que ses reprises s'exercent en nature ou en

(1) S. 1889. 4. 466 *in fine*.

(2) Guénée. D. 1887. 4. 443. Planiol, III, n° 1250.

argent, sa prétention s'analyse nécessairement en une affirmation d'un droit de propriété soit actuel soit antérieur (1).

Cela est certain pour les meubles qui constituent des propres parfaits : quand même ils auraient été vendus, la femme ne sera recevable à en rejeter le prix avec la garantie de l'hypothèque légale, qu'en démontrant, conformément aux articles 1499 du Code civil et 560 du Code de commerce, qu'ils lui avaient appartenu, et cependant ce n'est qu'une créance qu'elle invoque.

Il faut aller plus loin et en dire autant pour les propres mobiliers imparfaits (la somme d'argent, les choses qui se consomment par le premier usage) : sans doute la communauté les a acquis d'après les règles du quasi-usufruit (art. 587) ; le droit de propriété de la femme s'est transformé en une créance d'indemnité, mais dont la cause réside dans ce droit à la propriété même. C'est parce qu'elle a été au début propriétaire de ces effets mobiliers qu'elle en réclame la valeur (2).

(1) Guénée. D. 1887. 4. 113. Planiol, III, 4230. Huc, IX, 363.

(2) « Cette distinction entre les reprises en nature et les reprises en deniers, résultant dans tous les cas de ce que la communauté devrait une récompense à la femme repose sur des données inexacts : qu'en premier lieu, en effet, la communauté, soit pendant le mariage, soit à sa dissolution, ne constitue pas au regard des tiers une personne morale distincte de la personne du mari avec lequel, au contraire, elle s'incorpore de la manière la plus intime. »

« Qu'en second lieu, la prétention de la femme qui exerce une reprise en deniers comporte toujours virtuellement, mais nécessairement, une affirmation de propriété et une véritable revendication ; or si

La distinction entre les reprises en nature et les reprises en valeur est inadmissible.

La jurisprudence l'écarte totalement et la doctrine s'en éloigne de plus en plus.

§ 3. Critique de la théorie de M. Saleilles.

La théorie de M. Saleilles fait à la femme une situation avantageuse vis-à-vis des créanciers.

C'est dans ce but spécial qu'elle paraît avoir été échaudée.

Seulement il est permis de se demander si elle ne rompt pas l'équilibre entre les intérêts divers en conflit. La loi a manifestement voulu concilier l'intérêt des époux et celui des créanciers. La théorie de M. Saleilles sacrifie visiblement l'intérêt des créanciers.

M. Saleilles admet l'application de l'article 1504 que les reprises aient lieu entre époux ou à l'égard des créanciers. Sinon la femme serait sacrifiée aux tiers et on ne peut admettre ce défaut de protection.

On doit répondre que la loi, dans le cas où l'intérêt des tiers est en cause, fait fléchir l'intérêt de la femme devant cet intérêt qu'elle considère comme supérieur.

cette affirmation ne peut se prouver légalement à l'encontre des tiers que par un inventaire ou état authentique, la récompense elle-même manque d'une base légale si elle n'est pas étayée de cette justification préalable. » Rouen, 9 mars 1898. S. 1899. 2. 165.

M. Saleilles interprète les mots « état en bonne forme », contenus dans l'article 1499, dans un sens très large. Il déclare que la définition juridique de cette expression est donnée dans l'article 1504, qui exige un inventaire ou « tout titre propre à justifier de la consistance et valeur du mobilier » ; c'est-à-dire tout titre justificatif, sans qu'on exige aucune forme particulière.

Le juge appréciera la preuve fournie et en estimera la valeur, tout ce que la loi a voulu, c'est écarter la preuve testimoniale (1).

Il apparaît immédiatement que cette facilité de preuve sera souvent exagérée, et qu'elle n'écartera pas toujours la collusion des époux contre lesquelles la loi a voulu protéger les tiers.

M. Saleilles est conduit à cette interprétation par le rejet de l'article 1510 de la discussion. Il nous semble au contraire que cet article doit intervenir et que ses exigences sont de nature à beaucoup mieux sauvegarder les intérêts en conflit.

Il est incontestable que dans la restriction des moyens de preuve, le législateur a envisagé l'intérêt des créanciers, et a voulu écarter, autant qu'il se peut, les possibilités de fraude à leur rencontre.

Le système de M. Saleilles réalise moins ce but que celui de la jurisprudence, qui interprète l'article 1499 par l'ar-

(1) Gouyon, p. 180 et s.

ticle 1510 et n'admet en conséquence la preuve que par inventaire ou acte authentique.

Cela apparaît si bien que l'auteur se trouve parfois obligé de faire intervenir la distinction entre les époux et les créanciers au point de vue des conditions de preuve. On écarte bien en principe toute distinction entre les époux et les tiers, mais pour y revenir bientôt.

De même M. Saleilles écarte, en principe, toute distinction entre les reprises en nature et les reprises en valeur, car cette distinction, mise en avant par M. Bufnoir, est en désaccord complet avec les textes du Code civil, et ne répond pas toujours aux exigences de la pratique. Mais après avoir écarté cela il y revient, car il y a entre les deux hypothèses de reprise des nuances nombreuses à mettre en relief qui correspondent à des différences nombreuses quant à la nature de la preuve.

On dit bien que cette distinction ne prend aucune base dans les textes, mais on l'admet cependant comme « forcée et dérivant de la nature des choses et des faits ».

Le système de M. Saleilles n'écarte la distinction proposée par M. Bufnoir sur la nature des reprises à exercer que pour y revenir par *des raisons de fait*. Il comporte donc les mêmes critiques que le système de M. Bufnoir lui-même.

La théorie était simple en son point de départ, et, en son principe, écartait toute distinction quelle qu'elle soit. Mais elle devient très complexe en son application et, sous

prétexte d'être flexible, elle risque fort d'être un peu compliquée et peut-être un peu incertaine.

On s'en remet largement au juge du soin d'apprécier si l'acte coté en preuve sera suffisant d'après la pratique et les usages courants. « Le titre justificatif n'est pas celui que la loi aura déclaré tel, c'est celui que le juge aura considéré comme tel, en vertu de la pratique et des usages en matière de preuve. » Mais ne craint-on pas l'indécision, le vague, et pourquoi ne pas le dire, l'arbitraire ?

La théorie est flottante et peu précise, c'est une critique que bien des esprits seront sans doute portés à lui adresser.

En tout cas si cette critique paraissait trop osée, il resterait celle de trop négliger les intérêts des créanciers pour mettre la femme dans une situation trop avantageuse vis-à-vis et contre ces créanciers.

SECTION IV

JUSTIFICATION DU SYSTÈME DE LA JURISPRUDENCE

Ainsi donc les divers systèmes, que l'on a proposé de substituer à celui de la jurisprudence, soulèvent des objections qui doivent les faire écarter tous. Aucun d'eux ne peut remplacer la thèse nette, simple et pratique, consa-

crée par les arrêts. La distinction admise en jurisprudence, qui différencie la preuve selon que le conflit sur la reprise mobilière s'élève entre les époux ou vis-à-vis des créanciers, doit être considérée comme la solution véritable de la question de preuve des reprises mobilières (1).

§ 1. Réponses aux diverses critiques adressées au système de la jurisprudence.

Cependant il nous faut répondre aux diverses critiques qui ont été adressées à ce système ce qui établira d'une façon définitive, tant le principe même, qui lui sert de base,

(1) Le Code civil Italien n'autorise que la communauté réduite aux acquêts. Il consacre formellement la distinction admise par notre Code et par la jurisprudence suivant que le conflit s'élève entre époux ou vis-à-vis des créanciers.

Article 1437. « Il sera fait par les époux avant le mariage un état authentique de leurs meubles présents ; un pareil état sera aussi fait pour les meubles qui viendraient à leur être dévolus pendant la communauté. A défaut de cet état ou d'un autre titre authentique, les biens meubles sont considérés comme acquêts de communauté.

Article 1446. « Ce prélèvement ne peut se faire au préjudice des tiers, qui, à défaut d'état ou d'autre titre authentique, auraient contracté avec le mari comme administrateur de la communauté, sauf à la femme son recours sur la portion de la communauté afférente au mari et même sur ses biens personnels. » Vis-à-vis du mari, la justification se fait par les modes de preuve du droit commun. Pour les meubles échus au cours du mariage, et quand la reprise a lieu en vertu d'un droit de créance, la femme peut prouver par notoriété le montant des droits qu'elle exerce (art. 445). »

que sa justification. Plaçons-nous d'abord sur le terrain des textes, puis des conséquences et nous verrons que cette théorie donne satisfaction à la fois à la loi, au but qu'elle poursuit et aux nécessités pratiques.

I. Article 1510 contesté comme point de départ. — Réfutation des arguments présentés contre cet article.

La jurisprudence repose sur l'idée que l'article 1499 ne se serait pas occupé de la force probante de la présomption qu'il pose. Cette valeur devrait être recherchée dans l'article 1510.

Or, ce point de départ a été contesté. L'article 1499, dit-on, indique formellement deux modes de preuve : l'inventaire et l'état en bonne forme. C'est donc que ces deux procédés sont suffisants pour renverser la présomption d'acquêt. Donc l'article 1499 a bien voulu traiter une question de force probante puisqu'il indique le moyen d'écarter la présomption, et cela, sans distinguer entre les époux et les créanciers.

« Cependant la jurisprudence n'admet pas l'état en bonne forme, lorsque l'intérêt de créanciers est en cause, elle exige un acte authentique, car elle interprète l'article 1499 par l'article 1510.

Tout cela revient à dire que l'article 1499 traite de la présomption d'acquêt et de sa force probante, mais seulement à l'égard des tiers et non quand le débat s'engage entre les époux. Or, c'est introduire dans l'article 1499 une

distinction que le texte ne laisse pas soupçonner et que rien n'autorise (1). »

Rien ne vient démontrer que le Code ait voulu favoriser les créanciers. La vérité, dit-on, c'est que la jurisprudence a été amenée à adopter cette distinction par suite de son interprétation de l'article 1499. Si ce texte ne s'occupe pas de la force probante de la présomption, les époux restent, pour la faire disparaître, sous l'empire du droit commun. Mais la jurisprudence s'est inquiétée des conséquences funestes d'un tel système, si on l'avait appliqué aux tiers, puisqu'ils auraient été obligés de subir des reprises dont la preuve n'aurait résulté que d'actes sous seing privé ou de témoignage lorsqu'il y aurait commencement de preuve par écrit. C'était un champ illimité ouvert à la fraude. Il fallait bien trouver un expédient pour protéger les créanciers et on a invoqué alors l'article 1510.

Toute cette critique contre la jurisprudence est aisément réfutable. La distinction admise par la jurisprudence n'est pas un expédient. Elle se base sur la loi elle-même et sur l'article 1510. Les adversaires de la jurisprudence sont obligés d'écarter ce texte qui les condamne. Nous allons démontrer qu'il doit en être tenu compte dans la discussion. Son intervention s'impose et justifie la distinction des modes de preuves selon qu'il s'agit des époux entre eux, ou des relations avec les créanciers.

(1) Gouyon, *op. cit.*, p. 136.

La réfutation de l'article 1510, présentée par M. Bufnoir et ses partisans, ne doit pas être admise :

« L'article 1510 règle uniquement, dit-il, les droits des créanciers antérieurs au mariage, auxquels on oppose une clause de séparation de dettes. Les biens, dont l'inventaire est prescrit pour limiter leur droit de poursuite, sont ceux du conjoint qui est leur débiteur, nullement ceux qu'on prétend soustraire à leur action(1). »

Cette argumentation est à rejeter. Ce texte tranche bien une question de poursuite des créanciers, mais il décide que seul le mobilier constaté par un inventaire pourra être soustrait à ces poursuites. Or cela revient à dire que l'époux, qui voudra reprendre du mobilier pour le soustraire aux poursuites des créanciers, devra faire la preuve de la propriété du mobilier par un inventaire ou état authentique antérieur au mariage.

1° *L'article 1510 ne vise pas uniquement le mobilier du conjoint débiteur.* — Il est inexact de prétendre que l'article 1510 vise uniquement le mobilier du conjoint débiteur. Le paragraphe 3 de l'article admet précisément l'influence d'un inventaire constatant, non pas ce que les créanciers peuvent saisir, mais ce qui est soustrait à leur action. On l'a fait observer en termes fort nets. « Le mobilier échu par succession, pendant le mariage, à l'un ou l'autre des époux, n'a jamais été le gage de leurs créan-

(1) S. 1885. 2. 25.

ciers ; pourvu donc qu'il ne soit pas confondu dans l'actif commun, il ne peut être saisi même par des créanciers, qui, à cause de l'absence d'inventaire au commencement de la communauté, auraient droit sur l'intégralité des biens de la communauté. On évitera la confusion, en faisant constater par inventaire le mobilier échu par succession, et alors l'inventaire désignera non pas les meubles servant de gage aux créanciers, mais au contraire ceux qui ne pourraient être saisis par eux puisqu'ils n'auront pas été confondus avec ceux qui leur servent de gage » (1).

On ne doit pas dire dès lors que le mobilier, dont l'article 1510 prescrit l'inventaire est celui du conjoint débiteur.

2° *L'article 1510 ne règle pas uniquement les droits des créanciers antérieurs au mariage.* — Il ne faut pas dire que l'article 1510 règle uniquement les droits des créanciers antérieurs au mariage et qu'aucun texte n'exige de la femme la production d'un acte authentique dans les cas où elle est en conflit avec des créanciers postérieurs au mariage. Si l'article 1510 n'a visé que le cas où la clause de séparation de dettes s'applique aux dettes présentes,

(1) Colmet de Santerre, VI, n° 476 bis, III. L'article 1510 a son origine dans l'article 222 *Coutume de Paris* : « Combien qu'il soit convenu entre deux conjoints qu'ils payeront séparément leurs dettes faites auparavant leur mariage, ce néanmoins ils en sont tenus, s'il n'y a inventaire préalablement fait, auquel cas ils demeureront quittes, représentant l'inventaire et l'estimation d'icelui. »

c'est que cette situation est la plus ordinaire. Supposons une clause de séparation de dettes s'appliquant aux dettes futures ; elle ne saurait avoir pour effet d'atteindre les dettes contractées au cours du mariage par le mari ou la femme autorisée par lui, car elle serait nulle comme portant atteinte aux droits du mari comme chef. Elle ne pourrait donc viser que les dettes des successions ou donations échues en cours de mariage ; or, cette stipulation qui serait valable (1) n'a pas été envisagée directement par le Code, parce qu'elle est rare.

Mais cette disposition de l'article 1510 ne saurait exclure les créanciers postérieurs dans son application aux clauses où de tels créanciers peuvent exister (2).

La théorie qui écarte l'article 1510 fait aux différents créanciers une situation inégale, injuste.

Vis-à-vis des créanciers du mari antérieurs au mariage, la femme, si le mari n'a pas fait inventaire, est dans l'impuissance de soustraire ses apports mobiliers à leur poursuite. La femme est sacrifiée aux créanciers, c'est l'article 1510 ; tandis que, vis-à-vis des créanciers postérieurs à la célébration, elle peut, grâce à un inventaire ou tout autre preuve de droit commun, obtenir la distraction de ses effets mobiliers. Ici, les créanciers sont sacrifiés à la femme, c'est l'article 1499.

(1) Baudry-Lacantinerie. Précis, III, p. 189. Colmet de Santerre, VI, p. 173 *bis*, II et III.

(2) Flaud, p. 109.

Ces conséquences sont un motif de plus pour repousser l'interprétation que soutiennent les partisans de la doctrine de M. Bufnoir.

« De plus, dans la doctrine de M. Bufnoir, la femme pourrait opérer, vis-à-vis des créanciers du mari, la reprise de ses meubles même corporels, sans avoir d'inventaire à fournir. Mais si cette interprétation de l'article 1499 est exacte, il faut la suivre dans toutes ses conséquences et l'appliquer au mari aussi bien qu'à la femme. Le mari pourrait soustraire son mobilier aux poursuites des créanciers de la femme, en prouvant par tous les moyens de droit commun que les meubles sur lesquels porte la saisie lui appartiennent. Les droits des créanciers s'étendent à toute une masse de biens à raison d'une confusion de fait, résultant du défaut d'inventaire. Les mêmes modes de preuve doivent, dans le silence de la loi, être refusés aux deux époux ou leur être reconnus à l'effet de faire cesser cette confusion et d'opérer la distinction de leurs propres à l'égard des créanciers (1). »

La pensée, qui a inspiré l'article 1510, est une intention de protection pour le conjoint de l'époux débiteur. On lui ménage l'emploi d'un moyen grâce auquel, sans nuire

(1) Petiet, n° 115. On a proposé de distinguer entre les deux conjoints. La femme pourrait opposer un inventaire de ses biens aux créanciers du mari, mais celui-ci n'aurait pas le même droit vis-à-vis des créanciers de la femme (Massigli, *Revue critique*, 1888, 657). Mais l'article 1510, alinéa 3 n'autorise pas cette distinction, et d'ailleurs on ne voit pas pour quels motifs il y aurait à distinguer entre les deux époux.

aux droits des créanciers, il lui sera loisible de mettre sa propre fortune à l'abri de leurs poursuites. Le législateur a cherché à donner satisfaction aux intérêts opposés des créanciers et du conjoint d'un même débiteur. Les créanciers n'ont point droit au patrimoine du conjoint de leur débiteur. Seulement, en fait, les biens des deux conjoints sont confondus; il faut éviter des supercheries, des fraudes qui consisteraient à grossir ce patrimoine qui échappe aux créanciers et la loi considère que le seul moyen non suspect est de recourir à un officier ministériel pour établir la consistance du patrimoine dont la distraction est demandée.

II. — Réfutation des autres arguments opposés au système de la jurisprudence.

PREMIER ARGUMENT : *Celui tiré des textes du Code civil (articles 1499 et 1504).* — Contre la distinction admise par la jurisprudence, M. Bufnoir objecte (1) qu'il est peu probable que le législateur, traitant dans deux textes aussi rapprochés l'un de l'autre (art. 1499 et 1504) de la preuve des apports réalisés dans un cas par la réduction de la communauté aux acquêts, dans l'autre par une clause de réalisation, aurait, sans rien dire, tranché la question, ici sous un certain aspect, là sous un aspect différent.

(1) Bufnoir, note, S. 1885. 2. 25.

A quoi la jurisprudence répond qu'on trouve dans l'article 1510, le texte décisif qui consacre la distinction admise.

Il faut remarquer que quelque soit le système que l'on adopte (excepté celui de Laurent), on est d'accord pour reconnaître la nécessité d'avoir recours à deux textes qui traitent la question sous des aspects différents. Le tout est d'en préciser le sens.

Etant donnée l'analogie évidente de la communauté d'acquêts et de la clause de réalisation, l'extension des textes s'impose, ainsi que l'obligation de compléter l'un par l'autre.

Si l'article 1510 n'est pas le complément de l'article 1499, comme le prétend la jurisprudence à bon droit, semble-t-il, il faut en dire de même de l'article 1504.

Mais du moment que l'article 1499 ne se suffit pas à lui-même et qu'il faut (tout le monde le reconnaît, sauf Laurent), le compléter par l'article 1504, relatif aux clauses de réalisation, on ne voit pas pourquoi l'on ne pourrait pas le compléter par l'article 1510, puisque sous le régime de la séparation de dettes, comme sous le régime de la communauté d'acquêts, le mobilier des époux échappe à l'action des créanciers de son conjoint.

On écarte trop facilement l'article 1510, lorsque, sur l'application de l'article 1499, on arrive à permettre à la femme de prouver son droit de reprise en nature, à l'égard des tiers comme à l'égard du mari.

La jurisprudence a eu raison de faire ressortir l'import-

tance de l'article 1510 et c'est vraiment là qu'il faut aller chercher le principe concernant la preuve des reprises en présence des créanciers. L'article 1510 est bien, comme le disent les arrêts, « le complément et l'interprétation naturelle de l'article 1499. »

Les créanciers poursuivront donc tous les meubles, à moins qu'un acte notarié ne délimite le patrimoine mobilier propre de leur débiteur ou celui qui est propre à son conjoint.

DEUXIÈME ARGUMENT : *Celui opposé à la présomption juris et de jure admise par la jurisprudence en faveur des créanciers.* --- La jurisprudence, dans l'arrêt de 1886, a admis au sujet de la présomption d'acquêts de l'article 1499 une solution sur laquelle des doutes peuvent s'élever : « Attendu que cette présomption conserve son empire, quoique les créanciers n'allèguent en fait aucune fraude et reconnaissent même, comme dans l'espèce, la sincérité des actes non authentiques produits ; qu'il s'agit en effet d'une *présomption juris et de jure*, qui, lorsqu'elle est invoquée, ne peut être paralysée ni par la preuve contraire, ni par le défaut de contestation au sujet de la sincérité des actes, ni même par la reconnaissance de cette sincérité (1). »

La cour admet donc que les créanciers, abrités derrière une présomption légale absolue, ont le droit d'écarter la

(1) Cass., 22 novembre 1886. S. 1889. 1. 465.

preuve fournie par la femme, même en reconnaissant la sincérité des titres qu'elle présente pour justifier de sa créance.

Contre cette solution, on objecte que la perte des droits de la femme sur les biens présents ou futurs ne dépend pas de l'inobservation des règles de forme édictées par la loi pour en établir la consistance. Ces formes ne sont pas solennelles ou sacramentelles, comme en cas de donation ou d'hypothèque. La créance existe indépendamment de tout inventaire ou état authentique. La loi n'a fait qu'indiquer le mode de preuve à employer pour l'établir à l'égard des créanciers de façon à protéger ceux-ci contre les collusions et les fraudes des époux, collusions et fraudes rendues faciles par la confusion des biens mobiliers des époux en vertu des règles de la communauté (1). De là cette présomption d'acquêts créée par la loi, à défaut d'acte authentique; mais toutes ces précautions sont inutiles, lorsqu'il n'y a pas de véritable contestation sur l'origine, la consistance, la valeur des biens réclamés par la femme, lorsque la légitimité de la

(1) « Il peut y avoir fraude pour arracher au Trésor les matières imposables.

Ainsi le mari meurt sans enfants, la femme est instituée légataire universelle. Le passif payé, elle touche la moitié comme femme et moitié comme légataire, le fisc perçoit alors le droit de transmission sur cette dernière moitié. Dès lors, la femme a intérêt à gonfler le chiffre de ses reprises afin de réduire la portion qu'elle reçoit à titre de légataire. Cette fraude peut même avoir eu lieu avec la complicité de son conjoint. » Bidault de l'Isle, p. 116.

réclamation est reconnue par les créanciers. Les conditions particulièrement rigoureuses de la preuve sont sans objet dans ce cas ; les créanciers n'ont plus besoin d'être protégés contre des fraudes qu'ils n'allèguent même pas.

En fondant cette déclaration, et en n'alléguant aucune fraude, les créanciers avaient beau ne vouloir invoquer qu'un moyen de droit qu'ils prétendaient trouver dans la loi, ils s'en interdisaient la possibilité ; ce moyen de droit était incompatible avec la reconnaissance de la sincérité des actes et de l'absence de toute fraude et par suite irrecevable.

La Cour de cassation n'a pas donné ici une solution bien conforme à sa propre jurisprudence. Elle a, en effet, jugé, par interprétation de l'article 1352, et conformément à l'opinion de la plupart des auteurs que les présomptions légales, même quand elles sont *juris et de jure*, admettent cependant, à moins qu'elles ne reposent sur des considérations d'ordre public, la preuve contraire résultant de l'aveu de celui qui les invoque, ainsi que du serment (1).

TROISIÈME ARGUMENT : *Celui tiré des articles 560 et 563 du Code de commerce.* — Nous avons vu que M. Bufnoir, à l'appui de sa thèse, invoque encore un

(1) Cass., 13 janvier 1875, S. 1875. 4. 244. Bufnoir. S. 1889. 4. 466, colonne 3. Planiol, II, n° 52.

argument de texte : les articles 560 et 563 C. de comm., distinguent, dit-il, selon que la femme, exerçant ses reprises dans la faillite du mari, agit comme propriétaire ou comme créancière.

L'article 560 suppose qu'elle reprend son mobilier en nature comme propriétaire et exige un inventaire ou état authentique.

L'article 563 suppose qu'elle reprend ses propres en valeur et comme créancière, et il n'exige que la production d'un acte ayant date certaine.

Dès lors, on peut comparer les articles 1499 et 560 (question de propriété) et les articles 1504 et 563 (question de créance).

L'on pourrait déjà répondre que l'on s'exagère le rôle joué par l'article 560 dans l'argumentation de la Cour suprême, et que si le texte disparaissait des motifs de ses arrêts, la solution n'en serait nullement atteinte.

Mais il est possible d'écarter directement les objections tirées des articles en question.

La distinction admise en jurisprudence est conforme à l'article 560, et ce texte n'établit pas une solution nouvelle, différente du droit commun. En cas de faillite, l'intérêt exclusif des créanciers se trouve en jeu. Si le mari commerçant est en faillite, le conflit va s'élever entre la femme et la masse des créanciers. Il importe de sauvegarder leurs droits et de rendre impossible toute fraude des époux ayant pour but d'enfler les reprises de la femme, relatives au mobilier apporté en mariage ou

échu depuis. La loi exige, dans ce but, l'inventaire ou l'état authentique (1).

« La présomption d'acquêt doit être appliquée rigoureusement lorsqu'elle est opposée à la femme par les créanciers du mari, et spécialement en cas de faillite de ce dernier ; l'article 560 l'étend formellement dans ce dernier cas, même aux meubles à l'usage personnel de la femme ; *qu'elle reste applicable, alors même que la femme se borne à réclamer la valeur de son mobilier*, au lieu de le réclamer en nature ; elle l'est encore, lorsqu'au lieu de meubles, linges ou hardes ou de leur valeur, la femme réclame, en qualité de créancière, le montant des sommes ou la valeur des titres au porteur touchés par le mari et que, l'importance de ces sommes ou de ces titres n'est pas établie par inventaire ou état authentique ; en effet les articles 1499 et 1510 du Code civil et 560 du Code

(1) « Si la femme soutient avoir acquis des meubles à titre onéreux au cours du mariage, à l'aide de deniers à elle propres, devra-t-elle prouver *authentiquement* l'origine de ces deniers ? L'article 558 l'exige pour les immeubles, mais il paraît difficile d'étendre ce texte aux emplois faits en biens meubles. Il y a peut-être là, dans la loi commerciale, une lacune de nature à entraîner des abus. » Cass., 1^{er} décembre 1879. S. 1880. 1, 308. « Attendu que la femme R... revendique non un immeuble, mais une *rente* sur l'Etat, valeur mobilière ; qu'il lui suffisait, pour justifier sa réclamation d'établir que la rente revendiquée avait été payée de deniers lui appartenant. Attendu qu'il est constaté que le titre de rente, revendiqué par la femme R... contre le syndic de la faillite de son mari, avait été acquis en son nom et à titre de remploi, conformément aux stipulations de son contrat de mariage à l'aide de deniers provenant d'un legs à elle fait par le sieur R... » Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, II, n° 1304.

de commerce, comprennent dans les mots « mobiliers ou effets mobiliers » tout ce qui est censé meuble d'après les règles de la loi (1). »

L'attribution du mobilier aux créanciers est générale et s'applique à tous les effets mobiliers dans l'acception large de l'article 535 Code civil, c'est-à-dire même les sommes d'argent. L'époux doit administrer la même preuve, qu'il s'agisse de propres parfaits ou imparfaits (2).

L'article 560 du Code de commerce exige pour les reprises de la femme du failli, la représentation d'un acte authentique, ce texte n'est qu'une application du principe général posé par l'article 1510 pour tous les cas où le conflit s'élève entre l'époux et les tiers.

On objecte que c'est un texte spécial à la faillite et qui se justifie par les rigueurs spéciales de la matière, que du reste ce serait une disposition inutile, si elle n'était qu'une application des principes généraux.

Mais l'on doit répondre que cette manière de voir serait peut-être juste si la loi de 1838, qui a modifié l'article 560, en avait augmenté la sévérité, tandis qu'au contraire elle est venue atténuer les rigueurs de l'ancien article 554, qui ne permettait la reprise que pour les meubles meublants et constatés par bon et loyal inventaire (3).

(1) Cass., 22 novembre 1886. S. 1889. 4. 465. D. 1887. 4. 414.

(2) « Le mobilier, auquel la présomption légale est expressément applicable embrasse, dans sa généralité, tout ce que l'article 535, a compris sous cette dénomination. » Rouen, 9 mars 1898. S. 1899. 2. 165.

(3) L'article 554 du Code de 1807, qui a été remplacé par l'article

Il est à croire que le législateur de 1838, en modifiant le Code de commerce sur ce point et en admettant que la reprise n'est plus limitée aux meubles meublants, a eu les yeux fixés sur le droit commun établi par le Code civil qui ne fait pas cette restriction parmi le mobilier.

La loi de 1838 a simplement voulu ramener la femme à l'application du droit commun établi dans les rapports avec les créanciers, c'est-à-dire à l'article 1510 Code civil, qui exige, comme l'article 560 du Code de commerce, un inventaire ou un état authentique pour combattre la présomption d'acquêt (1).

L'article 560 du Code de commerce ne contient pas une exception au droit commun. Les rédacteurs de la loi des faillites n'ont fait qu'appliquer, en la généralisant, l'idée contenue dans l'article 1510. Ces deux dispositions ont la même raison d'être.

560 disait : « Tous les meubles meublants, effets mobiliers, diamants, tableaux, vaisselle d'or et d'argent et autres objets tant à l'usage du mari qu'à celui de la femme, sous quelque régime qu'ait été formé le contrat de mariage, seront acquis aux créanciers, sans que la femme puisse en recevoir autre chose que les linges et hardes à son usage, qui lui seront accordés, d'après les dispositions de l'article 529. Toutefois, la femme pourra reprendre les bijoux, diamants et vaisselle qu'elle pourra justifier, par état loyalement dressé, annexé aux actes ou par bons et loyaux inventaires, lui avoir été donnés au contrat de mariage ou lui être advenu par succession seulement. »

(1) Faute d'acte authentique, la revendication est refusée à la femme : elle ne pourra réclamer que les linges et hardes *nécessaires* à son usage. Elle n'aura donc pas droit à *tous* les vêtements compris dans son trousseau. Le syndic les lui remettra avec l'autorisation du juge commissaire (article 560, alinéa 2).

Quant à l'article 563, il prévoit le cas où la femme veut reprendre comme créancière ou sa dot, ou les valeurs qui lui sont advenues pendant le mariage à titre gratuit; or, le problème comporte ici deux points. Il faut d'abord établir la consistance de ces reprises, et d'autre part, que le mari a reçu ces valeurs.

Or, c'est pour ce deuxième point que l'article 563 exige un acte ayant date certaine, mais pour le premier, il ne dit rien.

La Cour de cassation a donc raison de conclure que, comme au cas où elle revendique comme propriétaire, elle ne peut prouver le montant de sa dot et de ses reprises que par inventaire ou un acte authentique, puisque le conflit s'élève vis-à-vis des créanciers (1).

« Si l'article 563 dans une hypothèse particulière (lorsque le mari était commerçant à l'époque du mariage ou lorsqu'il l'est devenu dans l'année), exige quittance ayant date certaine pour l'exercice de l'hypothèque légale, il se réfère à la preuve du paiement au mari des effets mobi-

(1) Avant la réforme de 1838, on exigeait un acte authentique au lieu d'un acte ayant date certaine, même pour la preuve de la réception de la dot. L'article 563 est venu remplacer l'article 551 du Code de 1807 ainsi rédigé : « La femme, dont le mari était commerçant à l'époque de la célébration du mariage, n'aura hypothèque, pour les deniers et effets mobiliers qu'elle justifiera par *actes authentiques* avoir apportés en dot, pour le emploi de ses biens aliénés pendant le mariage, et pour l'indemnité des dettes par elles contractées avec son mari, que sur les immeubles qui appartenaient au mari à l'époque ci-dessus. »

liers, que la femme a apportés en dot ou qui lui sont advenus au cours du mariage, soit par succession, soit par donation, mais on n'est pas autorisé à en conclure qu'il dispense la femme d'établir, conformément à l'article 560, l'existence même de sa créance » (1).

La jurisprudence échappe, par cette interprétation qui semble bien être celle de la loi, à un reproche formulé par la doctrine, en se fondant sur l'article 563 : « La femme d'un commerçant dont la loi a voulu restreindre les droits, pourrait prouver la consistance du mobilier d'une succession à elle échue, par acte sous seing privé ayant date certaine, tandis que la femme du non commerçant ne le pourrait pas (2). »

Cette critique est basée sur une fausse notion du contenu de l'article 563 ainsi que nous venons de l'établir. Il est vrai qu'il est impossible de donner à la femme du failli des garanties qu'elle n'aurait pas si son mari n'était devenu commerçant que plus d'une année après le mariage. Mais précisément cette situation ne se présente pas, puisque la loi exige que la femme prouve l'existence de sa créance par acte authentique, le conflit s'élevant vis-à-vis des créanciers, et que la preuve par acte ayant date certaine dont parle l'article 563, se réfère exclusivement à la preuve de la réception de la dot promise ou des valeurs recueillies au cours du mariage (3).

(1) Guénée. D. 1887. 1. 113.

(2) Caen, 24 mars 1890, D. 1890. 2. 217. S. 1890. 2. 134. Gouyon, p. 174.

(3) La loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire n'a aucu-

En cas de faillite, si l'article 560 règle les conditions de la reprise en nature pour laquelle il exige un acte authentique, les principes précédents doivent le faire appliquer à la reprise en valeur, car elle suppose la préexistence d'un droit de propriété (1). Nous avons démontré ce point à propos de la critique de la théorie de Bufnoir. Il nous suffit d'y renvoyer.

Il faut observer qu'au fond des choses et dans tous les cas, la prétention de la femme s'analyse nécessairement en une affirmation d'un droit de propriété, soit actuel, soit antérieur; même pour ses propres imparfaits, la cause de la reprise consiste dans un droit de propriété, qui, par application des règles du quasi-usufruit, s'est transformé en une créance d'indemnité.

Le droit de la faillite ne vient donc pas établir, en cette matière, une règle différente du droit civil, les règles de la déconfiture et celles de la faillite, concordent sur les points les plus saillants pour ce qui concerne le système des preuves des reprises mobilières. L'observation se retrouvera.

QUATRIÈME ARGUMENT : *Celui tiré de l'article 2135 du Code civil.* — Le système, d'après lequel la femme n'a

nement modifié la législation relative à la femme du failli. Deux situations sont possibles : le liquidé judiciaire obtient un concordat et alors la femme n'a pas de reprises à exercer ; ou il est déclaré en faillite et les règles applicables aux reprises de la femme sont celles de la faillite.

(1) Guénée, D. 1887. 4. 413. Planiol, III, 4250.

d'hypothèque légale, qu'autant qu'il a été dressé inventaire ou état en bonne forme, est, dit-on encore, en contradiction flagrante avec l'article 2135 ; la créance de la femme et l'hypothèque légale qui la garantit, datent du jour de l'ouverture des successions à elles échues, et existent par conséquent, avant tout inventaire ou acte en bonne forme, qui ne peuvent être établis que plus tard (1).

L'article 2135 ne peut être probant. En effet, cet article a été rédigé pour résoudre une question toute différente. Il règle le jour d'où datera l'hypothèque légale de la femme en tant qu'elle garantit la reprise du mobilier à elle échu par succession pendant le mariage. Cela ne prouve nullement que la femme est admise à établir la consistance de ce mobilier par tous les moyens possibles. La loi ici ne règle qu'une question de *rang* et non une question de *preuve* (2).

CINQUIÈME ARGUMENT : *Celui tiré de l'article 1415.* — L'article 1415, que l'on a fait intervenir dans le débat, paraît un argument sérieux, au premier abord. Il détermine précisément la façon dont la femme fera la preuve de la consistance du mobilier héréditaire, quand le mari n'aura pas fait dresser d'inventaire. Il est conçu en termes généraux : « A défaut d'inventaire et *dans tous les cas*, où ce défaut préjudicie à la femme, elle ou ses héritiers

(1) Caen, 24 mars 1890. D. 1890. 2. 217.

(2) Planiol, D. 1890. 2. 217.

peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit et même faire preuve tant par titres ou papiers domestiques que par témoins, et au besoin par la commune renommée, *de la consistance et valeur du mobilier non inventorié.* »

Mais ce texte peut facilement être écarté, car il ne statue pas sur l'hypothèse que nous étudions. On veut en effet chercher à établir que, malgré le défaut d'inventaire, la femme est recevable à réclamer la valeur d'un mobilier à elle *propre*, mais *confondu en fait* avec les autres biens de la communauté. Or, l'article 1415 dit que, malgré le défaut d'inventaire, la femme est recevable à établir par d'autres moyens la consistance du mobilier *commun*, tombé *de droit* dans la communauté.

Il ne s'agit donc pas pour la femme d'exercer une reprise sous une forme ou sous une autre, mais seulement de faire déterminer *la part contributoire* de la communauté dans le passif de la succession d'où provenait ce mobilier (1).

SIXIÈME ARGUMENT. *Celui tiré des conséquences « défavorables » du système de la jurisprudence.* — On prétend que le système de la jurisprudence est trop défavorable à la femme lorsque le débat s'élève contre les tiers.

La présomption d'acquêts ne peut en effet être écartée

(1) Planiol. D. 1890. 2. 217.

que par l'inventaire ou l'acte authentique contenant le détail ou la description du mobilier.

Supposons une femme qui a une créance établie par un billet sous seing privé, ayant acquis date certaine par l'enregistrement ou par le décès du débiteur, billet non constaté dans un inventaire ou état authentique ; supposons aussi une créance représentée par un billet qui a acquis date certaine avant l'ouverture de la succession du créancier, succession échue à la femme, billet non visé dans un inventaire ou partage notarié dressé après le décès du *de cujus*.

Dans ces deux hypothèses, la femme ne pourra, vis-à-vis des créanciers, reprendre sa créance dont le montant est encore dû. L'acte ayant date certaine ne suffit pas, il aurait fallu une preuve authentique.

Une pareille solution, dit-on, est inacceptable, car la date certaine est une garantie très suffisante (1).

Il faut répondre que la loi elle-même, article 1510, repousse cet acte ayant date certaine. Le législateur a exigé un acte authentique considérant la date certaine comme une garantie insuffisante.

On a reproché à la jurisprudence de se laisser dominer, dans l'interprétation des textes, par l'intérêt des créanciers et de négliger l'intérêt des époux dont le législateur a aussi voulu tenir compte.

Le reproche se retourne aisément et la jurisprudence

(1) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, n° 1307, p. 684.

peut critiquer dans la doctrine qui adopte le système de M. Bufnoir, une tendance à trop oublier l'intérêt des créanciers (1).

On reproche à l'inverse au système de la jurisprudence de se montrer trop favorable pour la preuve dans les rapports entre époux. L'article 1504 est bien restreint, comme ses termes l'exigent, au cas de mobilier échu pen-

(1) Il est intéressant à ce point de vue de consulter les termes d'un arrêt récent. Rouen, 9 mars 1898, S. 1899, 2. 165. « Attendu que si la situation de la femme, qui est dans l'impuissance de rapporter une preuve authentique, présente cette particularité que sa reprise en deniers, qui pourrait exister au regard du mari, n'a plus d'existence légale quand elle est en concours avec les créanciers de ce dernier, c'est le résultat d'un jeu de preuve et d'une application légale des dispositions de la loi. Qu'il n'est pas inutile en outre de remarquer que la femme n'est pas désarmée contre les périls de cette éventualité juridique; qu'elle peut faire des actes conservatoires pour la sauvegarder de ses droits et qu'elle a dans tous les cas la facilité de s'adresser à la justice si ses intérêts pécuniaires se trouvent compromis par la négligence du mari.

Attendu que si la femme, qui est ainsi déchue de son droit de reprise, se trouve privée à l'égard des tiers des garanties ordinaires de droit commun, que la loi accorde aux autres créanciers et même de l'exercice des droits successoraux qu'elle tient du titre d'héritiers, c'est là un effet inséparable de la qualité de femme mariée, et des présomptions de la loi, qui, en présence des intérêts des créanciers qui lui ont apparu tout au moins aussi respectables que ceux de la femme, a entendu mesurer la protection de celle-ci aux dangers auxquels sont exposés les créanciers, et c'est dans un intérêt de crédit général du mari qui doit l'emporter sur l'intérêt privé de la femme que le législateur de 1804, en organisant le régime de la société d'acquêts et en innovant ainsi sur l'ancien droit, a édicté la présomption rigoureuse des articles 1499 et 1510. »

dant le mariage; c'est pour cela seulement que la commune renommée est recevable. Mais si « on ne va pas jusqu'à forcer les termes de l'article 1504 en faveur de la femme, ne semble-t-il pas que l'interprétation donnée par la jurisprudence de l'article 1499, est vraiment trop extensive et trop favorable aux époux » (1)?

Lorsqu'il s'agit des rapports entre époux ou leurs héritiers, pour le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis, la jurisprudence abandonne la preuve à l'appréciation des juges du fait. « Il est impossible, dit-on, de ne pas être frappé par le vague de cette thèse » (2).

L'objection ne tient guère, car on a vu comment la jurisprudence contient les preuves dans les limites ordinaires. La critique ne serait sérieuse que si la jurisprudence admettait tout moyen de preuve, témoins et commune renommée. Mais elle n'a jamais songé à cela et il faut toujours que l'époux produise un *acte écrit* suivant les règles ordinaires de la preuve, puisque la loi n'a édicté aucune sévérité particulière à cet égard quand le conflit se limite aux époux, et qu'elle n'avait aucune raison de le faire.

SEPTIÈME ARGUMENT. *Celui basé sur la différence dans la gravité du préjudice causé aux créanciers par la femme, suivant qu'elle intervient comme propriétaire ou*

(1) Gouyon, p. 134.

(2) Baudry-Lacantinerie, II, n° 1313 *in fine*,

comme créancière. — Pour défendre son système, M. Bufnoir présente l'argument suivant : « La revendication appliquée à des objets mobiliers est visiblement plus préjudiciable aux créanciers, à la masse de la faillite que l'hypothèque légale ; celle-ci ne tombe pas à la masse mobilière ; même s'exerçant sur des immeubles, s'il y en a il n'est pas dit qu'elle procurera à la femme complète satisfaction. A ce double point de vue, la revendication a des effets plus énergiques au profit de la femme, plus rigoureuse pour la masse des créanciers (1). »

Au lieu de reprendre les meubles pour elle seule, la femme qui se prétend créancière viendra seulement au marc le franc sur le mobilier, concurremment avec les autres créanciers (2) ; il est vrai qu'elle a une hypothèque légale, mais cette hypothèque ne lui sera utile que si le mari a des immeubles (3).

« On soutient à tort que le droit accordé aux créanciers sur les propres non inventoriés deviendra illusoire, si on laisse à la femme la possibilité de reprendre d'une main, au moyen de la récompense, ce qu'on lui ôte de l'autre en lui refusant la revendication. Le droit accordé aux créanciers par la loi n'en reste pas moins très réel et très utile, puisqu'en interdisant à la femme de revendiquer, c'est-à-dire de se faire attribuer, à titre de propriété

(1) S. 1888. 2. 28.

(2) Guillouard, II, n° 1481.

(3) Guillouard, II, n° 1481.

et en nature, son mobilier propre non inventorié, on lui refuse un prélèvement dont l'effet serait de diminuer d'autant, au préjudice des autres créanciers, la masse mobilière à distribuer. La récompense, au contraire, soumet la femme à l'éviction commune, et sauf application de son hypothèque légale, ne lui donne que le droit de concourir au marc le franc dans la distribution mobilière (1) ».

La reprise en nature a pour effet d'attribuer à la femme des biens que les créanciers comptaient avoir pour gage ; elle diminue, peut-être même épuise-t-elle l'actif mobilier apparent.

La reprise en valeur ne touche pas, au contraire, à la consistance du gage, elle s'exerce sur le prix des biens, le dividende afférent à chaque créance se trouve seul diminué par le concours d'un créancier de plus.

A cette argumentation, nous répondrons qu'il n'est pas logique d'exiger de la femme une preuve plus rigoureuse quand elle agit comme propriétaire que lorsqu'elle agit comme créancière munie de son hypothèque légale, car, en fait, l'hypothèque causera souvent aux créanciers du mari le même préjudice qu'une revendication ? Pourquoi dès lors protéger moins les créanciers contre l'exercice de l'hypothèque que contre une revendication.

D'ailleurs M. Bufnoir reconnaît lui-même la faiblesse

(1) Dijon, 17 juillet 1874. Dalloz Sup. V^o *Contrat de mariage*, n^o 985.

de son argument quand il avoue que « sans doute, il peut arriver en fait que le résultat pratique soit le même, mais c'est un accident. » Et il ajoute : « il suffit *en droit* qu'il y ait une différence entre les deux prérogatives, pour justifier la loi d'en avoir soumis l'exercice à des conditions différentes ».

Même aveu se rencontre chez d'autres auteurs qui ont suivi la doctrine de M. Bufnoir.

« Grâce à son hypothèque légale, la femme peut, parfois, être aussi bien traitée que si elle avait pu agir en revendication (1). »

Même si la reprise de son mobilier devrait se faire en nature à l'aide d'un inventaire, elle a éventuellement le droit d'opérer sa reprise en argent lorsque le défaut d'inventaire l'empêche de revendiquer son mobilier. On sent bien qu'il y a une sorte de retour de la loi sur elle-même et que la femme armée de son hypothèque légale, reprendra souvent sur les immeubles du mari une valeur égale à celle que la loi attribue à la communauté, en réputant acquêt le mobilier non inventorié (2). »

Ces aveux sont à noter, car ils entraînent la condamnation du système lui-même et de la distinction entre les reprises en nature et en valeur. C'est ce que nous allons établir.

(1) Baudry-Lacantinerie. II, 4302.

(2) Planiol. D. 1890. 2. 217. Dans son traité de droit civil, l'auteur est revenu sur cette opinion et se range au système de la jurisprudence (t. III, n° 1250).

Dans cette distinction des reprises en nature et en valeur, on perd fort souvent de vue que la femme, créancière de reprise, est un créancier favorisé par la loi. Ce n'est pas la loi du dividende qui la domine dans ses réclamations. Elle est garantie par l'hypothèque légale (1).

Cette hypothèque générale et occulte lui assure un tout premier rang : elle va primer la presque totalité des créanciers.

« Lorsque la femme se fait colloquer par préférence au titre de son hypothèque légale, elle ne pourra pas être accueillie dans l'ordre, si l'inventaire fait défaut. Autrement l'article 560 ne serait plus qu'une lettre morte, la masse souffrant autant d'un prélèvement par hypothèque que d'une revendication. Cette raison paraît décisive pour écarter la reprise en valeur dans les cas où elle donnerait à la femme le moyen d'exclure la masse et non plus seulement de concourir avec elle (2). »

(1) Observons que, si la femme demande à être admise comme simple créancière chirographaire, pour se faire rembourser les dettes du mari par elle soldées, elle n'aura pas à fournir une preuve plus lourde que les autres créanciers, sauf à observer qu'elle est présumée jusqu'à preuve contraire avoir payé les dettes de son mari comme mandataire et avec l'argent de celui-ci (art. 562).

(2) Thaller, n° 1973. « Il paraît évident que si la femme destituée du droit de réclamer une reprise en nature, pouvait par les voies ordinaires et de droit commun s'en faire attribuer la valeur par une reprise en deniers, les articles 1499 et 1510 n'auraient plus aucun sens, ni aucune efficacité, lorsque le mari possède des immeubles, puisque le résultat serait le même pour les créanciers, qui, au lieu de subir un droit de revendication comme conséquence de la reprise en

Grâce à son hypothèque légale, l'épouse pourra donc souvent prétendre à un rang hypothécaire lui assurant un paiement intégral.

Mais on dit qu'il n'est pas sûr que la femme obtienne satisfaction complète, son hypothèque peut être restreinte ou rendue inutile par d'autres droits de même nature, par exemple, s'il existe des créanciers antérieurs au mariage ou à la succession échue à la femme.

Cela pourra sans doute arriver, mais le rang de l'hypothèque légale de la femme est bien favorable et de nature à primer la généralité des autres créances.

On prétend enfin « qu'y eût-il exercice de l'hypothèque légale, le préjudice causé aux créanciers est encore moindre que celui qui résulterait d'une revendication, l'actif mobilier demeure intact ». Encore une proposition contestable, car l'actif mobilier est loin de demeurer intact. En effet, dans le cas même où l'hypothèque ne pourrait pas être invoquée par la femme, les créanciers éprouvent encore un grave préjudice, puisque leur collocation peut être diminuée considérablement par la venue d'un nouveau créancier, la femme, dont le chiffre de créance sera toujours élevé, exagéré, par la collusion entre les époux qui feront tous leurs efforts pour sous-

nature, subiraient alors un droit de préférence résultant de l'hypothèque légale de la femme, leur débiteur ; qu'il ne paraît pas possible d'admettre que l'article 1304 ait pu restreindre la portée légale des dispositions des articles 1499 et 1510. Rouen, 9 mars 1898. S. 1899. 2. 163.

traire tout ce qu'il sera possible d'enlever aux créanciers (1).

En sorte que, reprise en nature ou en valeur, ce sera la même chose, en définitive, pour les créanciers, ils seront lésés et ils verront toujours ces biens passer sous leurs yeux sans qu'ils en puissent rien retenir.

On voit donc combien il est contestable que l'on puisse considérer comme « conforme à la raison de se montrer moins sévère envers la femme quand elle se présente comme créancière que quand elle se prévaut d'un droit de propriété » (2).

La théorie de M. Bufnoir introduit dans la loi une distinction qui ne s'y trouve point et qui n'est pas justifiée en raison.

§ 2. Avantages du système de la jurisprudence. Sa supériorité sur les autres systèmes.

Le système de la jurisprudence est rationnel, car il fallait redouter la majoration des apports concertée frau-

(1) Il arrivera même telle hypothèse où la reprise en valeur sera plus nuisible aux créanciers. La femme est créancière, et a droit à une somme d'argent, car c'est l'argent qui est le mode normal d'exécution des dettes. Il faudra donc vendre les biens de la communauté ou du mari, ce qui entraîne délais et frais, outre les risques de mévente. Si la femme se paye avec des meubles, ce sont souvent des dépenses et des pertes qu'elle évite aux créanciers.

(2) Massigli, *loc. cit.* Planiol. D. 1890. 2. 217.

duleusement entre le mari et la femme, au préjudice des tiers auxquels nuit l'exercice des droits de l'époux, qu'il agisse comme propriétaire ou comme créancier.

Les meubles se prêtent à des substitutions, à des attributions fictives. La femme prétend que des meubles ou des valeurs (actions ou obligations), figurant dans la communauté, lui appartiennent. La loi redoute une collusion entre les époux qui fabriqueraient des pièces présentant la femme comme titulaire de ces valeurs dès avant le mariage, et comme provenant, par exemple, de la succession d'une personne dont la femme est devenue héritière.

Même si l'on n'use pas de pareilles manœuvres, il se peut que la femme prétende faire état de certaines preuves équivoques, qui auraient pour résultat de lui appliquer ces valeurs en trompant les créanciers sur leur provenance (1).

D'où l'exigence de certaines preuves par la loi.

Mais, dit-on, il n'est pas indifférent pour les créanciers que l'action de la femme se produise comme action de créancière ou action de propriétaire « s'il y a une collusion à craindre entre les époux, elle se réalisera plutôt par une création fictive de propres en nature que par une exagération du chiffre des reprises en valeur » (2).

De là les précautions particulières que la loi prend

(1) Thaller, n° 1969.

(2) Massigli. *Revue critique*, 1888, p. 637.

contre le premier procédé de fraude, les conditions rigoureuses auxquelles elle soumet en général l'acquisition d'un propre dans la communauté (1).

On peut répondre que la collusion est autant à redouter dans un sens que dans l'autre. Que l'entente frauduleuse entre les époux ait pour résultat de créer fictivement des propres en nature, ou une exagération du taux des reprises en valeur, la même conséquence fâcheuse se produit pour les créanciers, la même fraude se réalise à leur détriment et l'époux s'enrichit injustement à leurs dépens (2).

(1) C'est aussi dans cette considération que paraît, dit-on, se trouver l'explication d'une singularité apparente de la loi commerciale, savoir que l'article 558, en cas d'acquisition d'un immeuble à titre d'emploi, par la femme du failli, exige la preuve de l'origine des deniers par inventaire ou autre acte authentique, pour l'admettre à en exercer la revendication, ne bénéficiant, peut-être d'une plus-value considérable, tandis que l'article 563 n'exige rien de semblable, et se contente de la preuve résultant d'une quittance ayant date certaine pour établir la délivrance au mari des mêmes deniers, si la femme se borne à en poursuivre la restitution comme créancière, sous la garantie de son hypothèque légale (Bulnoir, note. S. 1885. 2. 28 *in fine*).

Nous avons écarté cette interprétation lorsque nous avons discuté la question des articles 560 et 563.

(2) Le système de la jurisprudence conduit, dit-on, à des résultats inadmissibles. Ainsi, les créanciers du mari pourraient, par tous moyens, prouver contre la femme le paiement des dettes d'une succession mobilière à elle échue ainsi que des droits de mutation et en exiger la répétition alors qu'elle ne pourrait pas, par les mêmes moyens, prouver la consistance de l'actif (Caen, 24 mars 1890. D. 1890, 2. 217). La réponse se tire de ce que nous venons de dire. La loi impose aux époux certains modes de preuve à cause du danger de fraude envers les créanciers.

Telles sont les considérations diverses qui justifient la distinction qui sert de base aux arrêts. De toute cette discussion, il nous paraît résulter, comme on l'a fort bien dit, que « le système ordinaire de la jurisprudence ne mérite donc pas d'être combattu ; il introduit une distinction utile au point de vue pratique et conforme à d'autres dispositions de notre droit » (1).

La preuve des reprises mobilières doit donc varier selon que le conflit s'élève entre époux ou vis-à-vis des tiers.

(1) Planiol, n° 1250 *in fine*.

CHAPITRE II

EXTENSION AUX AUTRES RÉGIMES DES RÈGLES QUI RÉGISSENT LA PREUVE DES APPORTS MOBILIERS DANS LA COMMUNAUTÉ D'ACQUÊTS

Nous venons d'étudier dans tous ses détails, la question de preuve des reprises mobilières sous le régime de la communauté d'acquêts. Ces règles sont-elles applicables à tous les régimes dans lesquels peuvent avoir lieu des reprises d'apports mobiliers, ou faut-il se référer au droit commun (1) ?

Ces régimes sont : le régime de la communauté conventionnelle, avec clauses différentes de la communauté d'acquêts, le régime de la communauté légale, le régime exclusif de la communauté.

(1) Il est certain que les articles 560 et 563 du Code de commerce s'appliquent à tous les régimes matrimoniaux.

§ 1. Communauté conventionnelle.

I. Clauses de réalisation.

En ce qui concerne tout d'abord les *clauses de réalisation*, emportant exclusion de la communauté, du mobilier en tout ou partie, il faut admettre les mêmes règles que pour la communauté d'acquêts, ainsi que nous l'avons déjà indiqué (1).

La réalisation peut être directe et expresse et emporter exclusion de tels biens déterminés, elle donne alors naissance à des propres parfaits dont l'époux pourra exercer la reprise en nature. De même au cas de réalisation indirecte, si la clause d'apport porte sur un ou plusieurs meubles désignés, car les époux ont entendu par cela même exclure l'excédent du mobilier de la communauté.

Les futurs époux peuvent encore déclarer apporter en communauté une certaine somme ou y mettre du mobilier jusqu'à concurrence d'une certaine valeur ; alors l'excédent est réservé propre, mais comme il n'est pas individualisé, c'est un propre imparfait.

L'article 1502 indique les moyens de preuve du versement à la communauté et nous savons que pour l'exercice

(1) Guillouard, n° 1524 et 1539. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, n° 1330.

des reprises, la preuve en est régie par d'autres règles en ce qui concerne l'identité du mobilier à reprendre ou le montant de la reprise.

Les mêmes difficultés de preuve, se retrouvant sous le régime de communauté d'acquêts et au cas de clauses de réalisation, sont gouvernés par les mêmes principes. Les époux feront preuve par inventaire ou état authentique sous les distinctions précédentes, notamment l'exception de l'article 1504.

La preuve à fournir ne sera pas la même à l'égard des créanciers et entre époux (1).

II. Clause de reprise d'apport franc et quitte.

Pour la *clause de reprise d'apport franc et quitte*, qui permet à la femme, même renonçant à la communauté, de reprendre, à la dissolution de la communauté, tout ou partie de son apport, la jurisprudence décide que l'effet de cette clause n'est pas de créer un propre parfait, c'est à-dire de conserver à la femme la propriété individualisée de son apport (2). Ce droit passe à la communauté, et la

(1) On sait que M. Laurent prétendait appliquer exclusivement aux clauses de réalisation l'article 1504, et ne pas faire intervenir l'article 1499. Mais cette manière de voir a été unanimement rejetée.

(2) Cass., 17 février 1879. S. 1880. 1. 449. Agen, 28 février 1881. 2. 149.

femme ne peut exercer qu'une créance en reprise pour la valeur de ce qu'elle a apporté (1).

Comment se fera la preuve de la reprise ? Le Code n'en dit rien, mais l'on est d'accord pour reconnaître qu'il faut se référer aux règles établies en matière de communauté d'acquêts.

Même solution pour le cas où il a été convenu que l'intégralité de la communauté appartiendrait à l'un des époux, cette convention ne faisant pas obstacle à ce que l'autre conjoint reprenne tous ses apports tant mobiliers qu'immobiliers (art. 1525, al. 1).

§ 2. Communauté légale.

Sous ce régime, la règle est que tout le mobilier présent ou futur est réputé commun, sauf preuve contraire. Les propres mobiliers sont l'exception ici, à la différence de la communauté d'acquêts. Mais nous avons vu au début de la II^e partie qu'il n'est pas impossible de rencontrer sous le régime de la communauté légale des propres mobiliers (mobilier échu pendant le mariage à titre de succession ou donation, et réservé propre par le disposant (art. 1404-1^{er}) propres par voie de subrogation, par voie de réserve légale, par voie de réserve tacite) (2) et dans tous ces cas,

(1) Planiol, III, n^o 1388 et 1389.

(2) V. *Supra*, 2^e partie, p. 45.

la question de preuve de la reprise se présentera au moment de la dissolution de la communauté. Le Code n'a pas réglé cette question, vu la rareté de ce mobilier propre.

Si l'époux veut exercer la reprise d'un propre parfait, la loi n'édicte aucune règle spéciale, on suivra les règles de droit commun sur la preuve, même à l'égard des créanciers. Ce sera donc la preuve par écrit, ou par témoins au dessous de 150 francs. Il n'y avait pas de contrat de mariage, donc pas de possibilité pour les époux de se ménager une preuve non suspecte, il fallait donc revenir aux principes ordinaires. Le plus souvent, l'époux exercera une reprise mobilière à cause de l'aliénation d'un bien propre, dont il n'a pas été fait emploi. La jurisprudence admet alors que la femme peut, même à l'égard des créanciers et même contre les énonciations de l'acte, faire la preuve dans les termes du droit commun, du prix réel de vente, si du mobilier vient à échoir au cours du mariage (par exemple, donation avec exclusion de communauté), la preuve sera-t-elle régie par l'article 1504 ? On l'admet afin de protéger la femme, en lui accordant les facilités de preuve de cette disposition ; car les considérations, qui ont fait édicter ce texte, se retrouvent ici (1).

(1) Aubry et Rau. V. § 507, p. 290.

§ 3. Régime sans communauté.

Chaque époux conserve alors pour lui la propriété de tout son patrimoine et il ne s'établit entre eux aucune société de biens, leurs dettes restent séparées et leurs acquisitions demeurent propres.

Cependant le mari a l'administration de tous les biens de sa femme, et il en a la jouissance en son nom personnel (article 1530). Il y a confusion entre le patrimoine du mari et celui de la femme. C'est cette confusion et aussi la position subordonnée de la femme qui ont amené le législateur à établir une théorie spéciale des preuves des apports mobiliers. Doit-on étendre en conséquence les règles précisées ci-dessus ?

Quelles preuves doivent être administrées pour l'exercice des reprises ? L'article 1533 impose au mari les charges de l'usufruitier et notamment l'inventaire prévu par l'article 600. Le mari doit donc dresser cet inventaire pour le mobilier présent ou échu au cours du mariage. A défaut de cet acte, la femme qui n'en est nullement responsable, ne doit pas en souffrir, et par suite, elle peut user de tous moyens de preuve, même la commune renommée, pour établir la consistance de son mobilier non inventorié. L'article 1504 est invoqué en ce sens (1).

(1) Aubry et Rau, V. Guillouard, n° 1659.

Ces solutions ne paraissent admissibles que sous certaines précisions. L'article 1504 semble devoir être rejeté pour le mobilier présent, car il ne vise, en termes exprès, que les cas où la femme était dans l'impossibilité de dresser l'inventaire, c'est-à-dire lorsqu'une succession ou donation lui est advenue au cours de la communauté. La femme est alors sous la dépendance du mari et c'est à lui qu'il incombe de dresser l'inventaire.

Mais quand il s'agit de meubles présents, apportés en mariage, le mari n'a pas l'obligation légale de dresser l'inventaire des biens de sa femme. Celle-ci est pleinement capable de se réserver cette preuve, et elle est fautive de ne le point faire. Le contrat de mariage permettait cette constatation facilement. Si elle omet cette précaution, elle ne peut être reçue à invoquer les preuves faciles de l'article 1504.

Même si l'on admet que l'omission d'inventaire permet l'usage de la preuve par commune renommée, il faut en limiter l'emploi aux relations entre époux; les créanciers ne peuvent souffrir d'une faute commise par le mari à leur égard (1).

C'est ainsi qu'en cas de saisie pratiquée sur le mari, la femme, pour exercer une demande en distraction sur les objets saisis, doit prouver son droit de propriété par inventaire ou acte authentique (2).

(1) Gouyon, p. 201. Delboy, p. 462.

(2) Aubry et Rau. V, § 531, p. 513. Guillouard, n° 4668.

§ 4. Régime dotal.

S'il est complété par une clause d'acquêt, il n'y a rien à ajouter ni à changer aux règles précédemment exposées à propos de la communauté d'acquêts (1).

Quelle preuve administrer pour la reprise des biens dotaux? La femme ou ses ayants-cause, qui demandent la restitution de la dot, doivent prouver deux choses : la réception de la dot par le mari, la consistance de cette dot.

I. — Preuve de la réception de la dot.

La preuve de la réception se fait différemment, suivant que la dot a été fournie par la femme elle-même ou constituée par un tiers.

1^o Dot fournie par la femme. — Si elle émane de la

(1) « Attendu que sous le régime dotal avec stipulation d'une communauté d'acquêts, la femme, suivant l'article 1510 qui est le complément naturel de l'article 1499, ne peut, à l'égard des tiers, suppléer par aucune preuve au défaut d'inventaire ou d'état en due forme du mobilier qu'elle prétend être frappé de dotalité. Attendu que la loi en prohibant tout autre mode de preuve a édicté, en vue de protéger les créanciers des époux contre toute majoration des apports concertés à leur préjudice, une prohibition d'ordre public à laquelle il ne peut être dérogé par des conventions matrimoniales (art. 1387). » Caen, 2 mai 1900. *Recueil des arrêts des Cours d'appel de Caen et de Rouen*, 1900, p. 120.

femme, la preuve doit être administrée selon le droit commun, par un écrit, c'est-à-dire une quittance du mari, sauf preuve testimoniale au cas de commencement de preuve par écrit. Nous avons déjà examiné plus haut l'effet de la clause du contrat de mariage portant que la célébration vaudra quittance (1).

2° *Dot constituée par un tiers.* — Si la dot a été reçue d'un tiers, on est plus facile pour la preuve à fournir par la femme, car il lui a été impossible de retirer une quittance, puisque ce n'est pas elle-même qui a remis la dot au mari. Elle est donc admise à prouver que le mari a reçu la dot, soit par témoins, soit par simple présomption (2).

Cette règle s'applique même aux successions dotales reçues par la femme, et bien que la dot ait été constituée par la femme, car ce n'est pas elle qui la livre au mari et elle-même peut retirer quittance (3).

Quand le mariage a duré dix ans, la femme est autorisée à réclamer la restitution de la dot, sans être tenue de prouver que son mari l'a reçue (art. 1569). Il y a une présomption légale que le mari a reçu cette dot (4).

(1) Planiol, n° 863 et s.

(2) Caen, 10 janvier 1855. D. 1855. 2. 152. Cass., 3 mars 1868. D. 1868. 1. 155.

(3) Cass., 2 mars 1886. D. 1887. 1. 75. S. 1889. 1. 319.

(4) Cependant le mari peut poursuivre pendant trente ans le paiement de la dot contre le tiers constituant.

II. — Preuve de la consistance de la dot.

En ce qui concerne la consistance de la dot, comme le mari est tenu de faire inventaire (art. 1562), la femme peut, à son égard, prouver par toutes espèces de moyens la nature et la quantité des biens recueillis par lui.

Mais lorsque le conflit s'élève au regard des créanciers, la solution est différente, car les tiers ne peuvent souffrir d'une faute du mari à leur égard ; il faut administrer la preuve par inventaire ou état authentique (art. 1510). La solution est la même que sous le régime sans communauté.

Il faut donc étendre la théorie de preuve des apports mobiliers au régime dotal aussi bien qu'au régime sans communauté, car on retrouve toujours les raisons déterminantes qui ont conduit le législateur à édicter une théorie spéciale des preuves ; la confusion juridique, qui s'opère quant à la jouissance entre le patrimoine des deux conjoints, ainsi que la situation subordonnée et dépendante de la femme privée de l'administration de son patrimoine, laquelle est transmise au mari.

§ 5. Séparation de biens.

La théorie que nous avons examinée, en ce qui concerne les preuves des reprises, ne doit pas s'étendre au

contraire à la *femme séparée de biens* ou à la femme dotale. Quant à ses paraphernaux, on ne retrouve plus, en effet, de raison pour étendre notre théorie. Il n'y a pas à proprement parler d'apport de ses meubles, car elle verse seulement au mari une somme annuellement (art. 1537). La femme conserve la propriété, la jouissance et l'administration de ses biens. Il n'y a qu'une confusion de fait et non une confusion juridique entre ces biens des époux. D'ailleurs, la femme séparée conservant la direction de sa fortune a une indépendance suffisante pour se procurer les moyens de preuve nécessaires pour établir la consistance et l'étendue de sa fortune mobilière. Si elle a expressément ou tacitement abandonné l'administration de ses biens à son mari, elle ne pourra donc pas user des preuves faciles de l'article 1504 ; elle reste assujettie au droit commun des preuves et doit donc fournir généralement un titre écrit (1).

(1) « Attendu qu'en stipulant dans son contrat le régime paraphernal, la femme D... n'a pas spécifié en quoi consistaient les biens qu'elle entendait soumettre à ce régime ; qu'en apportant dans le domicile conjugal les meubles meublants, dont elle demande la restitution, elle n'en a point constitué son mari dépositaire et en a même conservé la possession commune ; que si le mari s'en est emparé, c'est par un abus de la puissance maritale qui explique suffisamment pourquoi la femme n'a pu se procurer une preuve écrite de l'obligation contractée par le mari de la lui rendre, que dès lors, elle doit être admise à établir par toutes sortes de preuves et notamment par la preuve testimoniale en quoi consistaient les dits meubles meublants et quelle en était la valeur, bien qu'elle dépasse 150 francs. » Nîmes, 20 janvier 1859. S. 1859. 2. 75.

A l'inverse, vis-à-vis des créanciers, il ne lui sera pas nécessaire de fournir un titre authentique, car l'article 1510 est ici inapplicable, lorsque, par exemple, elle voudra demander la distraction de meubles à elle appartenant, et que les créanciers du mari auraient englobés dans une saisie (1).

(1) Aubry et Rau. V. § 532 et note 8. Le Code civil portugais (art. 1131) se montre rigoureux et exige formellement l'inventaire.

CONCLUSION

Dans le système de preuve des reprises matrimoniales, le législateur a donc tenté la conciliation entre les différents intérêts en conflit, celui des époux, celui des tiers.

La fraude était particulièrement à craindre pour les reprises mobilières ; aussi la loi s'est-elle montrée plus sévère en matière de reprises de meubles que d'immeubles.

La crainte d'une collusion frauduleuse entre les époux, en ce qui concerne l'exagération des apports mobiliers, justifie l'admission de règles protectrices dans l'intérêt des tiers.

La distinction ne doit pas être, pour la preuve des reprises mobilières, selon que le prélèvement s'effectue en nature ou en valeur, mais selon que le conflit se limite aux rapports entre époux ou s'élève au regard des créanciers. Il n'importe pas que le mari soit ou non en faillite, les règles de preuve sont les mêmes.

Rationnellement, on peut se demander s'il convient d'établir une différence entre le crédit civil et le crédit commercial. La faillite n'est pas, par sa nature même et son organisation, susceptible d'application exclusive aux commerçants (1).

Les législations étrangères sur la faillite n'ont point toutes suivi la loi française qui la restreint aux commerçants.

La faillite est étendue aux débiteurs civils dans les pays où domine l'influence allemande et anglaise (2).

Spécialement, il peut paraître désirable que la question de preuves des reprises matrimoniales soit traitée identiquement pour la femme du commerçant et celle du non-commerçant. L'intérêt de crédit des époux recommande cette assimilation, qu'il s'agisse d'un commerçant ou non (3).

Pour la jurisprudence française, le droit civil de la déconfiture et le droit commercial de la faillite obéissent exactement au même statut, pour la preuve des reprises, quoi qu'on puisse s'imaginer de prime abord, en voyant figurer l'article 560 dans l'ensemble des dispositions de la

(1) L'égalité de traitement a été proposée en 1879 à la Chambre des députés par M. Saint-Martin. *Vo. J. Off.*, 15 novembre 1881.

(2) Allemagne, loi du 10 février 1877. Autriche, loi du 25 décembre 1868. Angleterre, loi du 25 août 1883. Suivent le courant français, les pays de l'Europe occidentale et méridionale : Belgique, Italie, loi du 13 janvier 1883. Espagne, loi du 22 août 1885. Portugal, loi du 18 septembre 1883. Pays-Bas, loi du 30 septembre 1893.

(3) Thaller, *Des faillites en droit comparé*, II, p. 124.

faillite, que ce texte pose une règle dérogatoire au principe (1).

La distinction, admise entre personnes contre lesquelles s'effectue la reprise mobilière, se justifie par des considérations multiples et semble satisfaisante. La controverse est éteinte en pratique; elle reste purement doctrinale et encore les résistances de la doctrine sont-elles de plus en plus atténuées (2).

« Le système de la jurisprudence ne mérite donc pas d'être combattu. Il introduit une distinction utile au point de vue pratique et conforme à d'autres dispositions de notre droit (3). »

Cependant une légère réserve paraît devoir être apportée : Pour les offices ministériels, la jurisprudence écarte comme superflue vis-à-vis des créanciers l'exigence d'un inventaire ou état authentique, car l'origine et l'identité du meuble ne laissent place à aucune difficulté. On devrait aussi considérer comme établie la propriété des titres nominatifs constatés par des actes, par des inscriptions sur les registres des compagnies industrielles ou commerciales. Les valeurs mobilières nominatives ont, en effet, une individualité facilement reconnaissable à l'aide des certificats de provenance; l'on pourrait donc faire excep-

(1) Thaller, n° 1972.

(2) Charmont, *Revue Critique*, 1901. 70. Lyon-Caen, note S. 1900. 1. 113. Planiol, III, 1239 et s.

(3) Planiol, III, n° 1250.

tion ici aux règles de preuve exigées pour les reprises mobilières (1).

On sait du reste, que pratiquement, les notaires n'omettent presque jamais de mentionner au contrat de mariage les valeurs nominatives qui appartiennent en propre aux conjoints.

Une dernière question doit nous occuper ; nous ne pouvons l'envisager dans toute son ampleur qu'après avoir totalement développé et résolu le problème de la preuve des reprises mobilières. Nous avons montré les intérêts antagonistes des époux et des créanciers et la conciliation tentée ou faite par la loi. Le problème de la preuve des reprises mobilières présente encore un intérêt important déjà signalé, c'est un intérêt *législatif*. Beaucoup d'auteurs s'accordent pour critiquer le régime de la communauté légale, tel que le Code civil l'a conçu et organisé, et ils proposent d'y substituer le régime de communauté réduite aux acquêts. Mais une discussion de principe se pose d'abord, on se demande si les difficultés de preuve des reprises mobilières ne constitueraient pas un obstacle invincible à cette substitution de régime légal.

(1) Cherbourg, 28 juillet 1896. *Recueil*, Rouen et Caen, XLII. 2 (1897), admet que la preuve résulte de l'inscription sur le grand livre de la dette publique.

Le régime de communauté de meubles et acquêts, qui est en France le régime légal, le régime de droit commun, est fort attaqué par les juristes pour des raisons que nous nous bornons à rappeler.

La communauté coutumière ne comprenait pas jadis toutes les valeurs que le Code civil a fait rentrer dans la communauté légale, à cause de leur caractère mobilier. Elle excluait presque toutes les valeurs importantes, alors que la classification adoptée par le Code en meubles et immeubles, a étendu considérablement le contenu de la communauté légale. D'autre part, la différence est encore accentuée par le développement énorme de la fortune mobilière au XIX^e siècle.

Notre régime de droit commun, on peut le dire, n'est plus conforme ni aux traditions, ni aux aspirations nationales.

Or le régime de communauté ordinaire est écarté par la plupart de ceux qui possèdent des biens, au moment du mariage et qui font un contrat spécialement à cet effet, et les quatre-cinquièmes des contrats de mariage adoptent le régime de communauté d'acquêts (1).

Sous la communauté réduite aux acquêts, chaque époux

(1) Voir, au point de vue statistique, une note sur le régime matrimonial de droit commun et les divers régimes admis en France par Adam et un mémoire de M. Charmont sur les pratiques coutumières en matière de contrats de mariage dans la région de Montpellier (Congrès international de droit comparé de 1900). *Adde* : *Bulletin de statistique et de législation comparée* (février 1899, p. 141).

conserve ses biens personnels, et seuls les produits de l'activité et du travail des époux sont communs, ce qui est bien en harmonie avec l'idée d'association conjugale. C'est un régime équitable et s'il était établi par la loi à défaut de contrat, il protégerait parfaitement les intérêts des conjoints peu aisés des classes agricoles et ouvrières, outre qu'il ferait échapper la femme aux risques d'une gestion imprudente du mari (1).

La communauté légale fut rejetée par les rédacteurs du Code comme régime de droit commun, à cause de prétendues difficultés pratiques de fonctionnement. On objecte qu'il fallait éviter toute contestation sur la composition des apports mobiliers ; qu'il faudrait peut-être imposer des inventaires, ce qui était inadmissible pour un régime

(1) Comte d'Haussonville. *Salaires et misères de femme*. Jousset, *De la confusion du mobilier*, *Revue critique*, 1884, p. 67, Ingelbrecht, *Le féminisme et la femme témoin*. *Revue politique et parlementaire*, 10 février 1900.

On pourrait aussi, en admettant le régime de communauté d'acquêts comme régime légal, étendre la capacité de la femme mariée et lui réserver tout au moins le produit de ses gains et salaires.

Il est inadmissible que dans les ménages, les économies de la femme soient la proie du mari. Il conviendrait peut-être de réserver aussi à la femme la libre disposition de ce qu'elle acquiert par succession. Le mari devrait, semble-t-il, avoir l'obligation de conserver intégralement à la femme les successions qui lui sont échues. Dans les petits ménages, la seule dot en général qu'ait la femme, provient le plus souvent des quelques petites valeurs qui peuvent lui advenir par succession.

Sur ces questions, voir les discussions et documents insérés dans le *Bulletin de la société d'études législatives*, 1902.

de droit commun, où aucune formalité ne doit être admise.

Nous nous proposons d'établir au contraire que la communauté réduite aux acquêts est susceptible de fonctionner, sans bien grandes difficultés pratiques, comme régime légal.

Le principal obstacle qu'on a signalé consiste donc dans la question de preuve des apports mobiliers. Les difficultés de la preuve s'opposent-elles véritablement à ce qu'on fasse de la communauté d'acquêts le régime de droit commun (1) ?

Notons d'abord que la communauté d'acquêts est le régime légal dans un certain nombre de législations.

C'est celui de l'Espagne, de plusieurs cantons suisses (Neuchâtel, Valais, Grisons, Schaffhouse, Soleure et Thurgovie), de plusieurs états de l'Amérique du Nord et du Sud (Californie, Louisiane, Pérou, Mexique, Chili, Vénézuéla, République argentine).

Dans notre ancien droit, quelques coutumes avaient admis ce régime de droit commun (Bourgogne et Bayonne).

Tout cela prouve déjà que ce régime peut fonctionner sans contrat et qu'on n'a pas été arrêté par la question des preuves à fournir pour la reprise des apports mobiliers.

(1) De la communauté d'acquêts envisagée comme régime de droit commun et de la preuve des apports mobiliers par Albert Tissier. (*Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, 1901, p. 103 à 121).

Lors de la rédaction du Code civil, Maleville déclara que la difficulté n'avait pas paru grave aux commentateurs de ces coutumes ; la jurisprudence avait établi des présomptions pour le mobilier, et en ce qui concerne la créance et l'argent, on avait soin de les constater.

Remarquons que la question de preuve se pose également dans les pays, qui admettent comme régime légal l'union de biens sans communauté (Allemagne (1), Suisse) et cela n'a pas semblé un obstacle à son établissement comme régime de droit commun.

La conclusion à tirer de ces diverses observations, c'est que les difficultés de preuve ne sont pas susceptibles de faire écarter pour impossibilité de fonctionnement, l'adoption du *principe* de la communauté d'acquêts comme régime légal.

Ce principe admis, la discussion reste ouverte sur la nature des preuves à exiger. Les diverses législations sont plus ou moins rigoureuses à ce sujet, admettant toutes, du reste, une présomption favorable à la communauté.

Faudra-t-il exiger un inventaire ou un acte authen-

(1) Verwaltungsgemeinschaft. Code civil allemand, articles 1362, 1372 et 1381. Pour les immeubles, la preuve est facile grâce aux registres fonciers.

Le droit allemand réserve à la femme certains biens (Vorbehaltsgut) objets destinés à son usage personnel, vêtements, bijoux, gains, tout ce qu'elle acquiert par son travail ou une industrie séparée. Le mari n'en a pas la possession et l'article 1362 alinéa 2 établit dans les rapports des époux entre eux et à l'égard des créanciers une présomption que ces choses appartiennent à la femme.

tique, ou se montrer plus facile, tel sera le point litigieux.

« Mais il faut bien admettre que cette question de preuve doit rester secondaire et ne peut dominer celle des avantages respectifs des divers régimes matrimoniaux ; elle doit être reléguée au second plan comme ayant trait à des difficultés accessoires de réglementation et d'organisation. Je dis que cette question de preuve est secondaire, car enfin, quelque solution qu'on lui donne, le régime de la communauté d'acquêts peut utilement fonctionner comme régime légal. Alors même que, voulant prévenir toute contestation sur les apports des époux, on croirait devoir exiger rigoureusement dans tous les cas des justifications par inventaires ou actes authentiques ; l'établissement de la communauté d'acquêts comme régime légal, aurait encore ce précieux avantage de dispenser bien des gens, dont la fortune est petite, de déboursier les frais tout à fait excessifs et injustifiables, auxquels en France on oblige, contre toute mesure et toute raison, les futurs époux pour leur contrat de mariage (1). »

Dans bien des cas, les futurs époux n'ont actuellement aucune fortune et aucun état ne serait nécessaire.

Que s'il leur advenait plus tard des successions ou donations, il y aurait presque toujours un titre, l'acte de partage de la succession ou l'état estimatif annexé à l'acte de donation par exemple (article 948) et cela permettrait d'établir tant l'identité que la valeur du bien donné.

(1) Tissier, *loc. cit.*.

Dans les cas où ce titre ferait défaut, il suffirait pour éviter que les meubles recueillis ne tombent dans le patrimoine commun de les individualiser par un acte dressé au cours du mariage.

Du reste, ces questions de preuve seront les mêmes pour les meubles à venir, qu'il y ait ou non un contrat de mariage, car même si l'on a rédigé un contrat, il ne peut inventorier par avance les valeurs mobilières à venir. Rien ne peut donc s'opposer à l'exclusion des meubles à *venir*, puisque la question de preuve est indépendante, pour eux, de la rédaction d'un contrat.

Restent les meubles présents. Or, en ce qui les concerne, on pourrait fort généralement, dans le cas où il n'y a pas à constater des libéralités, se borner à dresser des inventaires peu compliqués et peu coûteux, car bien souvent, dans les ménages pauvres, l'apport se compose seulement de quelques meubles ou économies en argent (1).

Ce qui est essentiel à noter c'est qu'il n'y aurait aucune nécessité d'un contrat de mariage antérieur pour placer les futurs époux sous l'empire d'un régime qu'ils adoptent quatre fois sur cinq, quand ils veulent déroger aux règles injustes de notre communauté légale du Code civil, absorbant meubles et acquêts.

Au surplus, qu'on le remarque bien, il n'a jamais été et ne saurait jamais être question d'exiger, en toute situa-

(1) Dans les coutumes où la communauté d'acquêts formait le régime de droit commun, il était dans l'usage de dresser des états pour constater les apports.

tion, une preuve authentique. Nous avons pris l'hypothèse extrême pour bien démontrer la possibilité du fonctionnement pratique de la communauté d'acquêts en tant que régime de droit commun.

La loi actuelle et la jurisprudence, on s'en souvient, font une distinction fort nette et précise. La nécessité d'un inventaire ou état authentique n'est exigée par notre Code, d'après notre jurisprudence, comme aussi par plusieurs législations étrangères (1), que lorsque la reprise

(1) Code italien, articles 1433, 1437, 1445, 1446 ; Code hollandais, articles 205, 220, 221 ; Code portugais, articles 1130 et 1131 ; cantons suisses de Vaud : Fribourg et Genève. Code hollandais, article 220, « Dans la communauté de Gain et Perte, et dans celle réduite aux fruits et revenus, les biens meubles, appartenant aux époux au moment du mariage, doivent être constatés par un état détaillé dans le contrat de mariage ou par un inventaire signé du notaire et des parties, lequel sera annexé à la minute du contrat qui en fera mention. Faute de quoi, les biens meubles sont réputés acquêts. »

Article 221. — « Les biens meubles qui échoient à chacun des époux pendant le mariage, par donation, succession ou legs, doivent également être constatés par un inventaire. A défaut d'inventaire des biens meubles échus au mari pendant le mariage ou d'un titre propre à justifier de leur consistance, le mari ne peut en exercer la reprise.

Si le défaut d'inventaire porte sur les biens meubles échus à la femme pendant le mariage, or à défaut de titres propres à justifier de leur consistance et de leur valeur, la femme ou ses héritiers sont admis à faire preuve soit par témoins, soit même par commune renommée de l'existence et de la valeur de ces biens. »

Le Code portugais de 1867 dit :

Article 1131. — « Les époux mariés avec société d'acquêts doivent, avant le mariage, faire inventaire soit dans le contrat de mariage, soit par tout autre acte public des biens qu'ils apportent sous peine de les voir considérer comme acquêts.

Cette disposition s'appliquera aux biens advenus dans la suite, si

s'effectue à l'encontre des créanciers, et afin d'éviter des fraudes (1).

Or, le conflit entre les époux et les créanciers n'est pas une hypothèse normale, car tous les ménages ne se ruinent pas. L'on voit donc que la communauté réduite aux acquêts pourrait fonctionner comme régime légal, dans la plupart des cas, quand bien même les époux auraient négligé de se ménager les preuves authentiques imposées par la loi à l'égard des créanciers. En effet, quand le conflit se limite aux époux, les preuves à administrer pour les reprises à exercer en fin de communauté sont beaucoup plus faciles.

Rappelons au surplus que la question de preuve ne peut être embarrassante pour tous les meubles et qu'elle ne naît que pour les valeurs mobilières telles que mobilier proprement dit, titres au porteur, etc.

« La possibilité, dans certaines hypothèses particulières de fraudes qu'on peut prévenir par des règles spéciales, ne peut évidemment, en bonne législation, empêcher, dans tous les cas, l'adoption d'un régime matrimonial dont on reconnaît d'ailleurs la supériorité. C'est, en d'autres termes, se placer à un point de vue faux et suivre une méthode peu exacte que de repousser la com-

l'inventaire n'est pas dressé dans les six mois qui suivront leur prise de possession par le conjoint auquel ils appartiennent. »

(1) « Entre l'intérêt de la femme compromis par ses actes ou ses omissions et l'intérêt des créanciers, la loi préfère et sauvegarde le second. » Labbé. S. 1876. 1, 7.

munauté d'acquêts comme régime matrimonial de droit commun, en s'appuyant sur ce que, dans certaines éventualités, elle peut susciter des questions de preuve difficiles et compliquées, alors d'ailleurs que, pour ces éventualités exceptionnelles, on peut prendre des précautions particulières » (1).

Rien ne s'oppose donc à ce que la communauté d'acquêts devienne le régime légal en France.

Au surplus si cette réforme se réalisait, la question de preuve pourra être réglementée par d'autres principes que ceux de la loi actuelle. Les textes du Code sont rédigés, en effet, pour l'hypothèse d'un régime conventionnel. Or, quand on dresse un contrat de mariage, la loi peut se montrer très sévère, faisant grief aux époux de leur négligence à constater exactement les éléments de leurs apports.

Mais il n'y a pas de contrat ; il y a peut-être lieu de ne pas être aussi rigoureux, et il serait possible peut-être de décréter l'application pure et simple des règles du droit commun en matière de preuve (2).

L'article 1499 pourrait alors être modifié ou même supprimé.

Diverses législations appliquant ainsi le droit commun de la preuve à l'action en reprise, sans exiger la rédaction d'un acte lors du mariage ou lors de l'événement qui,

(1) Tissier, *op. cit.*

(2) Gouyon, p. 219.

au cours du mariage, fait acquérir à un époux des valeurs mobilières (1).

Telle est la dernière question dont nous devons faire l'examen. Elle constitue l'intérêt législatif du problème de la preuve des reprises matrimoniales, du moins pour les reprises mobilières.

Ainsi donc la question de justification en matière de reprises ne s'oppose aucunement à l'adoption de la communauté d'acquêts comme régime de droit commun.

Cette réforme aurait le grand avantage de mettre le régime légal en conformité avec les tendances et les usages, tels qu'ils sont révélés par les clauses les plus fréquentes des contrats de mariage. Elle rélaiserait un progrès véritable, en protégeant les femmes des classes pauvres et en rétablissant l'égalité de situation entre les époux. Ce serait plus juste et plus rationnel.

(1) Code espagnol du 24 juillet 1889, des cantons suisses précités sauf celui de Neuchâtel. Cpr. Avant projet du Code civil fédéral suisse, article 205, pour le régime de l'union des biens sans communauté. L'article 207 déclare que les époux peuvent, en tous temps, demander qu'il soit dressé inventaire authentique, et l'inventaire sous seing privé dressé dans les six mois de l'apport, et signé des époux fait pleine foi jusqu'à preuve contraire, pourvu que la date soit dûment légalisée par un officier ministériel. Voici l'article 1528 du Code civil allemand sur la clause d'acquêts : « Chacun des époux peut exiger de l'autre que la consistance des biens propres appartenant à l'un d'eux soit établie par la confection d'un inventaire certifié par les deux époux. Cet acte doit être daté et signé par eux et de plus certifié authentiquement sur la demande de l'un d'eux et à ses frais. » A défaut de cet inventaire privé, les justifications se font selon le droit commun. •

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	Pag:s v
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Preuve des reprises immobilières.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	16
CHAPITRE PREMIER. — <i>Reprises immobilières en nature</i>	17
Section I. — Preuve des reprises entre époux.....	17
§ 1. Preuve de la qualité de propres.....	18
1 ^o Immeubles acquis antérieurement au mariage.....	18
2 ^o Immeubles acquis à titre onéreux pendant le ma- riage.....	21
a) Communauté.....	21
b) Régime sans communauté.....	22
c) Régime dotal.....	23
3 ^o Immeubles échus par succession ou donation.....	23
§ 2. Preuve de l'identité.....	24
Section II. — Preuve vis-à-vis des créanciers.....	24
1 ^o Cas d'emploi.....	26

2 ^o Cas de remploi.....	27
3 ^o Extension en matière civile de la présomption de l'article 559 du Code de commerce.	28
CHAPITRE II. — <i>Reprises immobilières en valeur</i>	31
Section I. — Preuve des reprises entre époux.....	31
§ 1. Preuve de l'enrichissement de la communauté.....	32
§ 2. Détermination du montant de la récompense.....	33
Que décider au cas de dissimulation d'une partie du prix?.....	34
a) A l'égard de la femme.....	34
b) A l'égard du mari.....	35
Section II. — Preuve des reprises vis-à-vis des créanciers...	37

DEUXIÈME PARTIE

Preuve des reprises mobilières.

TITRE I. — <i>Distinction entre les propres mobiliers parfaits et les propres mobiliers imparfaits</i>	44
1 ^o Position du problème.....	44
2 ^o Régimes sous lesquels la question se présente.....	45
3 ^o Des meubles pour lesquels le problème se pose.....	46
4 ^o Intérêts pratiques du problème.....	47
5 ^o Démonstration de l'existence actuelle de propres parfaits et imparfaits.....	48
Résumé.....	50
TITRE II. — <i>De la preuve sous les divers régimes matrimoniaux</i>	52
CHAPITRE PREMIER. — <i>Communauté réduite aux acquêts</i>	52
Considérations générales.....	52
Section I. — Exposé du système de la jurisprudence.....	58

Évolution du système de la jurisprudence	58
§ 1. Des reprises exercées directement par les conjoints..	62
A. De la preuve vis-à-vis des tiers.....	62
1 ^o Principes posés par la jurisprudence. Combinaison des articles 1499 et 1510	63
2 ^o Application du principe posé par la jurisprudence.	72
A. Au cas où la femme revendique son apport....	72
a) Comme propriétaire.....	72
b) Comme créancière.....	72
B. Au cas où la femme s'est réservé le droit d'éta- blir la consistance de ses apports mobiliers par tous genres de preuve.....	74
3 ^o Conséquences pratiques des règles posées par la jurisprudence.....	75
4 ^o Exceptions et limitations au principe.....	81
a) Epoux créancier de son conjoint du Chef de son auteur.....	81
b) Offices ministériels.....	82
c) Titres nominatifs.....	82
d) Fonds de commerce.....	84
B. De la preuve des reprises entre époux.....	86
I. Mobilier échu pendant le mariage.....	88
1 ^o En ce qui concerne le mari.....	89
2 ^o En ce qui concerne la femme.....	91
II. Mobilier apporté en mariage.....	96
Présomption d'acquêt (art. 1499).....	96
1 ^o Nature de cette présomption.....	96
2 ^o Interprétation du mot « état en bonne forme »..	97
A. Preuves recevables.....	98
a) Contrat de mariage.....	98
b) Inventaires sociaux.....	103
c) Actes sous seing privé.....	104

<i>d</i>) Etat dressé après la célébration du mariage.....	104
B. Preuves non recevables.....	105
§ 2. Des reprises exercées par les héritiers du conjoint. De la preuve tant à l'égard des tiers qu'à l'égard du conjoint survivant.....	107
Résumé.....	110
Section II. — Systèmes qui rejettent la distinction admise en jurisprudence	111
§ 1. Système de M. Laurent.....	112
§ 2. Système de M. Bufnoir.....	115
I. Idée générale de la théorie admise par M. Bufnoir. Distinction qu'il propose.....	115
1 ^o Article 1499. Reprises en nature.....	115
2 ^o Article 1504. Reprises en valeur.....	116
II. Développement de ce système.....	117
1 ^o Rejet de l'article 1510.....	117
2 ^o Reprises en nature. Sphère d'application de l'article 1499.....	121
3 ^o Reprises en valeur.....	123
<i>a</i>) Sphère d'application de l'article 1504.....	123
<i>b</i>) Bases de justification distincte pour ces reprises. Opinions divergentes de M. Bufnoir..	128
4 ^o Argument tiré des articles 560 et 563 du Code de commerce.....	131
5 ^o Argument historique.....	135
III. Sort du système de M. Bufnoir.....	136
1 ^o En doctrine.....	136
2 ^o En jurisprudence.....	137
Résumé.....	141
§ 3. Système de M. Saleilles.....	142
1. Exposé général du système.....	142

1 ^o Rejet de la distinction admise tant en jurisprudence que par M. Bufnoir.....	143
2 ^o Article 1499, Règle générale. — Article 1504. Exception.....	143
II. Distinction entre les reprises en nature et les reprises en valeur « à raison des faits et de la nature même des choses ».....	149
a) Reprises en nature.....	149
b) Reprises en valeur.....	149
Première hypothèse.....	149
Deuxième hypothèse.....	150
Troisième hypothèse.....	151
Quatrième hypothèse.....	153
Résumé.....	155
Section III. — Critique de ces systèmes.....	157
§ 1. Critique de la théorie de M. Laurent	157
§ 2. Critique de la théorie de M. Bufnoir.....	160
A. Réfutation de la distinction proposée par M. Bufnoir.	160
I. Distinction en opposition avec les textes.....	160
1 ^o Article 1504 ne vise pas uniquement les reprises en valeur.....	160
2 ^o Article 1499 ne vise pas uniquement les reprises en nature.....	164
II. Distinction en opposition avec le but de la loi et les nécessités pratiques.....	166
B. Réfutation par ses conséquences, du système proposé par M. Bufnoir....	168
§ 3. Critique de la théorie de M. Saleilles.....	174
Section IV. — Justification du système de la jurisprudence..	177
§ 1. Réponses aux diverses critiques adressées au système de la jurisprudence.....	178

I. Article 1510 contesté comme point de départ. Réfutation des arguments présentés contre cet article.....	179
1 ^o L'article 1510 ne vise pas uniquement le mobilier du conjoint débiteur.....	181
2 ^o L'article 1510 ne règle pas uniquement les droits des créanciers antérieurs au mariage.....	182
II. Réfutation des autres arguments opposés au système de la jurisprudence.....	183
Premier argument : celui tiré des textes du Code civil (art. 1499 et 1504).....	183
Deuxième argument : celui opposé à la présomption <i>juris</i> et <i>de jure</i> admise par la jurisprudence en faveur des créanciers.....	187
Troisième argument : celui tiré des articles 560 et 563 du Code de commerce.....	189
Quatrième argument : celui tiré de l'article 2135 du Code civil.....	196
Cinquième argument : celui tiré de l'art. 1415 du Code civil.....	197
Sixième argument : celui tiré des conséquences « défavorables » du système de la jurisprudence.....	198
Septième argument : celui basé sur la différence dans la gravité du préjudice causé aux créanciers par la femme suivant qu'elle intervient comme propriétaire ou comme créancière...	201
§ 2. Avantages du système de la jurisprudence. Sa supériorité sur les autres systèmes.....	207
CHAPITRE II. — <i>Extension aux autres régimes des règles qui régissent la preuve des apports mobiliers dans la communauté d'acquêts</i>	211
§ 1. Communauté conventionnelle.....	212
I. Clauses de réalisation.....	213
II. Clause de reprise d'apport franc et quitte.....	214

TABLE DES MATIÈRES	243
§ 2. Communauté légale.....	214
§ 3. Régime sans communauté.....	216
§ 4. Régime dotal.....	218
I. Preuve de la réception de la dot.....	218
1 ^{re} Dot fournie par la femme.....	218
2 ^o Dot constituée par un tiers.....	219
II. Preuve de la consistance de la dot.....	220
§ 5. Séparation de biens.....	220
CONCLUSION.. .. .	223
Conciliation entre les intérêts des époux et ceux des créanciers. — L'intérêt législatif et le système de la jurisprudence. — De la communauté d'acquêts envisagée comme régime de droit commun.	

Vu : Le Professeur, Président de la Thèse,
 Georges LEBRET.

Vu : Le Doyen de la Faculté,
 Edmond VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Université de Caen,
 E. ZEVORT.

LE MANS. — ASSOCIATION OUVRIÈRE, 5, RUE DU PORC-ÉPIC
